La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

Vol. I, No. 1 — le 15 novembre, 1964 — 15 cents

62 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Prix d'abonnement:
$1.00 (10 numéros)

SOMMAIRE

Page

La Révolution Permanente et "Parti Pris"
-- par J. Richard 1

Les Immigrants: Ennemis ou Alliés Potentiels?
-- par M. Bourhis 6

La Violence de l'Etat Bourgeois
-- par R. Robert 8

A Propos de la "Démission" de Khrouchtchev
-- Déclaration du Secrétariat Unifié
de la Quatrième Internationale 12

LA REVOLUTION PERMANENTE ET "PARTI PRIS"

Dans le numéro de novembre de Parti Pris, sous la rubrique "Que faire?", Jean-Marc Piotte et Pierre Maheu défendent une politique d'appui critique à la néo-bourgeoisie. S'attaquant à "certains gauchistes, beaucoup plus anarchistes que révolutionnaires", qui "crient qu'il faut lutter avant tout contre le régime Lesage", Piotte écrit:

"Lutter contre le gouvernement libéral ne peut que renforcer la position de la bourgeoisie traditionnelle, car nous ne sommes pas assez puissants pour vaincre, seuls, l'une ou l'autre des factions bourgeoises et, a fortiori, les deux à la fois. Cette position ne pourrait qu'entraîner une coupure radicale entre les éléments de gauche et les masses laborieuses, donc notre disparition à brève échéance. Notre travail devrait consister à élargir le fossé entre les deux factions bourgeoises, et ainsi l'affaiblir. Nous devons appuyer la néo-bourgeoisie contre son vis-à-vis pour nettoyer le Québec de tous ses vestiges féodaux."

Or, personne parmi la gauche québécoise ne met en question le point de vue qui veut que, en général, dans toute lutte entre la bourgeoisie traditionnelle obscurantiste "formée de notables, de

petits patrons et de la droite du clergé", et la néo-bourgeoisie qui se base sur les forces industrielles du Québec, on doit donner un soutien critique à ces derniers contre les premiers. Ainsi posée, cette affirmation est une lapalissade. Cependant un certain nombre d'assertions émises par Piotte, en particulier, semblent pour le moins contestables, si pas franchement fausses. Après une lecture plus minutieuse on acquiert l'impression qu'au lieu de "que faire", un titre plus juste serait "ce qu'il ne faut pas faire".

Examinons, d'abord, l'essence de la question. Est-il vrai que "lutter contre le gouvernement libéral ne peut que renforcer la position de la bourgeoisie traditionelle"? La réponse dépend d'une analyse des forces capables de remplacer ce gouvernement libéral (et la néo-bourgeoisie), compte tenue de la situation contemporaine et des tendances inhérentes aux forces de classes au Québec.

Les buts d'industrialisation du gouvernement Lesage représentent principalement une tentative d'étendre les intérêts de la bourgeoisie nationale canadienne-française au Québec, d'améliorer la position de la"néo-bourgeoisie"ou "moyenne-bourgeoisie" (Maheu) vis-à-vis du capitalisme internationale. En ceci, la néo-bourgeoisie reçoit le soutien du grand et du petit capital québécois. Cependant, d'elle-même, elle est incapable d'accomplir ces buts. Principalement limitée, dans le passé, aux industries de service et de biens de consommation -- les intérêts capitalistes américains et canadians ayant usurpé et monopolisé le secteur primaire de l'industrie; mines, textiles, pâtes et papier, etc. -- cette "néo-bourgeoisie" est forcée d'entrer dans des alliances temporaires avec des capitaux américains et européens ou même avec certaines sections de la classe capitaliste canadian, alliances qui font progresser leur but d'ensemble d'après leurs besoins du moment. Le point important à noter ici est que la néo-bourgeoisie québécoise ne peut agir comme force indépendante, mais doit trouver un soutien dans des capitaux étranger. Elle ne cherche pas, et ne peut pas chercher, d'appui chez la "bourgeoisie traditionnelle"; cette "bourgeoisie traditionnelle" représente en effet la force même qui, dans le passé, a retardé un développement économique équilibré de la province, et qui a laissé la porte ouverte à l'entrée remarquable de capitaux étrangers-- américain et canadian -- et de là, l'exploitation impérialiste de nos ressources naturelles. Cette bourgeoisie traditionnelle n'avait ni le désir ni le pouvoir de s'industrialiser, de se "moderniser", c'est-à-dire d'avoir une action indépendante. Bien qu'il soit intéressant de remarquer les contradictions auxquelles donne lieu cette politique de recherche de capitaux américains et européens, d'un côté, et canadian, de l'autre côté, la juste conclusion qui s'impose à nous en ce qui concerne la politique du gouvernement actuel du Québec est la suivante: il s'appuie de moins en moins sur la bourgeoisie traditionnelle anti-industrielle.

Le gouvernement Lesage, et la néo-bourgeoisie, reçoit l'appui -- avec réserves -- des travailleurs et des cultivateurs en tant que leur lutte pour l'industrialisation du Québec,pour le destruction des "vestiges féodaux", nécessite certaines réformes sociales: la caisse de rétraite, la création d'un Département de l'Education, la nationalisation des compagnies d'électricité, la réforme de la procédure électorale, etc. En face de cet appui

populaire massif la bourgeoisie traditionnelle a été effectivement impuissante à s'interposer sérieusement; en fait, l'Union Nationale a, en grande mesure, été forcé, dans ses efforts de déborder les Libéraux, d'avancer de mesures de sécurité sociale encore plus importantes -- notons les eulogies de M. Daniel Johnson envers la Suède et le "welfare capitalism". Peut-être mieux que toute autre chose la démagogie de Johnson démontre la comprehension des intérêts bourgeois autour de l'UN, intérêts loin d'être stupides, de la force potentielle et réelle de la "troisième force" décrite par Piotte.

La pression de cette troisième force sur le gouvernement Lesage est une pression venant de la gauche. Plus cette pression se fait forte, moins le gouvernement pourra faire de concessions à la bourgeoisie traditionnelle. Loin de renforcer celle-ci, d'affaiblir celle-là, les pressions populaires leur forcent de faire de plus en plus de concessions. C'est précisément ce phénomène qui explique le manque considérable de soutien du capitalisme anglo-saxon -- financier ou autre -- dont souffre l'Union Nationale discréditée. Les Libéraux sont les préférés et du capital domestique et du capital international car, bien mieux que l'Union Nationale, ils sont capables de mettre en marche un programme d'industrialisation tout en réprimant les aspirations les plus profondes des large masses ouvrières, des cultivateurs et la petite bourgeoisie québécoise. Le "mythe René Lévesque" est bien plus précieux pour le capitalisme que le slogan discrédité "je me souviens".

Justement parce que la lutte pour les réformes démocratiques vient si tard au Québec (à l'ombre du capitalisme établi à un niveau mondial), l'accomplissement de plusieurs tâches "démocratiques" revient au prolétariat, la bourgeoisie nationale s'abstenant. Nous ne pouvons pas établir une distinction méchanique entre la lutte pour compléter les tâches non-achevées de la révolution tranquille "bourgeoise-démocratique" (l'éradication des vestiges féodaux) et la nouvelle lutte pour accomplir les tâches socialistes. Ce serait tomber dans une erreur beaucoup plus sérieux que celle dans laquel e tombent ceux qui ignorent les divergences sécondaires qui existent entre les secteurs principaux de la bourgeoisie.

Malgré la particularité de la "démocratie" bourgeoise de ne pas être achevée, la lutte socialiste est déjà à l'ordre du jour. La lutte contre le Bill 54, les manifestations des 10,000 cultivateurs et des 4,000 étudiants, le rejet du syndicalisme d'affaire par une section croissante des ouvriers, tout ces développements sont de vivantes manifestations d'une mécontentement grandissant parmi de vastes secteurs des "classes populaires", un mécontentement qui vient en réactions aux mesures équivoques, hésitantes, souvent prises à contre-coeur par les Libéraux afin de mettre en place des changements nécessaires dans les structures économiques et sociales.

Les attaques croissantes contre les libertés civiles, les descentes de police et intimidations effectuées contre les groupes indépendentistes, les désirs évidents à lancer une campagne de chasse aux sorcières contre la gauche, tout cela indique la situation vulnérable dans laquelle le gouvernement néo-bourgeois se trouve. La lutte contre le Bill 54, la défense des journalistes

assiégés de la Presse et, plus récemment, du Soleil, le besoin urgent de défendre LIBE les droits de l'homme fondamentaux, tout ceci rend plutôt irréaliste et académique une conception de nos tâches immédiates qui se veut d'"élargir le fossé entre les deux factions bourgeoises"(d'après Piotte). La lutte qui s'inscrit à l'ordre du jour de la gauche consiste, en fait, en une attaque dentre cette néo-bourgeoisie, le gouvernement libéral; ceci implique, en même temps, une lutte contre "la bourgeoisie traditionnelle". Car, il devient de plus en plus évident que, même si elle le désire, cette néo-bourgeoisie ne peut, par ses propres efforts "nettoyer le Québec de tous ses vestiges féodaux". (Nous pouvons remarquer, en passant, que la puissance et l'influence de ses éléments féodaux est beaucoup moins important que ne semble le croire Piotte.)

Bien entendu toute cette argumentation ne serait qu'un exercise académique si l'on ne considérait pas les conclusions politiques qu'en tirent les participants. Ces conclusions sont peut-être exprimées le plus brutallement par Piotte lorsqu'il cite son éditorial du numéro de décembre '63 de Parti Pris: "En somme la stratégie de ce Parti (le parti révolutionnaire) consisterait à s'appuyer sur la gauche libéralisante jusqu'à ce qu'il soit assez fort pour faire la révolution socialiste contre elle".

Mais attends -- comment la gauche peut-elle se renforcer en s'appuyant "sur la gauche libéralisante" (Lévesque?), et comment saurons-nous quand elle sera assez forte pour se libérer en vue d'une action politique indépendante? L'idée exprimée par cette conclusion ne représente qu'un socialisme fabien réchauffé, mais beaucoup moins justifiable à notre époque où le capitalisme mondiale et la bourgeoisie nationale sont absolument incapables de jouer un rôle progressiste indépendant. S'il est vrai qu'une alliance entre le capitalisme américain et la néo-bourgeoisie représente le meilleur moyen de développer industriellement le Québec, alors on peut conclure logiquement qu'il faut soutenir l'entrée du capital étranger, l'exploitation impérialiste de nos richesses naturelles et humaines. Soutenir l'aile gauche du parti libéral en effet signifie le complet abandon des demandes socialistes car on ne peut de toute évidence s'attendre à ce que la bourgeoisie nationale se suicide, elle-même, en tant que classe. Nous sommes en présence ici d'une version raffinée d'une mystification si souvent dévoilée par Parti Pris même. N'est-il pas vrai, par exemple, que les apologistes de René Lévesque ont maintenu avec consistance qu'il travaille à l'intérieur du parti Libéral afin de contrecarrer son aile réactionnaire, afin d'établir les mesures libéralisantes autant qu'il le pouvait, ceci en l'absence ou l'immaturité d'une formation alternative de la gauche? Mais ceci est précisément la philosophie qui a, avec la même consistence, servi à justifier le manque d'activité indépendante de la part de la gauche.

Ainsi, ce n'est pas une simple coincidence si Maheu s'excuse d'avance de parler "d'alliance avant d'avoir créé un parti révolutionnaire.... L'absence d'un tel parti affecte d'un coefficient d'ambiguité tout ce qu'on peut dire sur l'action révolutionnaire au Québec". Et il ajoute: "Seul un parti, à cause de sa cohésion et de son 'poids' plus grand, peut garder son indépendance tout en

faisant les compromis tactiques qui s'imposent." Avec la contrainte formelle et ambigue characteristique de l'intéllectuel déclassé, Maheu nous met en garde contre "deux erreurs inverses: celle du réformiste qui choisit d'agir à l'intérieur des structur s de l'ordre établi uniquement, et les respecte tant qu'il finit par s'y identifier, et celle de l'activiste qui oppose un refus si absolu aux structures existantes qu'il perd tout contact avec la réalité et tout moyen de l'influencer", tout en oubliant que cette "réalité" n'est pas seulement celle du régime et des structures bourgeoises mais aussi celle des masses "populaires" -- la troisième force -- "latente, inorganisée (jusqu'ici - NDLR) (qui) tend à prendre forme et à se constituer en parti politique" (Piotte). Pour un révolutionnaire totalement engagé dans le mouvement révolutionnaire ce problème de dualisme cesse d'exister en tant que problème personnel; historiquement le réformisme est et a toujours été le résultat de pression et d'influences bourgeoises à l'intérieur du mouvement ouvrier. Dans le contexte d'un parti révolutionnaire ce problème perdrait de son importance primordiale pour ces intellectuels. La vrai tâche n'est pas la discussion d'un concept abstrait d'appui critique, mais la mise sur pied de l'organisation concrète d'un parti révolutionnaire.

-- par J. Richard

40% des chômeurs au Canada se trouve au Québec, soit 6% de la population active, selon des statistiques du gouvernement d'Ottawa. Cela nous fait réfléchir.... au lieu de voler les banques, pourquoi est-ce que les révolutionnaires du FLQ-ALQ ne se procurent-ils pas les listes des chômeurs des bureaux de la Commission d'Assurance-Chômage? Ils pourront ainsi envoyer aux gens les plus exploités, les plus désespérés de la classe ouvrière, leurs brochures révolutionnaires. La révolution se fait par divers moyens....

ASSEMBLEE PUBLIQUE

SALLE RIALTO, 5711 av. du Parc
(à Bernard)
Dimanche, le 6 décembre, à 8h. pm.

Johnson

CE

Goldwater

IS THERE A DIFFERENCE?
(en anglais)

Orateur: CLIFTON DEBERRY, noir, candidat du Socialist Workers Party à la présidence des Etats-Unis, lors des récentes éléctions.

commandité par la ISO.

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

Vol. I, No. 2 — le 15 janvier, 1965 — 15 cents

62 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Prix d'abonnement:
$1.00 (dix numéros)

SOMMAIRE

Page

Le RIN et l'Electoralisme
— par Michel Bourhis 1

Quelques Légons à tirer de la lutte pour la Liberté
en Afrique du Sud 4

Qu'est-ce que la Révolution Permanente? (thèses)
— par Léon Trotsky 6

Les "Véritables" R-R-Révolutionnaires entrent en scène
— par Ernest Strong 11

Les Livres: Littérature et Révolution
— par L. Couturier 14

LE RIN ET L'ELECTORALISME

Le RIN "révolutionnaire" s'efforce supposément à obéir aux édits de Claude Wagner et à se présenter dans des "élections démocratiques". Mais même en optant complètement pour la voie électorale, le RIN révèle toutes les vacillations de la petite bourgeoisie "nationale". Elle a décidé de ne pas contester les élections partielles de Terrebonne et de St.-Maurice. D'après Guy Pouliot, ancien président, le RIN considérait les élections partielles comme futiles pour toute opposition et il a laissé entendre que le parti tenterait un assaut contre le pouvoir lors des prochaines élections générales.

En fait, l'élection partielle est un des moyens des plus efficaces pour un nouveau parti minoritaire de se faire de la publicité et de recruter de nouveaux membres. Dans de telles élections toutes les ressources

humaines, littéraires et financières d'un petit parti peuvent être concentrées dans une ou deux circonscriptions au lieu d'être dissipées à travers une centaine. Tous les moyens de communications se concentrent sur ces campagnes électorales. Mais il semblerait que le RIN se voit menacé de deux côtés: il a peur d'être exterminé par "Tonton-matraque" Wagner mais il a aussi peur de subir une sévère défaite électorale de la part d'une population qui ne trouve pas ses intérêts dans un indépendantisme bourgeois. Ainsi le RIN a trouvé la réponse idéale: ne rien faire mais parler beaucoup. En fait, au Québec, le mot "révolutionnaire" n'a pas plus de signification politique que de dire qu'on est pour les bons contre les mauvais, et la "révolution" de Bourgault se présente comme une lutte pour convaincre le Dr. Jutra qu'il"n'a rien à perdre" de la part de tels "révolutionnaires".

Alors que le RIN, en optant pour un électoralisme complet, a verbalement répondu "oui" à la question: "Est-ce que la libération politique, économique et sociale d'un peuple peut être achevée au moyen d'élections bourgeoises?", d'autres groupes, socialistes et indépendantistes, ont répondu résolument "Non" et refusent de participer à une quelconque élection.

Un socialiste révolutionnaire, c'est-à-dire un socialiste intéressé à une révolution sociale et non seulement constitutionnelle, doit être d'accord avec Fidel Castro lorsque celui-ci déclare que "nous ne disons pas que la voie pacifique vers le socialisme est impossible, mais nous ne l'avons tout simplement jamais observée nulle part."

Même en mettant de côté toutes les difficultés légales par lesquelles les gouvernements capitalistes entravent la participation aux élections des partis minoritaires, il serait pour le moins extrêmement douteux que la bourgeoisie d'un pays abandonne ses pouvoirs économique et politique en faveur d'un parti socialiste qui aurait gagné une victoire électorale. Il est plus probable qu'ils lutteront par tous les moyens disponibles pour se maintenir au pouvoir. (Il n'y a qu'à étudier l'histoire des révolutions sociales, qu'elles soient bourgeoises ou socialistes, pour s'en rendre compte.) Le fascisme ne trouve pas sa cause dans l'esprit pervers de quelques fous, c'est la dernière issue pour un capitalisme pourri et dudans, et du dehors, qui est prêt à avoir recours à tout moyen qui puisse écraser la classe ouvrière.

Cela signifie-t-il que les révolutionnaires doivent refuser toute participation électorale par principe même? Répondre "oui" à cette question revient à s'éloigner de la réalité tout autant que les réformistes et leur "voie parlementaire vers le socialisme".

Bien que les révolutionnaires aient conscience du fait qu'aucun gain fondamental en faveur de la classe ouvrière ne peut être gagné à travers un parlement bourgeois avec ses élections, la grande masse des ouvriers et fermiers souffre encore d'illusions démocratiques. Il ne suffit pas à l'avant-garde révolutionnaire de proclamer cette découverte du système parlementaire bourgeois. Les dirigeants éventuels des ouvriers et des fermiers ne doivent pas se présenter comme des oracles; tant que les masses

souffrent de ces "illusions démocratiques" il sera nécessaire de leur démontrer, en fait, les réalités de la démocratie bourgeoise. Si les bolcheviques du temps de Lénine ont pu participer à des élections si limitées de la Russie Tsariste, les révolutionnaires du Québec peuvent bien faire usage du suffrage universel de la démocratie bourgeoise comme d'une tribune additionnelle pour atteindre la grande masse populaire. Mais si on fait usage des élections en tant que tactique, on doit les employer sciemment et efficacement et sans répandre d'illusions quant à la voie parlementaire. Il est évident que le RIN ne remplit aucune de ces conditions; il croit à la"révolution électorale" qu'il ne peut même pas mettre en pratique.

La voie entre l'crétinisme parlementaire et le sectarisme gauchiste est, en vérité, très étroite, mais c'est cette voie que les révolutionnaires doivent trouver et suivre au Québec.

— Michel Bourhis

Bulletin d'Abonnement à

"La LUTTE OUVRIERE"

Nom .....

Adresse .....

.....

S'inscrit pour un abonnement d'un an ($1).

A partir du mois de .....

Paiement par ☐ chèque ☐ mandat ☐ comptant

Faire parvenir ce bulletin à

LA LUTTE OUVRIERE

62 ouest, rue Guilbault,

Montréal 18

QU'EST-CE QUE LA REVOLUTION PERMANENTE? (Thèses)

(NDIR → L'extrait suivant constitue les thèses principales du livre La Révolution Permanente de Léon Trotsky. Révolutionnaire russe et fondateur avec Lénine de l'état ouvrier russe en octobre 1917, Trotsky fut le premier ministre de la guerre au gouvernement soviétique, durant la période de guerre civile. Pendant les années 20, il dirigea l'opposition de gauche à l'intérieur du Parti Communiste de l'Union Soviétique contre la tendance

bureaucratique de Staline. La Révolution Permanente fut érit lors de son éxil, juste avant son expulsion du Parti Communiste avec d'autres opposi-tionistes. C'est à la fois une polémique contre Karl Radek, principal "théoricien" de Staline, et aussi un brillant plaidoyer de la théorie énoncée pour la première fois par l'auteur en 1907, laquelle prédit l'imminence d'une révolution socialiste en Russie tsariste — une théorie confirmée d'une façon dramatique seulement dix ans plus tard dans l'événement le plus significatif de notre époque: la révolution d'octobre.)

J'espère que le lecteur ne m'en voudra pas si, pour terminer cet ouvrage, j'essaie de formuler mes conclusions essentielles d'une façon concise et sans craindre les répétitions.

1. La théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste, car le développement de la lutte idéologique et de la lutte de classe a définitivement fait sortir cette question du domaine des souvenirs des vieilles divergences entre marxistes russes et l'a posée comme la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général.

2. Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour lespays coloniaux et demi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.

3. Non seulement la question agraire mais aussi la question nationale assignent à la paysannerie, qui constitue l'énorme majorité de la population des pays arriérés, un rôle primordial dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues; elles ne peuvent même pas être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie libérale nationale.

4. Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. Ce qui signifie à son tour que la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résout, en premier lieu, les tâches de la révolution démocratique.

5. Envisagé du point de vue historique, l'ancien mot d'ordre bolchevique, la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie", exprimait exactement les rapports caractérisés plus haut, entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie libérale. Cela fut démontré par l'expérience d'Octobre. Mais l'ancienne formule de Lénine ne préjugeait

pas quels seraient les rapports politiques réciproques du prolétariat et de la paysannerie à l'intérieur du bloc révolutionnaire. En d'autres termes, la formule admettait consciemment un certain nombre d'inconnues algébriques qui, au cours de l'expérience historique, devaient céder la place à des éléments arithmétiques précis. Cette expérience a prouvé, dans des circonstances qui éliminent toute autre interprétation, que le rôle de la paysannerie, quelle que soit son importance révolutionnaire, ne peut être un rôle indépendant et encore moins un rôle dirigeant. Le paysan suit ou l'ouvrier ou le bourgeois. Cela signifie que la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" n'est concevable que comme dictature du prolétariat entraînant derrière lui les masses paysannes.

6. Une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, en tant que régime se distinguant, par son contenu de classe, de la dictature du prolétariat, ne serait réalisable que dans le cas où pourrait être mis sur pied un parti révolutionnaire indépendant, qui exprimerait les intérêts de la démocratie paysanne et petite-bourgeoise en général, un parti capable, avec l'aide du prolétariat, de conquérir le pouvoir et d'en déterminer le programme révolutionnaire. L'histoire moderne, notamment l'histoire de la Russie au cours des vingt-cinq dernières années, nous montre que l'obstacle infranchissable qui s'oppose à la formation d'un parti paysan est le manque d'indépendance économique et politique de la petite bourgeoisie (paysannerie) et sa profonde différenciation interne qui permet à ses couches supérieures de s'allier à la grande bourgeoisie lors d'événements décisifs, surtout lors de guerre et de révolution, tandis que ses couches inférieures s'allient au prolétariat, ce qui oblige ses couches moyennes à choisir entre ces deux forces. Entre le régime de Kerensky et le pouvoir bolchevique, entre le Kuomintang et la dictature du prolétariat, il n'y a, il ne peut y avoir aucun régime intermédiaire, c'est-à-dire aucune dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

7. La tentative faite par l'Internationale communiste pour imposer aujourd'hui aux pays d'Orient le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, depuis longtemps dépassé par l'histoire, ne peut avoir qu'un sens réactionnaire. Dans la mesure où l'on oppose ce mot d'ordre à celui de la dictature du prolétariat, il contribue politiquement à la dissolution et à la décomposition du prolétariat dans les masses petites-bourgeoises et crée ainsi des conditions favorables à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale, donc à la faillite et à l'effondrement de la révolution démocratique. Introduire ce mot d'ordre dans le programme de l'Internationale communiste signifie véritablement trahir le marxisme et les traditions d'Octobre du bolchevisme.

8. La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente.

9. La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à

la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte, étant donné la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondiale, amènera inévitablement des éruptions violentes, c'est-à-dire à l'intérieur des guerres civiles et à l'extérieur des guerres révolutionnaires. C'est en cela que consiste le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même, qu'il s'agisse d'un pays arriéré qui vient d'accomplir sa révolution démocratique ou d'un vieux pays capitaliste qui a déjà passé par une longue période de démocratie et de parlementarisme.

10. La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourbeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme• elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète.

11. Le schéma du développement de la révolution mondiale tracé plus haut élimine la question des pays "mûrs" ou "non mûrs" pour le socialisme, seloncette classification pédante et figée que le programme actuel de l'Internationale co muniste a établie. Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiales, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste.

Les différents pays y arriveront avec des rythmes différents. Dans certaines circonstances, des pays arriérés peuvent arriver à la dictature du prolétariat plus rapidement que des pays avancés, mais ils parviendront au socialisme plus tard que ceux-ci.

Un pays colonial ou semi-colonial arriéré dont le prolétariat n'est pas suf isamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir est de ce fait même incapable de mener à bien la révolution démocratique. Par contre, dans un pays où le prolétariat arrive au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort ultérieur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale.

12. La théorie du socialisme dans un seul pays, qui a germé sur le fumier de la réaction contre Octobre, est la seule théorie qui s'oppose d'une manière profonde et conséquente à la théorie de la révolution permanente.

La tentative faite par les épigones pour limiter, sous les coups de la critique, l'application de la théorie du socialisme dans un seul pays à la seule Russie, à cause de ses propriétés particulières (l'espace, les richesses naturelles), n'améliore rien, mais au contraire aggrave tout.

La renonciation à une attitude internationale mène inévitablement au messianisme national, c'est-à-dire à la reconnaissance d'avantages et de particularités spécifiques, qui permettent à un pays de jouer un rôle auquel les autres ne sauraient s'élever.

La division mondiale du travail, la dépendance de l'industrie soviétique à l'égard de la technique étrangère, la dépendance des forces productives des pays avancés à l'égard des matières premières asiatiques, etc., rendent impossible la construction d'une société socialiste autonome, isolée dans n'importe quelle contrée du monde.

13. La théorie de Staline-Boukharine oppose non seulement d'une façon mécanique la révolution démocratique à la révolution socialiste, en dépit des expériences des révolutions russes, mais elle détache aussi la révolution nationale de la révolution internationale.

Elle place les révolutions despays arriérés devant la tâche d'instaurer le régime irréalisable de la dictature démocratique, qu'elle oppose à la dictature du prolétariat. Ainsi, elle introduit en politique desillusions et des fictions, elle paralyse la lutte du prolétariat pour le pouvoir en Orient et elle freine la victoire des révolutions coloniales.

Du point de vue de la théorie des épigones, la donquête du pouvoir par le prolétariat constitue, à elle seule, l'accomplissement de la révolution (pour les "neuf dixièmes", selon la formule de Staline); elle inaugure l'époque des réformes nationales. La théorie de l'intégration du koulak dans le socialisme et la théorie de la "neutralisation" de la bourgeoisie mondiale sont, par conséquent, inséparables de la théorie du socialisme dans un seul pays. Elles tiennent et s'effondrent ensemble.

La théorie du socialisme national dégrade l'Internationale communiste, qu'elle emploie comme une arme auxiliaire utilisable dans la lutte contre une intervention armée. La politique actuelle de l'Internationale communiste, son régime et le choix de ses dirigeants correspondent parfaitement à sa déchéance et à sa transformation en troupe auxiliaire qui n'est pas destinée à résoudre des tâches qu'on lui propose d'une manière autonome.

14. Le programme de l'Internationale co muniste, oeuvre de Boukharine, est éclectique d'un bout à l'autre. C'est une tentative désespérée pour unir la théorie du socialisme dans un seul pays à l'internationalisme marxiste, qui est cependant inséparable du caractère permanent de la révolution mondiale. La lutte de l'opposition communiste de gauche pour une politique juste et un régime sain dans l'Internationale communiste est indissolublement liée à la lutte pour un programme marxiste. La question du programme est à son tour inséparable de celle des deux théories opposées: la théorie de la révolution permanente et la théorie du socialisme dans un seul pays. Le problème de la révolution permanente a depuis longtemps dépassé le cadre des divergences épisodiques entre Lénine et Trotsky, divergences qui, au surplus, ont été entièrement épuisées par l'histoire. Il s'agit de la lutte entre les idées fondamentales de Marx et de Lénine, d'une part, et l'éclectisme des centristes, d'autre part.

Constantinople, le 30 novembre, 1929.

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

Vol. I, No. 3 | 15 février, 1965 | 15 cents

62 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Prix d'abonnement
$1.00 (dix numéros)

SOMMAIRE

Page

Bas Les Pattes au Vietnam, Yankee! 1

Vive l'Union Sacrée!
— par André George 2

Le Congo Martyr: Un Révélateur
— par M. Derval 5

Les Luttes Intersyndicales
— par J. Richard 9

Les Confédérastes à L'Oeuvre! (documents) 14

Au Sud-Viet-Nam, Le F.N.L. Procède au Partage des Terres
— par Long-Tuyen 16

BAS LES PATTES AU VIETNAM, YANKEE!

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que l'impérialisme américain recommence à faire des siennes au Vietnam. En effet, les américains ont à nouveau déclenché une vague de bombardements sur le Nord-Viet-Nam confirmant par ces actes dégoutants la façon dont les U.S.A. défendent la "liberté" des peuples, en s'acharnant sur les faibles, en s'obstinant à vouloir réduire à néant leurs moindres opposants, au nom de la justice capitaliste.

Récemment nous avons pu voir de quelle façon, pour quelques colonisateurs de tués, les Belges ont froidement passé par les armes quelques dizaines de milliers de Noirs. Aujourd'hui l'impérialisme Yankee recommence de nouveau ces actes honteux de terrorisme, prouvant une fois de plus jusqu'où peut aller l'avidité du Néo-Colonialisme.

Devant les succès répétés du Front National de Libération du Sud-Viet-Nam, qui malgré tout remporte des victoires spectaculaires, nous devons tous leur donner notre appui spontané en manifestant contre les aggres-

sions répétées des assassins du Pentagone, afin de mettre fin très bientôt aux effronteries de la justice capitaliste qui méprise profondément la liberté des peuples.

Nous avions pu croire que le Goldwaterisme était mort, mais le Gouvernement Johnson vient de nouveau de nous donner preuve du contraire.

A Bas l'Impérialisme Américain!
Mort au Néo-Colonialisme Yankee!
Vive la Révolution Vietnamienne!

DOCUMENTS

LES CONFEDERASTES À L'OEUVRE!

(NDLR — Cet éditorial a paru dans le Workers' Vanguard, (Toronto), organe de la League for Socialiste Action du Canada anglais, numéro de janvier, 1965.)

Dans le mois qui vient de s'écouler nous avons eu un échantillon de ce que sera, dorénavant, notre part du régime quotidien des nouvelles "contrôlées" émanant de la T.V. et de la presse que nous servira le Big Business à l'approche du 100e anniversaire de la confédération. Cet "échantillon" se rapporte au 150e anniversaire de naissance de Sir John A. Macdonald, premier ministre du Canada, et plus qu'aucun autre, l'artisan de la confédération.

Afin de soutenir la confédération qui, à l'approche de son centenaire, semble être dans une situation extrêmement précaire, tout est mis en marche pour glorifier et idéaliser ceux qui en furent les premiers ingénieurs. Même Donald Creighton, proclamé comme le plus éminent historien du Canada, s'est senté obligé de faire sa part à l'approche des célébrations, à Kingston (Ontario). À cette occasion il tenta d'exonérer Macdonald d'être "ivre, faible, et tremblant", mais plutôt ivre, non seulement lorsqu'il trouva les mots convenant à la rédaction de l'acte (de l'Amérique du Nord Britannique), mais dans la plupart des autres occasions.

Quand il annonça le programme chargé pour réhabiliter Macdonald, le ministre de l'Education de l'Ontario, William Davis, précisa "qu'il aimerait voir au Canada, un peu de l'enthousiasme que déploie les U.S.A. à fabriquer des héros." "Les Américains vont un peu loin, mais nous, pas assez", dit-il.

Les éditeurs de l'organe du parti communiste, Canadian Tribune, ont surenchéri. Ils veulent aller plus loin — même avec John A. Ils reconnaissent, avec une certaine circonspection, que "Sir John était un Tory", et que "son mandat ne fut pas sans quelques faiblesses". Mais "malheureusement", déclarent-ils, "trop peu de Canadiens prendront le temps nécessaire pour rendre hommage à la contribution qu'il apporta à notre pays." Ils nous demandent d'avancer "dans le même esprit qui animait Sir John A. Macdonald dans son temps."

Les gouvernants actuels de l'Amérique ainsi que leurs flagorneurs ont fait de leur mieux pour déformer l'histoire comme ils le font de l'actualité afin de servir leurs propres intérêts. Mais il faut admettre que la fondation des Etats-Unis d'Amérique au milieu des flammes de la révolution est une des vraies grandes pages de l'Histoire humaine. Cet événement rassembla des hommes vraiment héroiques, non seulement Washington, mais encore plus grand, tel que Franklin, Tom Paine, et Sam Adams.

Mais de faire un héros de Sir John A. Macdonald et de ses associés est entreprendre une tâche qui est tellement loin de la vérité que les gouvernants actuels du Canada, avec tante la sagesse de leurs propagandistes

et avec tous les moyens à leur disposition, sont incapables d'accomplir.

Tandis que les Etats-Unis furent batis au cours d'une gigantesque lutte populaire, la confédération naquit dans la mauvaise odeur de la chicane et de l'imposture, contrairement à l'opinion publique, et avec le seul appui solide des "barons" des compagnies de chemins de fer, qui n'étaient autres que les agents sans vergogne de Macdonald et Cie.

Tandis qu'il serait intéressant de spéculer sur ce qui serait arrivé en d'autres circonstances, la confédération, qui anéantit les puissants sentiments d'annexion pro-américains en Colombie-Britannique et ralentit le développement de ce sentiment par la colonisation américaine des Prairies, est un fait historique. Il y avait de plus d'autres faits bien établis: le puissant gouvernement central qui viole les droits des canadiens-français; le Sénat, représentant la haute-bourgeoisie, qui entrave le processus démocratique; le C.P.R. qui, grâce à Macdonald, continuait à s'enrichir même des fonds du trésor public et continuait de plus à exploiter la propriété publique et qui, avec les terres concédées à la Compagnie Hudson Bay, était d'une telle largesse qu'il ne restait qu'à peu près un tiers de sol fertile des Prairies propre à la colonisation.

Il n'y a rien dans la confédération que la classe ouvrière de ce pays se doit de préserver, encore moins de révérer. Ceux qui le feraient, ne le feraient que dans le but de donner une légitimité historique aux privilèges que leur confère leur classe.

Le Canada a certainement ses héros et une grande tradition: citons l'intransigeance et l'audace du démocrate révolutionnaire William Lyon Mackenzie, la solidarité de la grève générale de Winnipeg, l'essor du CIO. C'est cela qui doit être étudiés et introduits dans la conjoncture actuelle.

(NDLR — Nous publions ci-après, pour l'information de ceux de nos lecteurs qui ne s'occupent pas, d'habitude, des grossièretés du "Parti communiste canadien", le traduction d'un éditorial paru dans le Canadian Tribune (Toronto), organe anglais du PCC, numéro de 11 janvier 1965. Ce dernier est celui cité dans le texte qui le précède.)

Le 11 janvier marquera la 150e anniversaire de naissance du premier des premiers ministres du Canada et l'un des architectes de la Confédération, Sir John A. Macdonald. Malheureusement, très peu de Canadiens prendront le temps nécessaire pour rendre hommage à la contribution qu'il apporta à notre pays.

Que la Confédération à laquelle il aida à établir présente, à la base, de sérieuses brèches (brèches qui sont à la racine de notre présente crise constitutionnelle) ne devrait pas nous faire oublier qu'historique-

(voir page 8)

(suite de la page 15):

ment ce fut un pas en avant qui rendit possible le Canada d'aujourd'hui.

Sir John était Tory. Son mandat ne fut pas sans quelques aspects très négatifs. Ces deux facteurs ont, sans contredit, rendu très difficile la tâche de certains historiens et commentateurs de la scène politique (y compris plusieurs au sein des mouvements ouvrier et progressif) de porter un jugement objectif sur le rôle qu'il joua dans l'histoire de notre Pays.

Ailleurs dans cette page nous publions des extraits de deux récents articles qui montrent comment la façon dont Macdonald envisagea ces deux problèmes — un Canada bi-national et une indépendance économique — était tout-à-fait différente de celle des politiciens d'aujourd'hui.

Qu'il serait avantageux si les Tories et les Libéraux pourraient arracher une page de son livre! Ils ne l'ont pas fait, naturellement, et ils ne le feront pas. C'est pourquoi notre pays fait face aux graves problèmes d'aujourd'hui. Il appartient aux travailleurs et aux forces démocratiques de ce pays de continuer la lutte pour l'avenir du Canada — dans des temps et des conditions différentes — dans le même esprit qui animait Sir John A. Macdonald dans son temps.

VIVE L'UNION SACREE!

-- par André George

Libération nationale et libération sociale, indépendance politique et indépendance économique, séparatisme et socialisme, en voilà des ingrédients qui peuvent être mélangés sous diverses proportions pour produire un plat plus ou moins digestible! Celui qui nous fut servi le 27 janvier à la première assemblée publique du Club Parti Pris me reste encore sur l'estomac. C'est vrai qu'il avait été préparé pour des connaisseurs habitués aux petits plats raffinés. Mais il me semble que cette fois-ci ces fins gourmets que forment l'élite intellectuelle et professionnelle de notre société se sont montré plutôt des gourmands.

Sa lourdeur souvent fade (malgré les efforts pathétiques et psychologiques de Pierre Lefèbvre), son goût de réchauffé (cuisson à la Pierre Maheu) parfois habilement déguisé à l'aide du feu sacré d'un J-M Piotte habilement soutenu par la rrromantique rrrévolutionnaire Andrée Ferretti n'ont cependant pas déplu à l'assistance très nombreuse, il faut l'avouer. On aurait dit qu'elle avait attendu toute sa vie ce plat de l'Union Sacrée. Il est vrai que ceux qui s'attendaient à quelque chose de plus consistent en sont restés sur leur faim.

•

Le Club Parti Pris a été fondé dans le but de préparer le terrain pour la formation d'un parti révolutionnaire militant. Il y a déjà quelques quatre ou cinq mois de cela. A ce moment Parti Pris n'avait pas honte d'être identifié avec le marxisme-léninisme et sa philosophie. En même temps il définissait son but: l'établissement d'un état indépendant, socialiste et laic. Comment la situation se présente-t-elle maintenant? Au Club Parti Pris on fout en l'air la philosophie marxiste au nom de l'irréconciliabilité de l'homme avec la nature et l'on porte un coup au matérialisme même du marxisme. Durant cette période il faut aussi observé que Parti Pris est devenu — aux yeux du grand public -- le représentant de la gauche québécoise.

Essayons de découvrir un lien entre tous ces facteurs.

D'abord Parti Pris se déclare, à pied d'égalité, indépendantiste, socialiste et laic. Pourquoi à pied d'égalité alors que, dans le langage marxiste, le socialisme n'est pas pensable sans le laicisme et l'indépendance y compris, naturellement, le droit de l'autodétermination des peuples? La réponse se trouve clairement et publiquement exprimée le 27 janvier à l'assemblée du club: 1) Dans le Canada confédéré tous les canadiens français sont brimés; 2) Il faut donc gagner l'indépendance nationale afin que 3) le socialisme puisse s'établir dans la belle province. Pour cela il est nécessaire que 4) toutes les forces indépendantistes s'unissent, s'organisent, agissent pour faire cette indépendance. Ceci va donc garantir l'indépendance et permettre le socialisme, du moins on l'espère.

Un tel programme demande une orientation pratique bien définie. C'est l'ouverture vers les mouvements simplement indépendantistes, vers les forces qui, convaincues de la nécessité de mettre fin au statut inférieur des canadiens-français dans la confédération ont, en même temps, une orientation gauchisante, socialisante même. Ainsi il est tout normal que, d'un côté, on se modère sur le plan"philosophie marxiste" et que, de l'autre côté, on attire et on s'adresse à "l'élite" de la nation; une élite qui est plus consciente de souffrir sur le plan politique et culturel que sur le plan économique. Ceci ne signifie pas que cette orientation mène à la collaboration avec n'importe quel mouvement indépendentiste, par exemple fasciste, mais cela signifie le club parti pris s'oriente vers une organisation de masse telle que le RIN par exemple.

Et, en effet, y a-t-il une divergence de vue entre l'aile gauche du RIN et parti pris? Du point de vue des idées? Non. Du point de vue de la méthode d'action? Apparemment oui. Le RIN en effet croit à l'électoralisme alors que Parti Pris ne le croit pas. Mais examinons la question de plus près. Le RIN se veut être un mouvement de masse et croit qu'il peut attirer la population québécoise à accepter l'idée du séparatisme. Il est normal qu'il soit attiré par l'électoralisme. Mais le club Parti Pris lui aussi s'oriente de plus en plus vers l'idée d'un mouvement de masse qui s'adresse, au moins en partie, à la même clientèle que le RIN. Cependant il rejette, jusqu'à présent, l'électoralisme. A la place nous entendons Mme Ferretti implorer que l'élite à laquelle elle s'adresse s'organise, milite, agisse à l'intérieur d'un parti révolutionnaire et non dans le cadre de l'électoralisme. Et ici on découvre une des grandes contradictions du club Parti Pris. Avec une orientation idéologique qui se veut de plus en plus"acceptable", qui veut profiter de la position de "représentant accrédité" de la gauche dans la société québécoise, qui accepte de faire des compromis sur la partie la moins populaire de son programme (à savoir, le marxisme-léninisme), qui, enfin, se décide de jouer la carte de l'Union sacrée, la même carte qui a mené la IIème Internationale à son tombeau, Parti Pris veut adapter une forme d'organisation qui ne se prête qu'à un parti révolutionnaire militant. Or on ne peut pas demander à un large groupe d'intellectuels et de professionels ce qu'on peut demander à un petit groupe de révolutionnaires dédiés.

Mais il y a une contradiction plus grave au sein du club Parti Pris telle qu'illustrée à son assemblée publique.

Pierre Maheu a clairement montré la nécessité, pour une vraie libéra-

tion du québécois, de l'instauration du socialisme. Il a illustré ceci en comparant l'expérience du Congo, sous Tschombé et de Cuba sous Castro. On peut lui reprocher que ce qu'il a dit n'était pas très neuf mais, enfin, il s'adressait à "l'élite" de la société. Mais ce qui est plus grave c'est qu'il a oublié de discuter, ce qui pour un socialiste, est le plus important. La question n'est pas de savoir si le socialisme est nécessaire au Québec mais comment lutter pour que le socialisme soit instauré au Québec.

Il est primordial et indispensable de répondre à la question. Si nous luttons principalement, et avant tout, pour l'indépendance du Québec et que dette indépendance se fait comment pouvons-nous le mieux assurer que le nouvel état indépendant sera socialiste?

Pour répondre à cette question il est nécessaire de considérer non seulement les forces qui opèrent à l'intérieur du pays, mais les forces internationales. Il faut étudier minutieusement les exemples que l'histoire nous montre. Un argument souvent employé par ceux qui mettent l'indépendance avant tout, qui favorisent l'Union Sacrée pour l'indépendance, est que, à Cuba et en Algérie, par exemple, la lutte s'est faite d'abord sur le plan national et ensuite, seulement, s'est dirigée vers le socialisme. Mais si on analyse le cas de Cuba on remarque que bien qu'il ne fut pas inévitable que la révolution devienne socialiste (Castro aurait pu chercher l'aide des U.S.A. et de la bourgeoisie cubaine) il pouvait établir un régime socialiste car il pouvait compter sur la large masse des paysans et ouvriers agricoles ainsi que du soutien des états ouvriers dans le monde.

Maintentant examinons la situation du Québec. Quelles sont les forces les mieux organisés pour le moment? Les forces de gauche ou les forces indépendentistes? Ces dernières sans aucun doute. Or ces forces-ci ne seront pas enclin à établir un état socialiste car le groupe le plus important parmi eux, le RIN, représente un néo-capitalisme qui veut une économie un peu plus rationnelle, mais pas un état socialiste. Seul l'existence d'une forte opposition venant de la gauche pourra lutter pour l'établissment d'un système socialiste si l'indépendance se fait sous un groupe tel que le RIN.

A moins de se contredire, et de rejetter le désir de voir l'indépendance du Québec afin de pouvoir établir un système socialiste, le club Parti Pris doit donc se préoccuper <u>avant tout</u> à contribuer au renforcement de cette opposition de gauche aux mouvements séparatistes du centre et de la droite.

Afin d'achever ceci il est nécessaire que le club, ainsi qu'il le déclare souvent (mais sans agir en conséquence, malheureusement), s'oriente vers les forces populaires qui profiteront de l'établissement du socialisme, c'est-à-dire, vers les ouvriers et les cultivateurs. L'assemblée publique du 27 janvier, au lieu d'être un pas dans cette direction, a été une mesure qui s'oppose à telle tactique. Les cris de "organisez-vous" ne se sont pas adressés aux ouvriers, ne les dirigeaient pas vers la formation d'un parti ouvrier révolutionnaire.

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

Vol. I, No. 4 — mars, 1965 — 15 cents

62 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Prix d'abonnement
$1.00 (dix numéros)

SOMMAIRE

Page

Un Programme pour le Chômage
— par Michel Bourhis 1

L'Âge d'Or du Capitalisme est Révolu
— par E. Germain 4

Malcolm X, Martyr de la Liberté
— par R. Robert 8

Notes Syndicales 11

Bas les Pattes devant la Révolution Vietnamienne
— Déclaration de la IVe Internationale 13

UN PROGRAMME POUR LE CHOMAGE

Il est hors de doute que le chômage est une des plus grandes faiblesses de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. Lorsqu'un travailleur québécois sur sept est touché par le chômage, il est évident que la question brûle. Ainsi, plusieurs socialistes trouvent que, pour ceux qui sont conscients mais isolés, cette question pourrait être une véritable ouverture vers la classe ouvrière. Avant de former un programme concret, cependant, il faut définir encore l'origine du chômage.

Le système capitaliste a un certain nombre de caractéristiques, dont l'une est de produire pour vendre et faire du profit. Ceci implique, étant donné la concurrence que se font les capitalistes, la nécessité de développer leurs moyens de production pour vendre davantage et dans de meilleures conditions. Mais le développement des moyens de production se poursuit à une cadence beaucoup plus grande que celle dela consommation. À un moment donné le marché est saturé et les capitalistes voient leurs stocks croître et l'impossibilité de les écouler. La production doit ralentir et parfois même s'arrêter. Le chômage commence. Cependant, à notre époque, celle de la crise mondiale de l'impérialisme, la vérité est même

en général rien qu'une forme camouflée et aggravée de l'exploitation des ouvriers à qui on donne pour ces travaux des salaires inférieurs à leur capacité professionnelle. L'utilisation des chômeurs dans les travaux publics devrait se faire sur la base du salaire correspondant à leur capacité professionnelle. Dans les grandes industries de la campagne, par exemple celles de pâte et papier ou de la pêche et aussi dans la construction dans les villes le chômage périodique se présente régulièrement et malgré le boni pour le chômage saisonnier, l'assurance-chômage ne reste qu'une mitte. Le salaire de ces chômeurs devrait être maintenu entièrement. MAINTIEN INTEGRAL DE SON SALAIRE AU CHOMEUR.

Devant un coût de vie qui s'augmente de jour en jour, l'ouvrier voit son salaire réel s'abaisser et l'aumône du chômeur s'approcher de zéro. La seule solution serait l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. En plus des augmentations absolus, les salaires et l'assurance-chômage devraient s'accroître automatiquement avec chaque accroissement du coût de vie.

Etant donné que nous vivons dans une époque où le chômage est devenu chronique et où même le Conseil d'Orientation économique du gouvernement fédéral Libéral ne prévoit que la possibilité d'un minimum de 3 p. c. en 1970, étant donné que l'automation réduit et réduira le nombre de travailleurs dont le système aura besoin pour la production, il est absolument nécessaire d'empêcher les heures supplémentaires et le double-emplois et de revendiquer la réduction de la semaine de travail. Ici, le slogan devrait être celui de l'aile gauche des syndicats américains: TRENTE POUR QUARANTE, c'est-à-dire, une semaine de trente heures, six heures par journée, avec le même salaire; 30 heures de travail pour 40 heures de salaire. La revendication est de trente heures au lieu de trente-cinq parce qu'elle exigera un nouveau "shift" créant ainsi 25 p.c. de nouveaux emplois.

Tous ces slogans précédents sont utiles ou dans le mouvement syndical ou dans l'agitation parmi les chômeurs eux-mêmes. Car le mouvement ouvrier devrait prendre ses responsabilités pour la classe ouvrière et aurait ainsi plus de force derrière ces revendications.

Toutefois ces revendications, ces solutions supposent le régime capitaliste bien qu'elles constituent une menace pour les profits des capitalistes, ainsi amenés à faire les frais de leur propre incapacité à donner du travail à leurs exploités. Bien qu'elles n'attaquent pas le système capitaliste, d'une manière globale, elles constituent une sérieuse attaque contre le droit des bourgeois de fixer eux-mêmes la quantité et le prix du travail dont ils ont besoin.

C'est par le moyen de telles revendications que la lutte quotidienne peut aboutir à une lutte révolutionnaire. Ces revendications ne constituent pas un programme "minimum" mais un programme "de transition"; liées étroitement et concrètement à la vie quotidienne et les problèmes "du pain et du beurre" elles menacent quand même le Dieu des capitalistes, le Profit. C'est avec un programme de transition que la révolution s'achèvera.

-- par Michel Bourhis.

Aidez, assistez, soutenez contre l'impérialisme

Travailleurs,

La IVè Internationale, Parti Mondial de la Révolution Socialiste, réunie en son deuxième Congrès Mondial depuis la Réunification (huitième Congrès Mondial depuis sa fondation), vous adresse un appel pressant pour apporter une aide et une assistance effective aux masses populaires vietnamiennes aux prises avec une agression sans cesse plus féroce de la part de l'impérialisme américain.

L'héroisme de ces masses, en lutte depuis vingt-cinq ans pour leur libération nationale et sociale, force le respect de tous. Les armes à la main, les ouvriers et paysans pauvres du Vietnam ont démontré que la toute-puissance de l'impérialisme américain est un mythe sans fondement, que même un petit pays peut tenir tête à la première puissance du monde, à partir du moment où il combat pour une juste cause et où ce combat jouit de l'appui du peuple tout entier.

Le combat que mènent les masses vietnamiennes pour repousser l'agresseur impérialiste américain est <u>un combat pour tous les travailleurs du monde</u>. Si ce combat n'avait pas été mené avec un courage exemplaire, les impérialistes essaieraient avec une insolence croissante à écraser dans le sang tout mouvement de libération, où qu'il puisse éclater dans le monde; ils chercheraient de plus en plus à grignoter, à saper, voire à réduire la partie du monde déjà arrachée à leur exploitation.

Comme, malgré toute sa couardise, la bureaucratie soviétique n'est pourtant pas prête au suicide, l'escalade de l'impérialisme américain risque, si elle n'est pas arrêtée fermement à temps, d'atteindre le niveau où elle déboucherait sur la menace immédiate d'une guerre nucléaire mondiale. Combattre l'agression impérialiste aujourd'hui, quand il est encore temps et quand l'échéance nucléaire n'est pas encore imminente, c'est combattre également pour préserver l'existence même du genre humain.

Précisément parce que les masses héroïques du Vietnam combattent pour les travailleurs du monde entier, il serait indigne de continuer à les abandonner pratiquement seules en première ligne de la lutte commune contre l'impérialisme. Devant contenir toutes seules l'assaut de centaines de milliers de soldats américains, équipés des armes les plus modernes, elles payent d'un prix de plus en plus lourd en sacrifices leur attachement à la cause de leur émancipation et du socialisme international. Le nombre des morts ne se compte plus. Le pays se couvre de ruines. Les bandits impérialistes y essaient leurs armes nouvelles les plus barbares, détruisant la végétation, empoisonnant les cours d'eau, expérimentant des gaz toxiques.

Il est urgent que l'impérialisme sente directement l'indignation et la révolte des peuples contre son agression au Vietnam. Il est urgent que les masses combattantes vietnamiennes reçoivent une aide effective, autrement qu'en bonnes paroles et en appels "pour la paix par la négociation" qui font ricaner l'ennemi.

Travailleurs communistes, membres des Partis communistes, ouvriers, jeunes intellectuels des Etats ouvriers: déclenchez et amplifiez votre campagne pour

AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

la révolution vietnamienne américain!

obliger le Kremlin à cesser ses louches conciliabules avec l'agresseur impérialiste au même moment où il n'accorde aux héroïques masses de la République Démocratique du Vietnam et au FNL du Sud-Vietnam qu'une misérable aide au compte-goutte. Reprenez par millions le mot d'ordre "Des avions, des fusées pour le peuple vietnamien!"

Travailleurs, paysans pauvres, militants nationalistes des pays semi-coloniaux: dressez-vous résolument contre l'impérialisme, frappez-le partout à la fois. Profitez du fait qu'il a engagé ses principales forces au Vietnam pour multiplier les nouveaux fronts et abattre ses laquais et ses valets partout où les conditions sont favorables!

Travailleurs des pays impérialistes: dans les manifestations et des grèves, exigez le retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes du Vietnam! Débardeurs, cheminots, camionneurs, refusez de transporter armes et munitions qui aident l'impérialisme à poursuivre sa sale guerre répressive contre le peuple vietnamien en lutte pour sa liberté.

Travailleurs, étudiants, jeunes, soldats, combattants noirs des Etats-Unis: le peuple vietnamien ne demande qu'une seule chose, qu'on le laisse librement disposer de son sort. Votre gouvernement impérialiste mène contre ce peuple le même genre de guerre d'oppression que les Britanniques ont mené contre votre propre Déclaration d'indépendance en 1776, que les impérialistes nazis ont mené contre les peuples d'Europe de 1939 à 1945, que l'impérialisme français a mené contre le peuple algérien de 1954 à 1962. Reprenez le vieux mot d'ordre socialiste: pas un homme, pas un sou pour cette sale guerre impérialiste! Rassemblez-vous toujours plus nombreux, dans un puissant front de combat, pour mettre fin à la guerre, en ramenant aux Etats-Unis les soldats qui tombent au Vietnam pour que les coffres-forts de vos banquiers continuent à se remplir.

Travailleurs du monde entier: Obligez les dirigeants de toutes les organisations de masse, les dirigeants de tous les Etats ouvriers qui prétendent parler au nom du socialisme, à former un inébranlable front unique anti-impérialiste qui fera reculer l'impérialisme sous l'effet des coups terribles qui lui seront portés!

La IVè Internationale, qui groupe aujourd'hui dans quarante pays des sections et des militants révolutionnaires trempés au combat vous appelle à combiner avec le maximum de vigilance et d'esprit critique envers des directions traitres ou incapables, le maximum d'efforts pour unifier dans la lutte tous ceux qui sont prêts à appuyer en pratique l'héroïque peuple vietnamien.

A bas l'agression impérialiste contre le Vietnam!

Vive la solidarité effective du prolétariat mondial avec la révolution vietnamienne!

Vive la révolution socialiste mondiale!

Le Congrès Mondial de la
IVè Internationale.
Le 15 décembre 1965.

MALCOLM X, MARTYR DE LA LIBERTE

par R. Robert

La perte de Malcolm X n'est pas seulement une tragédie pour l'Afro-américain; c'est aussi une perte pour la révolution socialiste américaine, ainsi que pour notre propre révolution sociale. Il fut le premier vrai leader nouvelle vague qui déploya assez d'habileté et de détermination pour libérer son peuple de l'oppression. Tout en étant profondément engagé dans la lutte des Noirs, Malcolm X était conscient de l'universalité et de l'importance de cette lutte dans la lutte contre l'oppression bourgeoise. Il chercha à faire le lien entre la lutte afro-américaine et la révolution africaine. Il dit au sujet de son organisation:

"L'Organization of Afro-American Unity donnera son appui entier et inconditionnel à toute action de tout groupe désignée à atteindre des résultats significatifs et immédiats... (et, s'adressant aux socialistes Blancs) la meilleure façon de résoudre votre problème est de nous aider à résoudre le nôtre. Je ne suis pas raciste. Je n'ai jamais été raciste. Je crois qu'il faut accuser le système et la personne responsables de notre condition." #

Cela est tout en faveur de sa personnalité et de son habileté, étant donné l'état de pauvreté, de dégénerescence, et de violence raciste dont il souffrit durant sa jeunesse, sous le joug de la société bourgeoise. La presse ne manqua pas, dans un effort pour le dénigrer, d'étaler quelques faits peu reluisants de sa jeunesse. Il est amusant de constater que ces articles furent écrits peu de temps après que la même presse eut fait l'éloge d'une de ses idoles, Churchill, lequel, loin de s'être fait l'avocat des droits de la légitime défense des minorités opprimées, s'était plutôt fait le défendeur du colonialisme.

Malcolm X était le prototype du nouveau genre de révolutionnaire -- tel que Castro, Lumumba, Che Guevara -- qui trouvèrent leur voie vers la lutte révolutionnaire, tout en rejetant le Stalinisme. Sa toute première tentative mal dirigée pour la lutte contre la société bourgeoise, ne l'écrasa pas mais dirigea son évolution vers le chemin de la révolution. Au lieu de devenir apathique, anesthésie, spectre d'une humanité sombrant dans la passivité et l'évasion -- image chère au coeur à une Amérique raciste -- il rejeta les valeurs corrompues de la bourgeoisie américaine, et vient joindre les rangs des Black Muslims (Musulmans Noirs).

Après un certain séjour au sein de ce mouvement, il découvrit le caractère bien limité et même potentiellement réactionnaire de tout groupement strictement nationaliste:

"Le mouvement lui-même, tel qu'il se développait, en fait, manoeuvra dans un vide, car il ne prit pas part dans la politique. Il ne prit pas part

Toutes les citations ici sont du Militant, hebdomadaire socialiste américain.

dans la lutte pour les droits civils. Il ne s'occupa point des entreprises qui occupaient les Noirs de cepays dans leurs efforts pour corriger les conditions de vie de leur communauté, sauf en tant que "force morale".

Ce fut la société raciste blanche qui tua Malcolm, même si cette société "paya" des Noirs pour le faire. Il fut le bouc émissaire de tous ceux qui tentèrent de faire devier la lutte des Noirs, et qui supportaient le président Johnson -- et qui maintenant se taisent alors que ce raciste du sud fait la pluie et le beau temps au Vietnam ainsi qu'au Congo. Quelques-uns des"oncles Toms" qui prônent la "non-violence" proclament "puritainement": "Après tout il reçut ce qui lui était dû." Ils montrèrent leur loyauté au pouvoir établi tout en désapprouvant sa politique raciale ou "violente".

Comme Malcolm avait récemment déclaré:

"De la part de gens qui contrôlent les structures du pouvoir et du système qui nous exploitent, la seule défense qu'ils ont trouvé contre ceux qui les attaquent sans compromis, c'est de les appeler racistes et extrémistes. Maintenant, s'il existe des Blancs qui vraiment et sincèrement en ont marre des conditions sous lesquelles le Noir vit en Amérique, alors ils doivent prendre position, une position sans compromis, et non une position hypocrite, et non une position de non-violence.... Je suis pour ce qui rapporte des résultats. Je ne suis pour aucune organisation -- que ce soit une qui lutte pour les droits civils ou non -- qui se compromet avec la structure du pouvoir et doit dépendre de certaines éléments de cette structure pour se financer, ce qui les remet sous l'influence et le contrôle de la structure du pouvoir elle-même. Je suis pour tout ce qu'ils font qui résulte dans des actions éfficaces pour notre peuple -- mais non pour le bénéfice de quelques Noirs bien choisis, hauts placés, qui reçoivent prestige et crédit alors que le problème des masses reste sans solution!"

Son appui en faveur d'une légitime défense (self-defence) organisée (un droit garanti par la constitution des Etats-Unis) frappa la classe capitaliste à son point le plus faible. Une classe moribonde réagit contre son ennemi. L'assassinat de Malcolm X reflète une hystérie collective de la part de la classe capitaliste et montre de plus une certaine faiblesse. La bourgeoisie serait incapable de subjuguer une classe ouvrière solidaire bien déterminée à se défendre. Elle attribue les révolutions sociales non pas aux conditions sociales mais à une poignée d'agitateurs. Voilà pourquoi leurs organisations terroristes essaient de décapiter le développement historique en assassinant l'un des dirigeants de masses. On n'a qu'à regarder comment le C.I.A. forma une escouade spéciale dans le but d'assassiner les dirigeants cubains lors de l'invasion qui échoua.

Avec l'honnêteté intellectuelle d'un véritable révolutionnaire, Malcolm X fit plusieurs fois l'examen de ses convictions durant sa vie. Par exemple, sa conception du nationalisme noir. Un peu avant sa mort, il déclara devant un auditoire à New York:

Avant je définissais le nationalisme noir comme l'idée suivant laquelle le Noir devrait contrôler l'économie de sa communauté, la politique de sa communauté, etc. Mais lorsque j'étais en Afrique en mai, au Ghana,

j'ai parlé avec l'ambassadeur algérien qui est très militant et un révolutionnaire dans le vrai sens du mot... Quand je lui dis que ma philosophie politique, sociale et économique était le nationalisme noir, il m'a demandé très franchement où cela le plaçait-il? Car il était blanc. Il était africain, mais un Algérien et de toute apparence il était blanc... Ainsi j'ai eu à penser pas mal et réexaminer ma définition du nationalisme noir. Peut-on résumer la solution aux problèmes confrontant notre peuple dans le terme nationalisme noir? Vous l'avez peut-être remarqué, je n'ai pas employé ce terme depuis plusieurs mois... Ainsi que je l'ai dit précédemment tous les pays qui se libèrent maintenant des liens du colonialisme se tournent vers le socialisme. Je ne crois pas que ceci soit accidentel. La plupart des days qui étaient colonisateurs étaient des pays capitalistes et le dernier bastion du capitalisme, aujourd'hui, c'est l'Amérique et c'est impossible pour un Blanc aujourd'hui de croire au capitalisme sans croire au racisme. Vous ne pouvez pas avoir le capitalisme sans le racisme... et si vous trouvez une personne qui n'est pas raciste... et qui a une philosophie qui vous assure qu'ils n'ont pas de point de vue raciste, alors en général ce sont des socialistes ou leur philosophie politique est socialiste...

"Le capitalisme était avant un aigle, maintenant il est plutôt un vautour. Il était assez fort pour pouvoir sucer le sang de n'importe qui, faible ou fort. Mais maintenant il est devenu plus lâche, comme les vautours, et ne peut sucer le sang que de ceux qui sont sans défense. Avec la libération des peuples du monde le capitalisme a moins de victimes, moins de victimes à sucer, et s'affaiblit de plus en plus. A mon avis, ce n'est qu'une question de temps avant qu'il ne s'écroule complètement."

La reconnaissance que l'on doit à Malcolm X ne sera pas seulement de mener la lutte mais de la faire progresser comme lui-même l'aurait fait. En tant que révolutionnaire, Malcolm X ne craignait pas pour lui-même. Il concéda que les individus sont vulnérables mais qu'une organisation peut former de nouveaux chefs, et continuer la lutte.

Malcolm X est mort, vive Malcolm X!!

R. ROBERT

Liscz des livres du mouvement international de la classe ouvrière !

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

Vol. I, No. 5 — mi-avril, 1964 — 15 cents

62 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Prix d'abonnement
$1.00 (dix numéros)

SOMMAIRE

Le C.C.M.G. et l'Unité de la Gauche
— par Michel Bourhis ..... 1.

La Conférence de Moscou du 1er Mai ..... 3.

Deux Grèves en U.R.S.S.
— d'un correspondant de Moscou ..... 6.

La Justice Capitaliste dans le Monde
— par J. Guy ..... 6.

Unios, Hermanos Proletarios !
— par P. Arnault ..... 8.

Le Problème de l'Internationale dans
les Premières Oeuvres de Marx et d'Engels
— par G. Jungalas .....11.

LE C.C.M.G. ET L'UNITE DE LA GAUCHE

Le 28 mars passé, une douzaine de mouvements "de gauche" ont fondé un Comité de Coordination des Mouvements de Gauche, afin de "préparer et mettre sur pied des actions communes". Il n'y eut pas de discussion des positions politiques ou des divergences idéologiques. On décida de faire deux actions communes : faire publier un communiqué de presse qui condamnerait la Formule Favreau-Fulton et tenir une assemblée publique le 1er mai, la fête mondiale des travailleurs.

Ces décisions étaient louables. Il faut souhaiter la formation d'un tel comité ___ la gauche québécoise se rencontre, au moins ___ mais il faut aussi poser beaucoup de questions.

Les critères suggérés d'appartenance sont simplement "être un mouvement qui se déclare de gauche et qui favorise la préparation et la mise sur pied des actions conjointes". Il faut se demander, qu'est-ce que ça veut dire "de gauche". Dans Arsenault se déclare un gauchiste socialisant; il y a

même l'aile gauche de l'Union nationale. Il est bien évident que le terme "de gauche" est très vague et peut contenir beaucoup de choses contradictoires. Il se peut que la gauche québécoise soit aussi vague que son nom mais il faut éclaircir non pas ignorer les partis pris et les divergences idéologiques .

Nous sommes tous d'accord que l'union fait la force dans les actions communes, mais il faut se demander quelles actions. On est tous pour la paix; mais sommes-nous tous d'accord sur les moyens de réaliser cette paix ? Etcetera, etc., etc...

Une unité quelconque pourrait se former autours des vagueries, au début et peut-être le C.C.M.G. constituera-t-il un premier pas vers l'éclaircissement qu'il faudra pour une véritable unité. Nous devrions, cependant, nous souvenir qu'une unité réelle et rentable de l'avant-garde de la classe ouvrière exigera un programme très clair.

Le C.C.M.G., s'il a des perspectives réalistes et non utopiques, se contentera pour le moment d'être un forum où les divers mouvements et les diverses idéologies peuvent se rencintrer et discuter ensemble. S'il est possible de trouver des actions communes, tant mieux, mais les socialistes révolutionaires ne doivent pas se taire ou se compromettre sur le plan des principes afin d'attirer plus du monde pour des gestes "progressistes" vides de contenu.

La classe ouvrière du Québec n'a pas besoin d'une autre "union sacrée" ou d'un autre front "populaire" des bourgeois "démocratique" suivis de leurs "alliés socialistes". Elle a besoin de son indépendance totale de n'importe quelle bourgeoisie, démocratique, nationale ou autre. Elle a besoin dUn Parti ouvrier avec un programme concret et socialiste et l'avant garde de la classe se formera autour d'un tel programme et d'un tel parti. Si le C.C.M.G. serait utile dans la formation de ce programme et ce parti il servira les intérêts de la classe ouvrière; s'il devient un autre front sans discussions et sans bases, il ne sera qu'un autre jeu des dilettants du socialisme.

Michel Bourhis

##########

"Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité, au profit de l'immense majorité. Le Prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toutes les couches superposées qui constituent la société officielle."

KARL MARX

##########

UNIOS, HERMANOS PROLETARIOS

Los évènements se précipitent en Espagne. Après les manifestations des étudiants de Madrid, le mouvement de protestation contre le SEU etpour les libertés démocratiques s'est étendu à l'ensemble desuniversités espagnoles. Les 22 et 23mars, une nouvelle "Assemblée libre" s'est tenue à Barcelone, semi-clandestinement, en présence de délégués des Universités de Barcelone, Madrid, Oviedom Salamanque, Valence et Bilbao. D'après "Le Monde" du 25 mars, ils auraient approuvé un avant-projet derésolution qui sera soumis à l'ensemble du mouvement universitaire.

Cet avant-projet 1)explique les motifs pour lesquels ils ont dû se réunir dans la "clandestinité" et divilguer les raisons du mouvement universitaire dans un écrit adressé àtout le pays.

2) Décide l'organisation d'un syndicat organisé par sections professionnelles, indépendant du pouvoir économique et politique, représentatif et démocratique. L'affiliation au syndicat serait libre, bien que les délégués conseillent, en raison des circonstances actuelles, une adhésion obligatoire pendant un certain temps. Enfin, et ceci est important, les délégués ont décidé de couper court à tout dialogue avec le gouvernement franquiste , étant donné que les promesses faites par Herrero Tejedor, secrétairegénéral adjoint de la Phalange, lors de la réunion à Villacas, n'ont pas été tenues.

Par ailleurs, l'opposition bourgeoise, favorable à une évolution du franquisme vers un "bonapartisme éclairé" multiple, depuis les manifestations étudiantes, sesinitiatives. Parmi celles-ci il fautciter la lettre adressée à Fraga Iribarne, Ministre de l'Information, signée par 1.661 personnes en tête desquelles figurent, bien entendu, les leaders de la Démocratie Chrétienne tels Manuel Jimenez Fernandez, José Maria Lopez, Aranguren, Lain Entralgo Aguilar Navarro, José Maria Valverde, ainsi que leur complice et allié le "socialiste" Tierno Galvan. Dans cet écrit, les signataires, afin "d'éviter le pire" (sans doutelepire pour ces braves bourgeois, serait une nouvelle vague de grèves et manifestations prenant un caractère de plus en plus radical et même révolutionnaire), proposent une série de mesures "libéralisatrices": "Des signes d'alarme et des avertissements sérieux nous obligent- disent les signataires - à proposer diverses mesures élémentaires éturgentes:

1) Liberté d'association et enparticulier liberté syndicale ;
2) Droit de grève ;
3) Liberté d'information et d'expression ;
4) Amnistie pour tous ceux qui ont été l'objet de représailles pour avoir voulu lutter en faveur de ces droits et de ces libertés.-

Leprofesseur Tierno Galvan, leader du "socialisme modéré" del'intérieur pour sa part, dans un long interview, accordé au correspondant de l'AFP à Madrid, va dans le mêmesens que la déclaration ci-dessus (dont il est un des signataires), parlànd même dela situation pré-révolutionnaire dans le pays. Cette phrase s'éclaire, néanmoins, lorsque notre cherprofesseur explique la situation présente parle mécontentementdes,,, des classes moyennes! Il s'agirait donc dela révolution des classes moyennes ? Ou ne serait-ce plutôt que Tierno Galvan se veut le représentant politique de ces classes dans les projets d'évolution du régime franquiste vers des formes politiques "bonapartistes" et la domination des monopoles espagnols liés aux trusts internationaux ?

Pour ne pas être en reste "Arriba" organe de la Phalange, réclame dans son numéro du 23 mars: " La légalisation de l'opposition".. Il convient, note l'éditorial, de faireune petiteplace à l'opposition, propre à tout démocratie. L'ordre politique ne peut y gagner."

Que se passe-t-il donc en Espagne ? Comme nous l'avons déjà noté dans ce journal, onne peut expliquer les remous actuels etleur orientation future, dans un sens ou un autre sans tenir compte de deux faits essentiels: 1) la montée en flèches des luttesouvrières dont le contenu et l'ampleur va se précisant et dont tout le monde est bien obligé de tenir compte; 2) l'évolution du capitalisme espagnol et sa nécessité de s'adapter et de s'intégrer aux courants "néo-capitalistes" internationaux et notamment européens, qui exige certains changements dans les structures politiques du franquisme, structures qui sont devenus un frein au développement du capitalisme.

Maisla bourgeoisie espagnole est loind d'être unie sur les mesures àprendre. En fait on distingue de plus en plus nettement deux camps opposés (jusqu'à un certain point), les conservateurs, partisans du statuquo, et même dans certains cas d'un renforcement de la dictature pouretouffer les manifestations demécontentement et les "libéraux" partisans de l'évolution-en fait, partisans du néo-capitalisme. Parmi ces derniers, la Démocratie Chrétienne semble bien constituer la force principale, ce qui s'explique en tenant compte du rôle de l'Eglise en Espagne.

Maisle mouvement ouvrier accroit de plus en plus son action etun évènement fort significatif vient de se produire qui doit faire trembler d'inquiétude la bourgeoisie espagnole, qu'elle soit "libérale" ou "conservatrice". Nous faisons allusion àla manifestation qui a eu lieu le 11 mars à Mieres, petite ville du bassin des Asturies. Cette manifestation à laquelle participèrent 8.000 mineurs venus de différents points dela région et qui débuta comme une manifestation revendicative se transforma très vite en manifestation de caractère nettement politique et presque pré-insurrectionnel.

En effet, la police ayant arrêté quinze manifestants, mille d'entre eux donnèrent l'assaut au poste de police où leurs camarades étaient detenus; la saccageant defond en comble et cassant au passage la figure à une trentaine de flics. La police dut appeler d'urgence des renforts à la capitale, Oviedo, pour dissoudre, longtemps après, la manifestation. Il faut noter aussi que les manifestants criaient "U.H.P.! " (1), "Vive le communisme! " et "Liberté! ".

Après 25 ans de dictature le vieux slogan de l'insurrection de1934 aux Asturies, le cri d'unité prolétarienne a de nouveau retenti dans le bassin minier, lors du premier assaut donné àun commissariat de police depuis la victoire franquiste ! L'importance d'une telle action, même isolée, n'échappera àpersonne . Il semble queparmi lavingtaine de mineurs détenus à l'arrivée des renforts depolice, figurent bon nombre demilitants du P.C. Mais il est bien évident que ces militants - comme nombre d'autres - non seulement n'obéissaient pas aux consignes de la direction, mais encore agissaient pratiquement contre la ligne de "réconciliation nationale" de la direction opportuniste du P.C. espagnol.

Devant des faits de cette importance la division et les contradictions politique au sein de la bourgeoisie espagnole ne peuvent que s'accroitre. Les tenants de l'évolution, sont obligés deprendre de nouvelles initiatives pour essayer de canaliser le mouvement, de l'orienter dans le sens qui leur convient. Mais en prenant ces initiatives, le "fossé" encore assez peu profond, qui les sépare des "conservateurs" tend à s'approfondir...

De nouveaux évènements de diversordres vont seproduire à coup sûr en Espagne. La classe ouvrière espagnole saura-t-elle s'organiser, débarder les vieux appareils scléroses, profiter des contradictions de la bourgeoisie pour orienter le mouvement général de mécontentement dans le sens du socialisme. C'est la question à l'ordre du jour .

P. LRRAUD.

(1) U.H.P. : Union, Hermanos proletarios ! Unité, Frères Prolétariens !

"Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir. Sans révolution sociale, et cela, dans la prochaine période historique, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire."

LEON TROTSKY, 1938

La Lutte Ouvrière

Vol. I, No. 6 — 15 septembre, 1965 — 15 cents

62 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Prix d'abonnement
$1.00/dix numéros

SOMMAIRE

L'Impérialisme Américain et Ses Répercussions..1

La Grève des Postiers Trouée sur le Front du Travail.....7

Un Discours de Fidel Castro sur le Vietnam.....9

Une Nouvelle Gauche se Développe aux Etats-Unis.....13

Les Elections Belges.....17

Hara-Kiri du Parti Communiste Egyptien.....21

Texte d'une Lettre qui n'existe pas (d'après le State Department).....22

La "Révolution Permanente" en Pologne.....23

Imprimé par les soins de l'éditeur

L'IMPERIALISME AMERICAIN --ET SES REPERCUSSIONS

Au moment où nous écrivons ces lignes, le président des E-U. vient d'annoncer une nouvelle série de mesures "d'escalade" prise pour "répondre" à la révolution populaire au Vietnam du Sud. Le contingent des troupes qui deja le mois passé avait été plus que doublé pour atteindre 35,000 hommes par mois, sera augmenté en incluant les hommes mariés. Les journaux prédisent que dans un avenir très rapproché les citoyens ayant des responsabilités familiales seront à leur tour appelés sous les drapeaux, et ensuite...?!

Pendant ce temps, au Vietnam même, les infâmes Marines, qui à l'origine y avaient été envoyés pour "protéger les vies, propriétés et bases américaines" (dixit Johnson), sont passés, ainsi qu'il était prévisible, à "l'action directe" contre les forces du Front National de Libération (les soi-disants "Vietcong"). Déjà des centaines de révolutionnaires et civils Vietnamiens ont perdu la vie "aux mains" des soldats américains. Les apologistes de l'impérialisme américain du Pentagone et du "State Department" n'essayent plus de camoufler l'ampleur de leur engagement dans le Sud-Est asiatique; les faux prétextes sont dévoilés; les atrocités hideuses mises a nu....même dans la presse bourgeoise.

Calmement, les "docteurs Folamour" des "forces spéciales" américaines proclament que le Vietnam est le terrain d'essai de la "lutte contre-insurrectionnelle". Ainsi les 75,000 (bientôt les 125,000) militaires américains au Vietnam auront la "chance unique" (depuis la Corée) de pouvoir entreprendre des "expériences" avec l'usage de tout l'effroyable attirail de l'arsenal impérialiste: lance-flammes a longue portée, tanks, hélicoptères, produits chimiques (ruinant les récoltes des paysans), puissants fusils sans recul, mitrailleuses, gaz nocifs sur les nerfs, etc ad nauseum. De plus ces "forces spéciales" n'hésitent pas à suivre l'example français en Algérie: même les journalistes américains, tout bourgeois et endurcis qu'ils soient, ont frémis lorsqu'ils ont été témoins des tortures atroces employées contre les paysans innocents dans leurs efforts, d'ailleurs utiles, pour arracher des informations au sujet du mouvement de guérilla. La "défense de la démocratie" "justifie" au S.-E. asiatique l'emploi de "moyens" pas mal tortueux...

"C'est la guerre" admet cyniquement l'empereur américain. Or la principale caractéristique de notre époque est le conflit continuel, conflit que s'intensifie, entre, d'une part, les états ouvriers et l'économie planifiée et, d'autre part, l'économie capitaliste du plus en plus tenaillée par des crises et basée sur une désuété accumulation privée. Ainsi tout conflit "local" entre les forces de la révolution et celles de la réaction menace de déborder les limites nationales. L'intervention américaine au Sud-Est asiatique est une preuve concrété du caractére international de cette lutte. L'impérialisme américain souligne ses intentions fondamentales en menaçant, de manière ouverte, d'étendre le conflit vietnamien afin qu'il aboutisse, par escalade, à des attaques directes contre la Chine qui a fourni un exemple vivant d'une lutte couronnée de succés contre l'impérialisme et le capitalisme. Déjà les généraux américains parlent ouvertement de bombardements "préventifs" contre la base nucléaire chinoise dans le désert du Gobi. Plusieurs parlent d'une extension de la guerre dans le sud de la Chine. La passivité même de la réponse soviétique et chinoise à l'aggression américaine dans le sud-est asiatique encourage ces fomenteurs de guerre.

De nouveau, la leçon de la république Dominicaine, du Congo, de la Corée, de toute la période d'après-guerre, se confirme: à savoir que le menace principale à la paix mondiale vient de l'impérialisme américain. Quel pays a lâché la seule bombe atomique à être employée contre une population civile? Quel pays a mené le monde à deux doigts

d'une destruction nucléaire de par ses efforts pour détruire la révolution démocratique et socialiste de Cuba? Quel pays maintient un arsenal nucléaire de fusées, bases, etc. autour du monde, du Canada à Formose? Quel pays représente le soutien principal de toutes les dictatures réactionnaires dans le monde?

Aucun peuple luttant pour son indépendance nationale n'est assurée contre la menace d'une intervention des E-U. pour défendre leurs investissements.

Quand les apologistes du State Department justifient l'aggression des E-U. dans le monde entier comme "défense de leurs intérêts nationaux" ils ont entièrement raison... de leur propre point de vue. Car le paradoxe de l'impérialisme au vingtième siècle veut que le marché mondial créé par le capitalisme rend... international les intérêts "nationaux" des états capitalistes. Vice-Versa, les intérêts "nationnaux" des E-U. sont ceux de l'impérialisme.

Le capitalisme, à l'époque de l'impérialisme, a introduit dans les régions les plus reculées du monde les techniques les plus avancées de production. En Afrique, en Asie, en Amérique Latine des usines géantes emploient les équipements et les méthodes de production les plus modernes tandis qu'il y règne des conditions de vie et des structures sociales des plus primitives. Les réfrigérateurs et les automobiles coexistent avec le féodalisme et l'organisation tribale.

Cependant l'anarchie essentielle de la production capitaliste ne peut assurer que ces techniques serviront des buts pacifiques et constructifs. Au lieu de cela, le pouvoir de destruction même de l'énergie nucléaire par exemple, énergie pour laquelle le capitalisme n'a trouvé de meilleur emploi qu'en forme de bombes, révèle le danger inhérent qui résulte de la disparité croissante existant entre la capacité productrice de la science et de la technologie moderne et les formes archaiques de l'organisation économique et sociale.

Cependant nous nous trouvons aussi à l'époque de la lutte entre impérialisme et socialisme. Le Révolution Russe d'Octobre a introduit en 1917 l'économie planifiée et les états ouvriers. Ceux-ci sont déformés par un retard relatif, par leur isolation, par le manque de leadership révolutionnaire et de développement de la conscience des masses; de plus, dans plusieurs cas ils souffrent d'une technologie primitive. Malgré cela ils jouissent d'une organisation économique et sociale plus avancée dont le potentiel a été dramatiquement révélé à notre époque par les "sputniks" et les accomplissements remarquables de l'exploration spatiale soviétique.

C'est cette confrontation entre deux systèmes sociaux essentiellement opposés l'un à l'autre qui constitue la réalite moderne fondamentale; l'un est l'incarnation des forces de réaction, l'autre de celles du progrés.

Le développement inégal et combiné du capitalisme, surtout vu à l'échelle mondial, se refléte dans la victoire des premières révolutions socialistes dans des pays relativement arriérés et par l'ajournement continuel de la victoire des partis ouvriers de masse dans les pays

capitalistes du monde occidental. Mais ceci n'a pas facilité la lutte pour la construction du socialisme dans ces pays. Car le socialisme en lui-même implique l'accomplissement d'un taux de productivité plus élevé que celui qui existe dans les pays capitalistes les plus "avancés". De plus, il y a la présence de relations de propriété et de techniques semi-féodales et pré-capitalistes ainsi que, surtout, la subordination du financement des crédits industriels par l'exportation de matières premières à même une agriculture arriérée; ces deux facteurs n'ont guère facilité à court terme des accroissements significatifs de la production. De même, le pouvoir et le potentiel destructif mêmes de l'impérialisme américain rend extrêmement difficile la victoire des forces révolutionnaires dans les pays soi-disant sous-développés (colonies et semi-colonies) sur cet impérialisme et ses agents locaux, les propriétaires terriens féodaux et la bourgeoisie autochtone. En dernière analyse, les états ouvriers, le tiers-monde, ainsi que les populations du monde capitaliste sont menacées par le chantage nucléaire des E.-U. En fait, ces pays souffrent des effets continuels de l'échec, à ce jour, de la part des organisations ouvrières des pays capitalistes de l'accomplissement d'une révolution socialiste. L'expérience du peuple vietnamien présente une illustration additionnelle du besoin urgent, et toujours grandissant, d'une troisième révolution socialiste qui résoudra les contradictions issues des succés écrasants des révolutions de 1776 et de 1861-65.

\- - - - -

Le Québec est doublement une semi-colonie. D'abord de par son exploitation économique et de sa subordination politique au Canada anglais; deuxièmement de par la subordination du Canada entier au contrôle du marché américain (un contrôle plus élevé, quantitativement seulement, au Québec comparé aux provinces anglophones). Les investissements américains n'atteignent dans aucun autre pays des proportions aussi élevées qu'au Canada. Aucun autre allié des américains ne mérite autant leur "confiance" que le Canada. Ainsi on peut prendre pour acquis que toute poussée des forces révolutionnaires au Nord du 49ème parallèle sera observée avec grande appréhension par les intérêts capitalistes américains et leur gouvernement. Ce n'est pas sans raison que récemment, à Montréal, des manifestations protestant contre l'intervention américaine au Vietnam ont soulevé le spectre d'une invasion éventuelle des Marines au... Québec.

De même que le capitalisme oeuvre à l'échelle mondiale, de même les forces socialistes, qui cherchent à remplacer ce système, doivent renforcer et étendre leurs liaisons internationales. La lutte contre Lesage et Daniel Johnson ne peut pas être radicalement séparée de la lutte contre Pearson et Diefenbaker (dont les premiers sont les partenaires juniors); mais celle-ci à son tour est inséparable de la lutte contre les impérialistes de la Maison Blanche et du Pentagone qui représentent le principal soutien politique, économique et militaire de tous les régimes réactionnaires et arriéres à travers le monde.

La lutte des classes est un phénomène international. Au Québec, au Canada, comme aux E.-U., la principale poussée oppositionnelle aux machinations des impérialistes s'est manifestée chez ceux qui n'ont rien à miser sur le maintient du système actuel. Le silence scandaleux des bureaucrates des syndicats nord-américains met à jour l'urgente

nécessite qu'il y a à mettre à bas la dictature des lieutenants du capitalisme à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Mais au Quebec déjà, l'UGEQ a attaqué la molle servilité dont a fait preuve Lesage face au soutien inconditionnel que Pearson a donné aux atrocités perpétrées par Johnson au Vietnam. C'est avec raison que l'UGEQ a sanctioné la dénonciation de ce soutien, dénonciation faite par T.C. Douglas, le chef du NPD. De plus l'UGEQ a relevé la nécessité pour le gouvernement québécois de "manifester le soutien que le peuple du Québec offre au peuple qui, comme lui, réclame leur droit à l'auto-détermination et le droit de prendre leur destinée en leurs propres mains".

Aux E-U. aussi, les étudiants sont à l'avant-garde de l'opposition toujours croissante contre la guerre au Vietnam. Ainsi que notre camarade Jack Barnes l'indique plus loin dans ce numèro de la Lutte Ouvrière, c'est la première fois que s'est developpé un mouvement s'opposant a une guerre que les américains sont en train de faire. Le mouvement des Teach-in introduit la question de la formation plus permanente d'un moyen d'opposition aux partis politiques capitalistes traditionels aux E-U. On ignore quel serait le potentiel actuel de ce mouvement. Mais, inévitablement, il met en question le régime capitaliste-impérialiste aux... Etats-Unis.

Déjà le mouvement des "Teach-in" a impliqué plus de gens que ne la jamais fait en France la guerre d'Algérie. Ce mouvement n'est pas simplement pacifiste (contre toutes les guerres), mais veut analyser et comprendre les causes de la guerre; plusieurs participants ne cachent pas leur sympathie envers le Front National de Libération du Vietnam. C'est un mouvement qui s'oppose à l'élitisme, et s'oriente en fonction d'un mouvement de masse en cherchant à étendre la base de son soutien. Il est en faveur de "l'ation directe", mais il a une orientation politique. De composition, il est non-exclusif, ouvert à toutes les ideés et tendances politiques qui s'opposent à le guerre. En fait ce mouvement représente quasiment un front uni.

Jusqu'à présent aucun lien direct n'a été forgé entre ce mouvement s'opposant à la guerre et la lutte de libération des Noirs. Cependant ceci réprésente un potentiel réel. On en a la preuve dans les commentaires des manifestants Noirs de Los Angeles qui, ainsi que la presse l'a récemment rapportée, ont dit: "Nous ne voulons pas aller au Vietnam; nous voulons nous battre ici même, pour les Noirs!" Même Martin Luther King, ce conservateur, s'est senti forcé de se prononcer contre l'aggression américaine au Vietnam.

Si un tel lien s'établissait entre le mouvement étudiant contre la guerre et les couches les plus exploitées et opprimées des travailleurs alors un grand pas aura été franchi vers la politisation de la classe ouvrière américaine. Ceci aurait des répercussions inestimables parmi le mouvement ouvrier, et représenterait une étape importante dans l'établissement d'une base pour la troisième révolution américaine, la révolution socialiste.

Telles se présentent les perspectives découlant des présents développements aux Etats Unis. C'est un devoir pour les révolutionnaires du Québec de suivre ces devéloppements. En effet, la lutte des étudiants,

des Noirs et des révolutionnaires aux E.-U. représente aussi la nôtre. Nous portons nos coups contre un ennemi qui, en dernière analyse, est le même, c'est-à-dire l'impérialisme américain et ses agents, et pour une même fin, c'est-à-dire la reconstruction d'une société rationelle où l'exploitation de l'homme par l'homme n'aura pas de place. Et, faut-il, l'ajouter, la révolution socialiste du Québec représente une part intégrale de cette lutte mondiale.

—par J. Richard

\- - - - -

"Paradoxalement, c'est le développement intégral de l'inégalité entre les hommes, de l'inégalité de leurs aspirations et potentialités, de l'inégalité de leurs personnalités, qui apparaît comme le but du socialisme. Mais cette inégalité personnelle ne signifiera plus différence de puissance économique; elle n'impliquera plus des droits inégaux ou des priviléges matériels. Elle ne pourra s'épanouir que dans un climat d'égalité économique et sociale."

(Ernest Mandel, Traité d'économie marxiste)

Un discours de
FIDEL CASTRO SUR LE VIETNAM

Nous reproduisons ci-aprés de larges extraits d'un discours prononcé au printemps par Fidel Castro à La Havane. Ce discours reflète une certaine irritation en même temps que de l'inquiétude devant la tournure prise par la tension sino-soviétique. Irritation devant un débat que élude le fond des problèmes entre deux bureaucraties aux desseins inavouables. Inquiétude devant une rupture de fait de la solidarité des Etats ouvriers face à l'agression impérialiste.

L'indignation de Fidel Castro est amplement justifiée. L'erreur qu'il commet, à notre sens, c'est de penser que tout débat entre communistes est préjudiciable à l'action commune efficace contre l'impérialisme. Nous pensons, au contraire, que cette discussion peut et doit avoir lieu, qu'elle est indispensable pour liquider tous les vestiges du stalinisme et réarmer le mouvement révolutionnaire international. Il ne doit en résulter, bien entendu, aucun affaiblissement du front anti-impérialiste et il peut en être ainsi à condition d'établir l'indispensable distinction entre la sphère du parti et celle de l'Etat, distinction que les bureaucraties dirigeantes ont cru bon d'abolir.

"Je ne veux pas m'étendre aujourd'hui sur les problèmes relatifs aux divisions et aux désaccords dans le camp socialiste. Nous ignorons même quand il sera possible de discuter à fond ces problèmes, parce qu'il ne s'agit pas de parler pour parler; il s'agit d'exprimer quelque chose de positif et d'utile, mais pas pour l'impérialisme, ni pour les ennemis des peuples.

Nous, les petits pays, comme le Vietnam ou Cuba, qui ne disposons pas d'armées fortes de millions d'hommes, ni de puissance atomique, nous avons suffisamment d'intuition pour voir avec sérénité et nous rendre compte que dans nos situations spéciales — à 90 milles de l'impérialisme yankee, ce qui est le cas de Cuba, ou attaqués par les avions yankees, comme le sont les Vietnamiens — nous sommes particuliérement concernés par ces divisions et ces désaccords que affaiblissent la force du camp socialiste.

Il n'est pas question d'analyser ici les problémes en litige, théoriques ou philosophiques, mais il faut tenir compte de cette grande vérité: face à un ennemi qui attaque, face à un ennemi chaque jour plus agressif, la division n'a aucune raison d'être, n'a aucun sens.

A n'importe quelle époque historique, en n'importe quelle période d'histoire des hommes, depuis l'apparition du premier révolutionnaire dans le monde, depuis que les révolutions étaient faites comme des phénoménes sociaux auxquels les masses participaient d'instinct, et plus tard lorsque les révolutions sont devenues conscientes, lorsque leurs tâches et elles-mêmes sont devenues compréhensibles pour les peuples, ce qui s'est produit avec la naissance du marxisme, la division face à l'ennemi n'a jamais été une stratégie correcte, une stratégie révolutionnaire, une stratégie intelligente.

Nous avons tous été éduqués, au cours de ce processus révolutionnaire, dans l'idée que tout ce qui divise affaiblit, que tout ce qui désunit est mauvais pour notre peuple et bon pour l'impérialisme. Nos masses populaires ont compris dès le premier instant la nécessité de l'unité, l'unité est devenue une question essentielle pour la révolution, une revendication instante des masses, un mot d'ordre du peuple tout entier. Et nous nous demandons: est-ce que les impérialistes ont disparu? Nous nous demandons: est-ce que les impérialistes n'attaquent pas le Nord-Vietnam? Nous nous demandons: est-ce que des hommes et des femmes ne meurent pas là-bas?

A qui veut-on persuader que la division est opportune, que la division est utile? La stratégie employée par les impérialistes pour écraser le mouvement révolutionnaire au Sud-Vietnam n'est-elle pas claire? Ils ont commencé par attaquer le Nord-Vietnam, sous prétexte de représailles, puis ils se sont arrogé le droit d'attaquer quand ils en ont envie, tout en continuant à utiliser en masse des avions contre les combattants du Sud-Vietnam?

\- - - -

Quelle est la situation aujourd'hui? Les impérialistes parlent de blocus avec l'aide de leurs navires, ils font débarquer leurs Marines au Sud-Vietnam, y envoient des porte-avions et mobilisent des avions en masse pour écraser le mouvement révolutionnaire au Sud-Vietnam, pour attaquer les partisans du Sud-Vietnam par tous les moyens de guerre disponibles; ce faisant, ils se réservent le droit d'attaquer quand cela leur conviendra le Nord-Vietnam et de mener une guerre aérienne qui n'implique aucun sacrifice de leur part, de bombarder à l'aide de centaines d'avions en se payant le luxe de récupérer en hélicoptère les pilotes de leurs appareils abattus. Nul doute que les impérialistes désirent un genre de lutte bien commode. Nul doute que les impérialistes désirent un genre de guerre n'entraînant pour eux que des pertes matérielles, c'est-à-dire "tant d'avions perdus".

Nul doute que le peuple du Sud-Vietnam et le peuple du Nord-Vietnam en souffrent. Ils en souffrent dans leur chair parce que leurs hommes et leurs femmes meurent, dans le Sud comme dans le Nord, sous la mitraille et les bombes yankees.

\- - - -

Les impérialistes n'hésitent pas à déclarer qu'ils entendent continuer tous ces actes, puisque même les raids aériens contre le Nord-Vietnam n'ont pu faire disparaître les divisions au sein de la famille des pays socialistes. Qui peut douter que cette division encourage les impérialistes? Qui peut douter qu'un front unique ferait mûrement réfléchir les impérialistes avant de lancer leurs attaques aventuristes et déclencher leur intervention toujours plus impudente dans cette région du monde? Que peuton convaincre de cela? Avec quels arguments, avec quelle logique? Que sont les bénéficiaires de ces désaccords? Les impérialistes. Et qui en sont les victimes? Les Vietnamiens. Qui est-ce qui en souffre? Le prestige du socialisme, le prestige du mouvement communiste international, le prestige du mouvement révolutionnaire international. Nous le constatons avec une douleur réelle, parce que pour nous le mouvement de libération n'est pas une parole démagogique, mais une cause que nous avons toujours à coeur.

Cuba étant un petit pays, nous n'aspirons pas à devenir le nombril de la terre. Nous sommes un petit pays et nous n'aspirons pas à devenir le centre du mouvement révolutionnaire mondial. Et quand nous parlons de ces problèmes, nous le faisons avec une sincérité absolue, avec un désintéressement total. Nous en parlons, nous qui avons obtenu le pouvoir révolutionnaire non par des élections bourgeoises, mais en luttant les armes à la main. Nous en parlons au nom d'un peuple qui a résisté sans flottements, pendant six ans, à toutes les attaques et menaces de l' impérialisme; nous parlons au nom d'un peuple qui, fermement résolu à défendre la révolution contre les impérialistes, n'a pas hésité pour le renforcement du mouvement révolutionnaire, pour le renforcement du camp socialiste, à courir le risque d'une guerre thermo-nucléaire, à risquer de subir une attaqe nucléaire quand, exerçant notre droit absolu que nous n'avons pas renié, nous avons légalement accepté l'intallation sur notre territoire de fusées nucléaires stratégiques, et nous ne nous en repentirons jamais.

\- - - -

Nous n'avons pas seulement accepté l'installation de ces fusées, mais nous n'étions pas d'accord quand elles furent retirées. Je pense que ce n'est pas un secret pour personne.

Notre pays et notre peuple, au nom duquel nous parlons, ne reçoivent ni crédits nord-américains, ni produits alimentaires d'aprés le programme "Alimentation pour la Paix", et n'ont aucune liaison avec les impérialistes. C'est dire qu'en matière de conviction et de sincérité révolutionnaire personne ne nous a rien enseigné, comme personne n'a enseigné à nos libérateurs de 1868 et de 1895 quel était le chemin de l'indépendance et de la dignité. Nous sommes lepeuple des premiére et seconde Déclarations de La Havane, que nous n'avons copiées sur aucun document et qui ont été une expression pure de l'esprit profondément révolutionnaire et hautement internationaliste de notre peuple.

Puisque tels sont l'esprit et les idées de notre révolution, que nous avons démontrés chaque fois que c'était nécessaire, sans oscillations, sans capitulations et contradictions, nous sommes en droit --comme beaucoup d'autres peuples-- de demander: à qui profitent ces désaccords si ce n'est pas à nos ennemis?

Certes, nous avons le droit entier et absolu que personne n'osera mettre en doute, je crois, de bannir de notre pays et de notre peuple ces désaccords et ces batailles byzantines.

Il convient qu'on sache qu'ici la propagande est faite par notre parti, que les voies sont tracées ici par notre parti, que tout ce problème est de notre compétence ici et que si nous ne voulons pas que la pomme de discorde fasse apparition ici --et nous ne le voulons pas-- personne ne pourra l'apporter en contrebande. Nos seuls ennemis sont les impérialistes nord-américains, et les seules contradictions irréductibles que nous avons sont les contradictions avec l'impérialisme nord-américain. Le seul ennemi avec lequel nous sommes disposés à rompre toutes les lances, c'est l'impérialisme.

\- - - -

Nous ne comprenons pas un autre langage, nous ne comprenons pas le langage de la division. Et dans le cas concret d'un pays attaqué par l'impérialisme, comme l'est le Vietnam, nous n'avons qu'une position à adopter. Et nous le faisons non parce que nous nous inspirons, comme le pensent peut-être les impérialistes, de ce proverbe: "Quand tu vois brûler la maison de ton voisin, verse plus d'eau sur la tienne". Non, quand nous voyons brûler la maison de notre voisin, nous voulons partager avec lui sa détresse.

....J'espère qu'on ne commettra plus l'erreur de sous-estimer et d'ignorer les sentiments de notre peuple. Car beaucoup d'erreurs de cette sorte ont été commises par l'impérialisme yankee dont l'une des caractéristiques est le mépris de tous les autres, le manque de respect et le mépris à l'égard des petits peuples. Les impérialistes ont commis l'erreur grossiére de sous-estimer notre peuple révolutionnaire: ce serait déplorable si d'autres commettaient des erreurs analogues. Notre politique sincère a consisté et consiste à unir, parce que nous ne sommes pas et ne serons jamais des satellites de personne. Nous avons dans tous ces problèmes une attitude sans passion, parfaitement honnête et sincère.

Ce n'est pas le moment de remuer des papiers et des archives. Je pense que tant que les impérialistes nous menacent et nous attaquent, il serait ridicule de nous mettre à discuter, comme dans une fable, pour savoir s'ils sont des lévriers ou des épagneuls, s'ils sont en papier ou en fer. Abandonnons les archives et les documents à l'histoire et que l'histoire se charge de dire qui avait eu raison et qui avait eu tort: que l'histoire révèle ce que chacun avait pensé, ce que chacun avait fait, ce que chacun avait dit, mais que ce soit précisément l'histoire. Parce qu'il est honteux de laver "le linge sale" sous les yeux des ennemis, et par surcroît des ennemis qui n'attaquent pas les plus puissants, mais seulement les plus faibles.

\- - - -

Nous avons beaucoup à faire, beaucoup de tâches difficiles et complexes à accomplir. Il nous faut couper des millions de tonnes de canne à sucre pour faire échouer le blocus impérialiste; or, on ne coupe pas la canne à sucre en remuant des papiers, on la coupe avec du travail, avec de la sueur, avec la machette.

De graves dangers nous guettent, mais ce n'est pas par des querelles byzantines, ni par la charlatanerie académique qu'on les combat. Non, on les combat par la fermeté révolutionnaire, la cohésion révolutionnaire, la volonté de lutte.

On ne combat pas efficacement l'ennemi impérialiste en aucune région du monde par les divisions entre révolutionnaires, par les insultes et les attaques réciproques entre révolutionnaires, mais par l'unité, par la cohésion des rangs révolutionnaires. Quant à ceux qui pensent que ce n'est pas une tactique juste pour le mouvement communiste international, nous leur déclarons que, pour nous, dans notre petite île, sur notre petit territoire, en première ligne, à 90 milles des impérialistes, c'est une tactique parfaitement juste.

C'est à cette manière de penser que nous ajusterons notre ligne et notre comportement.

La "Révolution Permanente" en Pologne

Nous publions ci-après un extrait des articles sur la Pologne écrits par le correspondant du journal Le Monde à Varsovie, Michel Tatu. On verra par ces lignes que les idées de Lénine et de Trotsky sur l'Etat ouvrier et la démocratie ouvrière, ces prétendues "utopies" se frayent un chemin dans la conscience des jeunes communistes des Etats ouvriers. Une "utopie" qui fait peur aux bureaucrates gouvernants. NDLR.

Deux affaires récentes sont caractéristiques: au printemps de 1964 un jeune communiste de vingt-sept ans, Karol Modzelewski, fils d'un communiste de la vieille garde qui fut le premier ministre des affaires étrangères de la Pologne populaire, était exclu du comité du parti de l'université de Varsovie pour

avoir fait lire et approuver le manifeste des "trente-quatre". Mais le jeune universitaire ne devait pas s'en tenir là: avec quelques autres étudiants marxistes, dont un autre fils de vieux communiste, Jacek Kuron, Modzelewski avait mis au point depuis quelques temps un programme "communiste révolutionnaire", dont l'idée directrice était une critique radicale de la "dictature bureaucratique" mise en place en Pologne et ailleurs par les P.C. traditionnels.

Largement inspiré des analyses de Djilas sur la "Nouvelle Classe" et par les critiques de Trotsky contre le système stalinien, la plate-forme de ces"néo-marxistes" se veut une synthèse de tout ce qui a été dit et expérimenté un peu partout contre la déformation bureaucratique de la doctrine. Il s'agit de lutter pour le respect des libertés et contre le parti unique, mais en même temps de dépasser l'imparfaite démocratie bourgeoise pour accéder à une "véritable démocratie ouvrière", établie sur la base d'authentiques conseils ouvriers qui reprendraient à la machine bureaucratique la propriété que celle-ci a en fait usurpée (l'exemple des conseils ouvriers yougoslaves est considéré comme entaché de technocratie").

- Inutile de dire que les mêmes auteurs se prononcent contre le rôle réactionnaire du clergé polonais et pour le retour à l'internationalisme prolétarien, empruntant ici quelques arguments aux Chinois. Toutes ces théories, qui malgré leur caractère parfois utopique, semblent trouver une certaine audience parmi les jeunes intellectuels de la "seconde génération communiste", furent exposées à l'automne par Modzelewski et Kuron dans un manifeste de 128 pages, dont seuls quelques privilégiés eurent connaissance, entre autres M. Gomulka lui-même... Car la police, survenue "à temps", se hâta de confisquer ce dangereux manuscrit et de mettre ses auteurs sous les verrous. Sept conjurés furent impliqués dans l'affaire, mais, comme cela est fréquent en Pologne, tous furent relâchés après quelques heures de détention. Aux dernières nouvelles, le procès en subversion dont il était question à l'origine ne devrait pas avoir lieu.

(Michel Tatu, "Le Monde",
26 mai, 1965.)

****

Texte d'une Lettre qui n'existe pas... (d'après le State Department).

La photographie de cette lettre a été publiée le 31 décembre 1964 dans THE SPARK, hebdomadaire de N'Krumah.

Son Excellence
M. Moise Tshombe
Président du Gouvernement
de la République du Congo-Léopoldville.

Léopoldville, le 3 juillet, 1964.

Excellence,

Chargé par Monsieur G. Mennen Williams, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires Africaines, j'ai l'honneur de vous informer par lettre personnelle que le Gouvernement des Etats-Unis, tenant compte des entretiens ultérieurs, est d'accord

1)que les frais survenus de l'organisation, du recrutement et de la création d'unités spéciales soient compensés d'un fond défini à ce but,

2) que l'organisation des unités spéciales soit sur votre demande confiée à nos Services. Les mesures nécessaires dans ce sens ont été déjà entreprises en collaboration avec le Gouvernement du Royaume de Belgique,

3) avec votre point de vue sur les livraisons d'équipement militaire moderne et mobile nécessaire pour l'entreprise des opérations dans les régions éloignées. Pour ce cas, il mettra à votre disposition le matériel exigé, y compris les cadres techniques nécessaires pour diriger les actions contre les factieux,

4) avec votre opinion de prendre les mesures nécessaires contre les régimes vous avoisinant sous influence communiste, d'où la subversion contre votre Gouvernement est organisée.

La négociation sur les particularités traitera avec Votre Excellence, M. Williams personnellement dont la visite m'a été annoncée pour la mi-août.

"Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de l'amitié profonde de M. le Sous-secrétaire d'Etat et de ma haute considération personnelle.

(signé)
G. McMurtrie Godley,
Ambassadeur des Etats-Unis.

****

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 1, No. 7 — le 31 octo[illegible] 965 — 15 cents

pour ces élections fédérales

Abstention ou N.P.D.? 2

ALGERIE, LA REVOLUTION ENRAYEE 11

"ROI, VOICI TA VICTIME" :
l'étudiant grec Sotirios Petroulas ...15

Grosse couleuvre à avaler pour
le militant du P.C.F. 17

La guerre indo-pakistanaise

faillite de deux Bourgeoisies néo-coloniales...19

66 ouest, rue Guilbault Mon[illegible] Québec

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 1, No. 7 le 31 octobre 1965

PRIX D'ABONNEMENT: $1 pour dix numéros

Addresse: 66 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Imprimé par les soins de l'éditeur

Abstention ou N.P.D.?

A cause de la campagne électorale en cours, les révolutionnaires québécois se trouvent en face d'un dilemme.

Etant donné la conjoncture actuelle, plusieurs sont tentés par l'optique abstentionniste; ils font remarquer que les représentants canadiens-français ne constituent qu'une faible minorité d'environ 25 p.c. au parlement fédéral; donc ils sont condamnés à y jouer le rôle d'un simple groupe de pression assujetti à toutes les influences séduisantes de l'opportunisme parlementaire. De plus, il n'existe pas jusqu'ici de parti révolutionnaire efficace, ni non plus de parti doué d'un programme capable, même d'une façon limitée, de se heurter aux besoins des ouvriers et des cultivateurs Et notre manque actuel d'effectifs assez nombreux, ainsi que d'un programme compréhensif de revendications transitoires, empêche une intervention rentable de notre part dans cette campagne.

Néanmoins, jour après jour, nous devenons de plus en plus sensibles au besoin urgent d'avancer notre point de vue, de répondre aux grossièretés des partis bourgeois, en somme, de préconiser une alternative valable au système actuel. Une espèce de schizophrénie se manifeste donc chez nous. S'engager dans cette campagne électorale, ou ne pas s'engager? Voilà la question. En effet, cette question a déjà été décidée dans le sens négatif.

Cependant il s'agit de beaucoup plus que simplement la campagne en cours. A la racine de presque tous les arguments invoqués par les "abstentionnistes" on constate un rejet tout court de toute action électorale. Cette argumentation est beaucoup plus fondamental, plus généralisée; la voici telle qu'exprimée par La Cognée, et décrite dans l'article "Où allons-nous?" de J-M Piotte, numéro de septembre de Parti Pris.

1°) La bourgeoisie détient tous les moyens de publicité et d'information. "Les journaux, les postes de radio et de télévision, ainsi que les maisons d'édu-

cation ont comme fonction de défendre la situation existante. Il est donc impossible d'exprimer notre point de vue par les canaux actuels."

2e) La liberté politique n'existe pas. Une campagne électorale coûte des millions de dollars provenant des trusts et de la haute-finance: un parti populaire ne peut espérer obtenir leur appui. Elle nécessite aussi "une machine politique importante, montée lentement à coups de faveurs, de patronage et de corruption." (La Cognée).

3e) Nous n'avons pas de parlement national. Le parlement d'Ottawa est un parlement étranger, au fur et à mesure que le gouvernement d'Ottawa est un gouvernement qui nous est étranger. Quant à Québec, son "pseudo-parlement"... "n'a pas de juridiction sur tout le territoire national"; de plus, le Québec n'a pas de contrôle sur sa politique étrangère, ni en matière de commerce, et tarifs, etc.

4e) En tout cas, "même dans l'hypothèse très improbable où la lutte parlementaire porterait les indépendantistes au pouvoir, il faudrait prévoir la possibilité d'une lutte armée pour empêcher notre indépendance; donc prévoir et s'organiser (maintenant) en vue d'une guerre de libération". (La Cognée).

A touts ces arguments, il faut en ajouter un autre qui est bien courant, à savoir, que le peuple ne s'intéresse pas à la politique fédérale.

Quelque valable qu'elle soit comme critique de base d'une orientation parlementariste, la portée essentielle de cette argumentation suppose que toute action électorale porte exclusivement à la conquête de sieges parlementaires, et, en fin de compte, au contrôle du pouvoir bourgeois par les moyens bourgeois. (Voir les remarques ci-haut sur la nécessité d'une machine, de patronage, etc.) Toujours après cette position, ou c'est nous qui gagnerions une élection ou bien, notre participation n'en vaudrait pas la peine. C'est-à-dire, sans victoire (même au niveau de comté), l'expérience est un échec. Dans le cadre de ce raisonnement, toute participation des forces révolutionnaires dans la campagne en cours est bien vouée à l'échec complet.

Mais c'est justement cette optique que la bourgeoisie veut nous emmener à accepter. C'est en figeant dans l'immobilisme du jeu électoral les mouvements populaires dans leurs pays coloniaux que les Anglais, par exemple, ont maintenu leur règne jusqu'ici -- voir l'excellent témoignage à cet effet que Cheddi Jagan nous a livré récemment à une rencontre sous les auspices du Mouvement de Libération Populaire. Les forces populaires dans les pays coloniaux se sont trop souvent laissées entraîner dans une politique de parlementarisme pur et simple. Le principe de base de ce crétinisme parlementaire, cependant, est justement le concept qui veut que toute action électorale ne soit valable que si elle aboutit à la victoire parlementaire. D'après ce principe (ou plutôt cette mystification), c'est le parlement bourgeois qui règle tout.

Or personne ne nie que les véritables révolutionnaires n'ont jamais tenu d'illusions quant à la possibilité de prendre le pouvoir par la voie parlementaire et électorale. Lorsque de telles illusions se sont répandues d'une façon tangible au sein de n'importe quel parti dit "révolutionnaire", ce parti-là a cessé d'être révolutionnaire. Voilà à titre d'exemple la victoire définitive de l'idéologie réformiste (et parlementaire) à l'intérieur du parti social-démocrate allemand peu avant la première guerre mondiale qui a abouti, en 1914, au vote notoire des députés sociaux-démocrates dans le Reichstag en faveur des crédits de guerre pour l'impérialisme allemand.

Cependant, les socialistes révolutionnaires s'engageaient depuis un siècle dans l'action électorale, y compris l'action parlementaire. Leur action parlementaire faisait intégralement partie de leur travail d'éducation politique et d'organisation de masse. C'est

ainsi que les bolchéviques à l'époque de Lénine ont participé, après la suppression de la révolution de 1905, au Duma tsariste, un "parlement" beaucoup plus impuissant que ceux du Canada ou du Québec, et pour lequel les masses russes ne montraient aucune confiance.

De plus, faut-il le rappeler, pendant des décennies, les indépendantistes irlandais (United Irishmen) ont envoyé des représentants au parlement -- non d'Irlande, parce que ce pays-là n'avait même pas un parlement à cette époque -- mais d'Angleterre, pour siéger à Westminster et y exercer des pressions auprès des partis impérialistes afin de faire avancer, tant soit peu, la cause de la liberté de l'Irlande.

Dans les deux exemples cités plus haut (et l'on pourrait en citer beaucoup d'autres), l'indépendance a été enfin gagnée par des moyens extra-parlementaires et non par la voie parlementaire, mais dans aucun cas ce "parlementarisme" allait-il à l'encontre de l'efficacité de la stratégie révolutionnaire. Tout au contraire, il s'agissait d'un complément, soit conscient ou non, à la préparation de l'intervention des masses.

A l'heure actuelle, pourtant, l'action parlementaire comme telle ne nous regarde pas. Il ne s'agit ici que d'une courte exposition de la stratégie électorale d'un mouvement révolutionnaire québécois. Pourquoi devrions-nous nous engager dans une campagne électorale?

1°) Les crises auxquelles font face actuellement les partis politiques bourgeois, soit Libéral, Tory ou Créditiste, trouvent leurs origines dans leur incapacité de plus en plus évidente de régler les grandes questions du jour. Le chômage, l'inégalité nationale des Québécois à l'intérieur de la confédération canadienne, l'anarchie du capitalisme, et l'attitude de plus en plus aggressive de l'impérialisme face à la révolution dans les pays sous-développés, tous ces problèmes et autant d'autres, jettent le discrédit sur les partis capitalistes aux yeux des ouvriers et des cultivateurs.

Faute d'un instrument politique efficace, tel qu'un parti révolutionnaire ou même un parti travailliste préconisant plusieurs revendications radicales (anti-capitalistes de base), le rejet de leur part des partis traditionnels se manifeste de deux façons différentes: ou a) par leur soutien à un parti démagogique, réactionnaire, même demi-fasciste (le Crédit Social), ou bien b) par un rejet tout court de la politique. C'est la première option que beaucoup parmi les classes exploitées ont exercé en 1962-63; il semble qu'ils choisiront la deuxième cette année.

Par contre, la solution à l'exploitation et à l'anarchie capitalistes, d'après nous, doit être une solution politique. De tous les niveaux du pouvoir établi, auxquels les classes populaires s'attaquent, le niveau politique est le plus important, parce qu'il est le plus généralisé. Il est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, de lier la vague militante de grèves (plan économique) avec la vague nationaliste (plan socio-culturel) dans une stratégie d'ensemble de luttes généralisées contre le système bourgeois, donc, la suprématie de la politique. Car, c'est vers la politique, la plus haute expression de la lutte des classes, que les ouvriers doivent enfin s'orienter s'ils ne veulent pas rester figés dans une tactique de simples revendications de pain et de beurre, à l'intérieur des cadres actuels du système capitaliste, c'est-à-dire, une tactique tout à fait réformiste.

Et la lutte politique généralisée comprend une lutte sur tous les fronts, y compris celui des élections.

2e) S'il y avait des institutions représentatives plus conformes aux besoins de la masse du peuple (ex., des conseils d'ouvriers et de cultivateurs analogues à ceux qui prirent naissance spontanément durant les révolutions russes de 1905 et 1917, et qui, enfin, exécutèrent le transfert révolutionnaire du pouvoir sous la direction bolchévique) alors

nous n'aurions plus besoin d'action parlementaire. Mais une situation pareille implique une dualité de pouvoir, à savoir, l'Etat ouvrier en formation face à l'instrument formel du pouvoir de l'Etat bourgeois. Car le parlement n'est qu'un instrument du règne bourgeois. Il lui est impossible, de par son caractère même, ex., représentation sur base territoriale et non professionelle, d'être l'instrument du pouvoir ouvrier.

Mais de telles institutions n'existent pas encore au Québec. De plus, il n'est pas possible de les faire apparaître de notre propre gré. Donc, notre action électorale (et parlementaire) provient d'une analyse réaliste du rapport des forces en présence. Loin de nous l'intention d'embellir la voie parlementaire, laquelle en tant que stratégie ultime, est vouée à l'échec. Cependant, il faut reconnaître la nécessité de rencontrer le peuple à son niveau de conscience actuel. Même si la nation québécoise ne s'intéresse pas beaucoup aux élections fédérales, il est également évident qu'elle n'est pas non plus prête pour une lutte armée. Faut-il ajouter qu'il nous reste encore une certaine mesure de liberté politique, même si elle est très restreinte. Nous ne vivons pas sous un régime fasciste, malgré ce que semblent désirer des gens du type de Wagner. La classe ouvrière est, en l'occurence, trop forte et dynamique pour que la bourgeoisie puisse l'instituer.

3e) En démocratie bourgeoise, les élections (fédérales, provinciales ou municipales) présentent des occasions assez rares où les partis capitalistes se trouvent forcés de faire amende honorable auprès des électeurs pour leurs activités. Pendant la campagne électorale, une grande partie de la publicité des "mass media" se concentre autour des intérêts en jeu. Donc, c'est une occasion où l'on a plus de facilités pour aborder et discuter de politique à l'usine avec des camarades de travail.

Il est du devoir des socialistes de se mesurer avec la bourgeoisie sur le plan politique autant que possible étant donné les moyens limités dont ils disposent pour contredire leurs arguments, pour démasquer leurs crimes, pour démystifier leurs mensonges. Les socialistes doivent tirer le plus grand avantage possible de chaque occasion qui se présente, tant pour avancer la solution politique, c'est-à-dire socialiste, que pour présenter leur propre programme. En effet, les socialistes prennent les élections plus au sérieux que ne le fait la bourgeoisie qui a peur d'exposer son vrai programme et qui, en fin de compte, n'a pas besoin du système électoral pour maintenir son contrôle.

Il est ainsi assez facile de mettre la bourgeoisie sur la défensive. Il faut se souvenir que, à long terme, les rapports de force jouent à notre avantage.

4e) Tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral détiendra le contrôle des affaires étrangères, de la "défense nationale", de la politique tarifère, etc., la lutte des socialistes demeurera axée contre ce pouvoir central, soit le gouvernement d'Ottawa et les intérêts qu'il représente.

\- - - - -

S'il est entendu que la lutte nationale de la grande majorité des Québécois est une lutte contre le capitalisme nord-américain, source principale de l'exploitation demi-coloniale du Québec, alors nous ne sommes pas seuls dans notre lutte contre le système. Les ouvriers et les cultivateurs anglophones n'ont, eux non plus, aucun intérêt objectif dans le maintien du capitalisme.

Quoique déformé qu'il soit actuellement, à cause de sa direction conservatrice, son programme réformiste, et le bas niveau de conscience politique de la plupart de ses effectifs, le Nouveau Parti Démocratique représente l'arme politique de la classe ouvrière au Canada anglais. De par son statut formel (comme instrument politique officiel du Congrès de Travail du Canada), et de par son contenu actuel (le caractère de classe de ses militants), le NPD est le

parti ouvrier "canadian".

Or c'est à l'intérieur de ce parti que les révolutionnaires et les socialistes anglophones oeuvrent actuellement afin d'organiser une aile gauche qui sera capable, dans un avenir relativement rapproché, espérons-le, de faire accepter, par une majorité des membres du parti, une direction et un programme nouveaux, vraiment socialistes, ou, le cas échéant, de faire provoquer une scission qui aboutira à la création d'un parti révolutionnaire formé d'un grand nombre de militants socialistes. Dans cette optique, le NPD est une étape, et une étape très significative, dans l'évolution politique de la classe ouvrière au Canada anglais.

"Car ce qui importe avant tout dans le contexte nord-américain, c'est d'arracher les ouvriers et leurs organisations des partis du Capital, c'est-à-dire, de les engager dans la voie de l'action politique indépendente. Même si les premières tentatives dans cette direction aboutissent à un parti travailliste ayant un programme nettement réformiste, et une idéologie indifférenciable, à la base, du néo-capitalisme (ce qui est presque inévitable, étant donné le manque de politisation au sein de la classe ouvriere), cela ne nuit pas au potentiel dont le NPD n'est à l'heure actuelle qu'un pâle reflet. A cause de son caractère de classe, tout changement de conscience à l'intérieur de la classe ouvrière anglo-canadienne devrait trouver son expression politique dans ce parti, dans le même sens que les soulèvements d'un esprit radical, pendant la période de la fin de la guerre, se réfletait dans une affluence des ouvriers vers le CCF (en 1943-44; ce dernier se trouvait à la tête des sondages d'opinion publique); mais cette fois-ci, sur un plan beaucoup plus étendu, parce que le NPD est mieux établi au Canada, comme parti ouvrier, que ne le fût jamais le CCF.

Même tel qu'il existe, le NPD est le seul parti politique qui s'est opposé à l'agression impérialiste des américains au Vietnam. De plus, le chef néo-démocrate T. C. Douglas a qualifié de "servilité méprisable" l'appui du gouvernement canadien à la politique américaine. En dépit de l'ignorance malheureuse de ses députés pour ce qui regarde le Québec, le NPD est le seul parti fédéral qui reconnaît l'existence de la nation canadienne-française en tant que "nation", et le droit de cette nation à l'autodétermination. C'est le seul parti fédéral qui s'est engagé à retirer les bases nucléaires du Canada. En somme, le NPD est le seul parti qui offre une alternative aux partis bourgeois.

Il faut souligner, bien sûr, que le NPD n'est pas du tout le parti ouvrier du Québec. Mais, vu que les intérêts de classe entre les ouvriers canadiens-français et canadiens-anglais sont réellement plus forts que des différences de culture et de langue qui les divisent, il incombe aux socialistes québécois, faute d'un instrument plus efficace, de voter, en l'occurence, NPD sur le plan fédéral. Il ne reste cucune alternative valable.

(par J. Richard)

N.D.L.R.: La revue est complete malgre une erreur dans la pagination; la page 11 suit directement la page 6.

lisez le
WORKERS VANGUARD
journal révolutionnaire
DU CANADA ANGLAIS

Pour s'abonner
($1.00 par an)
addressez-vous
à
WORKER'S VANGUARD,
1 Cumberland St.,
Toronto 5, Ont.

Algérie, la révolution enrayée

Le numéro de juillet ainsi que le numéro 25 de Quatrième Internationale ont été saisis à Alger. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls organes dans ce cas. Même Le Monde, qui avait publié des articles de Legris favorables au régime de Boumedienne, s'est vu saisir lorsqu'il publiait, à titre informatif, des textes d'opposants aux fauteurs du coup d'Etat du 19 juin. Les saisies avaient d'ailleurs commencé avec le bulletin de Prensa Latina lorsqu'il avait publié le remarquable discours de Fidel Castro sur le coup d'Etat d'Alger. Ces saisies caractérisent la "démocratie" du nouveau régime.

Nous publions ci-après une lettre d'Algérie qui montre comment ce nouveau régime, contrairement à ses promesses et à ses propos, tire en arrière la révolution algérienne, notamment à la base.

Les informations les plus récentes sont la confirmation quasi quotidienne de cette tendance:

--il n'est pas question de la réforme agraire, même à une date indéterminée;

--la milice populaire, qui existait surtout sur le papier, a été dissoute;

--la solidarité avec le Vietnam et la solidarité avec les mouvements révolutionnaires africains sont mises en sourdine.

La répression commence à s'étendre. Après Ben Bella, Mohamed Harbi, Boualem Maklouf, etc. ont été arrêtés et maintenus au secret, sans même bénéficier de l'assistance d'un avocat.

Les nouveaux dirigeants algériens disent: de quoi vous mêlez-vous? Ce sont des affaires d'Algériens qui ne vous concernent pas. Mais le sort de la révolution algérienne n'est pas une affaire intérieure algérienne. La révolution algérienne n'a pu parvenir à arracher son indépendance qu'avec l'aide de nombreux révolutionnaires dans le monde entier. La marche de la révolution algérienne est l'affaire de tous ceux qui luttent contre l'impérialisme. L'impérialisme français intervient chaque jour, de multiples façons, dans les affaires "intérieures" algériennes. Le coup d'Etat du 19 juin a sans conteste porté un coup à la révolution africaine et arabe. Aussi, l'avant-garde révolutionnaire internationale ne manquera pas de combattre la répression qui frappe aussi bien Ben Bella que les militants qui se situaient dans l'aile gauche de la révolution algérienne, et de témoigner sa solidarité pour ceux qui, tirant les leçons du coup d'Etat de 19 juin, s'efforcent de faire reprendre à la révolution algérienne sa marche en avant et de la développer en révolution socialiste triomphante.

Algérie -- le 22 août 1965, Deux mois après le coup d'Etat du 19 juin, le comportement rétrograde du nouveau pouvoir se concrétise. Différents indices témoignent de la volonté bien déterminée du Conseil de la Révolution d'arrêter tout développement socialiste de la Révolution algérienne.

La réorganisation du Parti, loin de s'effectuer sur une base de classe, tend au contraire à éliminer les éléments favorables à l'approfondissement de la lutte des classes. Ainsi, l'ensemble des responsables de la Fédération urbaine et surtout de la Fédération rurale d'Oran ont été renouvelés. La Fédération rurale surtout s'était signalée par son ralliement réservé au Conseil de la Révolution, qu'elle voulait conditionner à la mise

en application de la Charte d'Alger. Elle était aussi bien connue par ses multiples initiatives pour l'organisation de Volontariat et les "dimanches socialistes", au cours desquels des militants urbains allaient visiter et épauler les douars les plus déshérités.

Dans une Fédération voisine l'ex-coordinateur de la Daira (organisation régionale du parti F.L.N.), considéré comme un ancien sympathisant de l'ex P.C.A., a été remplacé par un élément connu pour ses anciennes sympathies envers Ferhat Abbas.

La création de différentes Assemblées, d'inspiration religieuse dans les petites villes et douars (petits villages), confirme les Oulémas dans leur rôle d'aile droite au sein du nouveau pouvoir.

Bureaucratie contre gestion ouvrière

Une constante du régime issu du 19 juin, c'est sa détermination dans la tentative de "restructurer" l'Autogestion, et, avant tout, l'autogestion industrielle. Après avoir, pendant une longue période, laissé pourrir les entreprises autogérées industrielles, îlots "socialistes" au milieu d'un océan capitaliste, sans leur apporter l'appui nécessaire contre les structures hostiles qui l'entouraient, il est facile, aujourd'hui que la plupart d'entre elles sont sur les genoux, de laisser entendre que l'Autogestion aurait fait faillite et qu'il s'agit de la "réorganiser".

En fait, la volonté des forces rétrogrades et bureaucratiques qui voudraient contrôler la destinée du pays, c'est de supprimer tout contenu de démocratie ouvrière qui avait commencé à se développer, du moins au niveau des entreprises du Secteur Autogéré Industriel, démocratie ouvrière qui jette le prolétariat devant de telles contradictions, lui fait vivre de telles expériences pratiques qu'il est amené à prendre une conscience de son existence indépendante, en tant que classe, face aux forces hostiles qui l'environnent, et à se hisser ainsi au niveau de son rôle d'avant-garde, dans la lutte pour le nécessaire approfondissement du cours socialiste de la Révolution.

Cette prochaine tentative de "mise en ordre" est préparée par une mise en condition orchestrée par les différents moyens d'information officiels.

Ainsi, le quotidien El Moudjahid nous montre la photo d'un président d'un domaine du secteur autogéré agricole, et de son comptable, arrêtés comme de vulgaires criminels par les courageux gendarmes, pour l'impardonnable délit de port d'armes, à savoir... un revolver et un fusil de chasse.

Une information apparemment bien innocente d'une rencontre entre des représentants de l'autogestion et des services des Contributions diverses d'Annaba, laisse sous-entendre que les entreprises autogérées... ne paieraient pas leurs impôts.

Mais, ce qui n'est pas ajouté, c'est que plus d'une entreprise autogérée, se plaint des multiples réquisitions de marchandises opérées par les communes, les administrations ou l'Etat, réquisitions dont elles attendent en vain, pendant des mois, la juste rémunération, alors que les acheteurs réguliers, et qui accepteraient de payer comptant, ne manquent pas.

Replacer l'autogestion industrielle sous la coupe directe de l'Etat, voilà qui va à l'encontre de la volonté ouvrière telle qu'elle émanait du 2e Congrès de l'U.G.T.A. (mars 1965) qui demandait le renforcement et l'élargissement du "secteur socialiste" et à l'issue duquel Ben Bella avait même promis du moins en paroles, qu'avant la fin de 1965, le secteur nationalisé l'emporterait d'une façon décisive sur le secteur privé.

A propos de la possible réalisation de la réforme agraire, comme cela avait été réclamé depuis de longs mois par les représentants de l'avant-garde prolétarienne des villes et des campagnes, et annoncé officieusement par le gouvernement Ben Bella pour la fin des récoltes de l'été 1965, le nouveau pouvoir vient de confirmer (comme une déclaration antérieure du ministre de l'agriculture, A. Mahsas l'avait laissé entendre) dans une conférence de presse du 14 août, de Bachir Boumaza, que la prochaine étape de la réforme agraire était bel et bien reportée aux calendes grecques.

Si Omar Ouzegane, qui n'a pas retrouvé de portefeuille ministériel au sein du nouveau gouvernement, a lancé une fléche dans deux éditoriaux de Révolution Africaine avant d'être renvoyé de la direction de cet organe (numeros du 7 août et du 14 août '65) pour la réalisation d'une <u>certaine</u> réforme agraire qui consisterait essentiellement dans la limitation de la grande propriété agraire, il faut y voir là, plutôt qu'un coup de sonnette d'alarme officieux du gouvernement à l'égard des forces les plus rétrogrades, le rappel d'une toujours possible soupape du sûreté, d'une alternative de rechange qui pourrait toujours être utilisée le cas échéant si les contradictions de plus en plus aiguës qui opposent la paysannerie la plus déshéritée aux nouvelles couches de privilégiés provoquaient des risques trop immédiats de conflits violents.

L'impossible union sacrée

A l'occasion de l'instauration d'une Journée Nationale en l'honneur du Mondjahid (combattant de l'Armée de Liberation Nationale), le 20 août, plusieurs cimetières de chouhadas (martyrs de la cause de la Révolution) one été inaugurés, ainsi qu'un Musée national de la Révolution, à Kouba, près d'Alger.

Au cours d'une tournée dans la vallée de la Soummam, en petite Kabylie, Mohamed Ou Al Hadj a, par exemple, inauguré un cimetière de chouhadas, à Ouzellagvène, village où s'était déroulé, le 20 août 1956, l'historique Congrès de la Soummam, duquel était issue la "Plateforme politique du Front de Libération National" (<u>Révolution Africaine</u> du 21 août 1965, en publie quelques extraits, notamment ceux qui ont trait à l'absentéïsme de l'ex P.C.A. dans la guerre de libération.)

Le passé glorieux du "Vieux" Mohand, ancien chef militaire de l'ex-wilaya III (Kabylie) ne réussit cependant pas à faire oublier qu'il a démontré son peu d'inclination pour des solutions socialistes, par les alliances qu'il a contractées à travers sa participation, aux côtés d'Ait Ahmed, au F.F.S., précisément à l'époque ou l'équipe Ben Bella au pouvoir appuyait dans le sens de l'industrialisation et de la mise en application de l'Autogestion et des décrets de Mars.

Le président du Conseil, Houari Boumedienne, a prononcé, à l'occasion de la journée du 2 août, une allocution significative, qui parle d'elle-même:

"Cette Journée du 2 août doit être celle de la renaissance, celle de l'union et de l'unité de <u>tous</u> les éléments révolutionnaires.

"Nous avons connu desdifficultés dont la cause résidait dans les divergences (N.D.L.R.: lisez: dans le développement naturel de la lutte des classes) qui se sont fait jour à l'indépendance entre ceux qui ont mené la révolution; divergences qui ont également ouvert des bréches dans nos rangs, par où ont pénétré des éléments étrangers à la révolution, camouflés derrière des slogans révolutionnaires."

Et plus loin, faisant allusion à "des rumeurs qui ont circulé disant que le groupe du 19 juin voulait priver la femme de ses droits", il affirme: "Nous reconnaissons les droits de la femme car

nous avons vécu, les mêmes combats dans les montagnes et les vallées.

"Nous l'avons vue avec la mitraillette aux côtés de ses frères. Nous l'avons vue dans le rôle héroïque qu'elle a joué pendant la lutte armée et non pas dans les cérémonies de la salle du "Majestic" et de la place des Martyrs, lançant des youyous." (souligné par nous).

C'est là une allusion directe à la fameuse Journée du 8 mars 1965, qui vit près de 15,000 femmes déferler dans les rues pour revendiquer, avec un dynamisme remarquable, leur droit à l'égalité et à l'émancipation.

Affirmer que le femme algérienne a conquis ses droits de haute lutte, c'est là une façon "élégante" de la renvoyer à son foyer et à sa nombreuse progéniture, sous le double asservissement du père et du mari, dans le cadre de structures héritées de l'époque feodale.

Tous ses événements, menus ou spectaculaires (comme également l'installation d'un "Conseil national des anciens moudjahidines", le 19 août dernier, sous la présidence de Chérif Belkacem, l'ancien ministre de l'Orientation Nationale, aujourd'hui coordinateur du nouveau Secrétariat exécutif du Parti, chargé de sa réorganisation) participent d'une même orientation politique de pouvoir.

Sous le prétexte d'un nécessaire retour aux sources, on cherche à renouer avec les glorieux mais vieux symboles de la guerre de Libération: le patriotisme ("l'Algérie est ma patrie"), le culte de l'Islam ("l'Islam est ma religion"), la défense de la civilisation arabe ("l'arabe est ma langue").

Vouloir bâtir à nouveau l'Union Sacrée de tous les Algériens derrière le drapeau de la Révolution nationaliste, c'est là une ultime tentative d'enrayer la naturelle transcroissance de la lutte nationaliste en Révolution Socialiste.

C'est aussi un moyen, au nom de la solidarité d'armes entre tous les maquisards, de tenter d'enfermer le prolétariat dans les limites de la Révolution démocratique bourgeoise.

Vers l'autonomie du mouvement syndical

C'est pourquoi notre note serait incomplète et risquerait d'éclairer la réalité algérienne sous une lumière truquée, si nous terminions sans rappeler en quelques mots les remous et le travail d'organisation qui s'effectue au sein du monde syndical et du mouvement ouvrier.

Après une période de réserve de quelques semaines de la toute nouvelle direction de l'U.G.T.A. (issue du 2e Congrès de l'U.G.T.A., de mars 1965, le travail de réorganisation et d'implantation de la Centrale a été repris.

Entre temps, un nouvement gréviste, isolé, mais combatif, dans une entreprise de hénné (établissement Chalet-Riker), à Hussein-Dey, dans la banlieue industrielle d'Alger, venait rappeler (on n'a pas oublié ici la vague de grèves de l'hiver dernier), que, avec ou sans syndicat, la lutte des classes continue.

Par la tenue de son Congrès statutaire, fin juillet, l'Union d'Alger-Centre, section-pilote qui groupe plusieurs centaines de membres, a rouvert le feu de la restructuration de l'ensemble des Unions locales et régionales du pays, commencée immédiatement après le Congrès de mars dernier.

Enfin, dans le cadre de la constitution d'une nouvelle fédération, celle des travailleurs de l'Alimentation, dont le Congrès national doit se tenir à Alger, début septembre (nous y reviendrons), un pré-congrès de l'Algérois a déjà eu lieu, le 1er août dernier.

Après de longs débats où la base s'est largement exprimée, le Congrès a voté

(Suite page 16)

une résolution en pointe qui demande notamment: "le renforcement et la création des Conseils communaux de l'Autogestion, leur élargissement aux représentants des travailleurs des secteurs d'état et privé", réclame "le contrôle permanent des responsables syndicaux et leur révocabilité à chaque instant", demande "la nationalisation des banques, du commerce extérieur et du grand commerce intérieur", indispensable condition à la planification, à l'industrialisation et au développement de l'économie du pays.

Enfin, le Congrès demande la création d'un "Conseil National Supérieur de l'Economie pour l'Industrie et l'Agriculture", composé de représentants de Conseils de travailleurs des secteurs industriels autogéres, nationalisés, privés et du secteur autogéré agricole et qui serait chargé de l'élaboration démocratique du Plan et de son application impérative.

— par Henri DUMOULIN

La jeunesse et la révolution..17

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 2, No. 1 (8) le 27 décembre 1965 15 cents

une analyse

Les élections et le NPD 1

La menace de grève générale en C-B...4

LA CRUELLE LEÇON D'INDONESIE.....5

Saint-Domingue: La répression permanente...9

"CHE" GUEVARA

•Texte de la lettre à Castro 11

•UN NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE...12

66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Québec

La Lutte Ouvrière

Les élections et le NPD

UN PAS SIGNIFICATIF VERS UN PARTI OUVRIER QUÉBÉCOIS

LES RESULTATS des récentes élections fédérales donnèrent un aperçu précieux de l'état actuel de la conscience politique de la population québécoise, ainsi que de l'évolution générale de sa pensée. Ces résultats, donc, doivent être soigneusement étudiés par tous ceux qui cherchent sérieusement des possibilités d'action politique au sein du mouvement ouvrier. Si on analyse cette élection, le vote gagné par le Nouveau Parti Démocratique revêt une importance capitale.

Ce n'est qu'au Québec que l'on peut considérer le vote NPD comme un bond en avant, significatif par rapport aux résultats antérieurs. Le vote populaire du Parti augmenta de 60%, s'élevant des 152,000 voix gagnées en 1963 pour s'établir à plus de 242,000. Sa proportion du scrutin total s'accrût de 7.6% à 12%.

Les gains les plus impressionnants furent enregistrés a Montréal où le parti gagna près de 20% des suffrages, à peine 1% derrière les Tories, et 16% en arrière des Libéraux qui, pourtant, vinrent en tête dans tous les sièges sauf un. Bien que le plus grand soutien au NPD se manifesta dans des comtés en majorité anglophones (plus de 30% du vote dans Notre-Dame-de-Grâce et dans Mont-Royal), le vote NPD augmenta dans toutes les 21 circonscriptions de la ville, sauf dans trois. Dans sept, le parti se classait deuxième; dans presque toutes les autres, il se classait, de justesse, le troisième.

Ces résultats sont particulièrement retentissants en comparaison de ceux des autres partis politiques. Les Tories n'ont enregistré presque aucun changement, tandis que le vote des Libéraux baissa dans tous les comtés. En fait, si l'on tient compte des abstentions, seulement 42% de l'électorat montréalais a voté pour les partis bourgeois traditionnels. Le soutien au Ralliement des Créditistes a diminué radicalement de la moitié ou plus, partout dans la région de Montréal. A l'exception de trois circonscriptions, le NPD a distancé les Créditistes de beaucoup.

Les résultats du scrutin rebutèrent Robert Cliche, leader du NPD québécois, qui se faisait l'avocat d'une "révolution" sous l'impulsion des cultivateurs ("je m'en vais en faire avec les ruraux!") et qui rejeta, à de nombreuses reprises, le concept d'un parti se basant en premier lieu sur la classe ouvrière. Le vote des ruraux n'allait pas au NPD. Dans 3 comtés seulement, en dehors de la région de Montréal, le parti obtient un vote considérable. Tout soutien en faveur du Ralliement des Créditistes entraînait une diminution des votes pour le Nouveau parti, et, vice versa. Il est donc évident que le NPD n'a pas encore réussi à pénétrer dans les milieux ruraux ni à gagner le vote de protestation des ouvriers dépourvus de conscience de classe dans ces régions.

Le principal soutien électoral du NPD provenait des travailleurs industriels canadiens-français, qui lui accordèrent leur appui en dépit de son programme et malgré l'orientation tracée par la direction du Parti.

Donc, les résultats du scrutin du 8 novembre montrent que la montée continuelle de l'appui au NPD est loin de se ralentir. La preuve la plus frappante de cette généralisation se retrouve à Montréal où se concentre plus de 56% de la main d'oeuvre québécoise. Le CCF n'a presque jamais

receuilli plus de 40,000 voix, dont la plupart venait des anglophones. Mais en 1962, le NPD gagna 90,000 voix (i.e. 9.8% du total des votes montréalais); puis, en 1963, la somme des votes recueillis par le NPD se chiffra à 152,000 (13%); enfin, cette année, son pourcentage du vote populaire s'élevait à 20%.

Il serait bon de peser les gains du NPD à Montréal en raison de son manque, presque total, d'organisation. Au début de cette année, ce parti ne comptait, dans la province, qu'environ 500 membres. Il a fait campagne avec une caisse électorale très faible, seulement $42,000, ce qui signifie que le NPD n'a dépensé qu'une moyenne de $500 pour chacun de ses 72 candidats.

Au Canada anglais, le mouvement syndical est affilié au NPD, mais ici au Québec, il ne l'est pas. Quant à la CSN, l'on peut qualifier sa position envers la politique comme activement pro-capitaliste. D'après son président, dans un communiqué à la veille des élections: "(La CSN) ne donne sa caution à aucun parti politique, quel qu'il soit... le mouvement ouvrier ne peut pas être identifié à une formation politique". Le soutien au Nouveau Parti, par la FTQ, ne fut que verbal durant la campagne électorale. Les deux grands quotidiens qui appuyèrent la NPD en 1963 -- à savoir, La Presse et Le Devoir -- optaient, cette fois-ci, en faveur des Libéraux (et du gouvernement majoritaire).

De plus, l'esprit croissant de révolte dans les milieux ruraux et étudiants ne s'était pas orienté vers le NPD; en fait, cette agitation avait eu tendance à se détourner du parti, ce dernier ne gagnant rien de par son caractère de parti fédéral, donc anglo-saxon. En effet, le NPD fut la principale victime du manque d'intérêt des canadiens-français en ce domaine de la politique fédérale.

Le pourcentage des électeurs qui allèrent aux urnes à travers le Canada (y compris le Québec) dépassa 74%, ce qui veut dire que les anglophones votèrent dans une proportion d'environ 80%. Chez nous, le vote se chiffra à 60% -- donc une divergence de 20%. Il est évident que le "mauvais temps" (qui incidemment prévalu ce jour-là "a mari usque ad mare") n'explique pas tout en ce qui concerne la baisse du nombre des gens qui votèrent au Québec. Dans au moins un comté à Montréal, le nombre des votants ne s'établit qu'à 42% de l'électorat. Là où le vote fut relativement élevé, le NPD réussit le mieux.

Cependant, les mouvements nationalistes et séparatistes, ainsi que pas mal de gens se rangeant sous la bannière socialiste et qui préconisaient le boycottage de ces élections ne peuvent se vanter d'une victoire éclatante. Il n'en est pas moins vrai qu'un grand nombre de travailleurs québécois prennent, avec raison, les élections suffisamment au sérieux et vont aux urnes chaque fois que l'occasion se présente. Un nombre de plus en plus grandissant optent en faveur du NPD, formation politique qui, à leurs yeux, se rapproche d'un parti ouvrier. Et le fait que beaucoup d'ouvriers au Québec, comme ailleurs, votent encore pour les partis capitalistes traditionnels -- partis qui sont tous réellement plus "centralisateurs" que le NPD (la Confédération, ce fut leur bébé à eux, n'est-ce pas?) -- démontre que ce dernier est à l'avant-garde du niveau général de la conscience politique de l'ensemble des travailleurs québécois.

Comme nous l'avons souligné dans le numéro du 31 octobre de La Lutte Ouvrière, la tache la plus urgente est de généraliser les luttes qui se livrent actuellement sur un niveau simplement économique -- c'est-à-dire, les grèves, les revendications croissantes des salariés -- au niveau politique, de politiser le mouvement syndical. Il incombe aux syndicats d'arracher la classe ouvrière à sa subordination aux partis politiques bourgeois. La gauche révolutionnaire est trop faible et trop isolée pour pouvoir accomplir elle-même cette tâche de politicisation. Au contraire, il est certain que le développement politique de la classe indépendant des partis bourgeois doit passer, pendant un certain temps, par le mouvement syndical.

Il ne suffit pas de répéter des mots d'ordre visant la création d'un parti révolutionnaire (ce qui constitue, néanmoins, un besoin urgent); l'évolution politique de la classe ouvrière au Québec, ainsi qu'au Canada anglais, va sans doute passer par une étape de "véhicule" de transition. Ayant, bien sûr, son propre caractère distinctif et québécois, ce véhicule sera capable d'atteindre les gens à leur présent niveau de conscience, puis, se basant sur leurs propres expériences, une fois qu'ils sont engagés dans l'action politique, de leur faire réaliser le besoin d'une politique nettement socialiste.

Evidemment, le NPD, en dépit de toutes ses faiblesses, représenta pour les travailleurs québécois les plus "avancés", l'approximation d'un tel véhicule d'action politique lors de cette élection. Le vote, assez élevé, gagné par le NPD, indique des possibilités, déjà en puissance, à l'heure actuelle pour la fondation et la montée rapide d'un parti ouvrier (syndicalist) québécois.

L'orientation, de plus en plus politique, des travailleurs québécois n'est pas ignorée par les bureaucrates syndicaux; bien que ceux-ci soient tentés de s'identifier en partie avec le pouvoir établi, ils ont pourtant une facilité frappante à sentir le niveau moyen de conscience des syndiqués et à s'y adapter. Il est très significatif qu'au récent congrès de la FTQ, il fut question d'un soutien plus étendu au NPD québécois, y compris sur le plan d'action "provincial". Même si ce soutien ne se traduit pas par l'affiliation immédiate de la FTQ au Nouveau parti, il est évident que cette centrale syndicale est en train de s'orienter vers la formation d'un parti ouvrier québécois, et ceci, dans un avenir plus ou moins rapproché. Quant à la CSN (la coopération de laquelle Laberge conditionne implicitement, comme préalable à l'engagement politique provinciale de la FTQ), et ce n'est pas un secret pour personne, des militants et des permanents au niveau secondaire de sa direction se rencontrent de temps en temps pour discuter de la possibilité et de la rentabilité d'une action politique de leur centrale, sinon par l'entremise du NPD, du moins par une autre formation tel le PSQ.

Les bureaucrates syndicaux ont leurs propres raisons de souhaiter la mise sur pied d'un parti syndicaliste. Laberge lui-même l'a démontré très clairement lorsqu'il rappela la menace de la FTQ de faire la grève générale au printemps de 1964, pour manifester sa désapprobation de certains articles du Bill 54:

"Je crois qu'à ce moment-là, nous faisions face à une situation d'urgence et que nous n'avions pas le choix. Cependant j'aurais préféré à ces manifestations spectaculaires, la présence au parlement de Québec d'un gouvernement ou d'une opposition officielle socialiste-démocratique qui aurait eu à son programme l'adoption d'un droit de travail semblable à celui qui existe depuis des années en Saskatchewan".

Ce qu'il veut, c'est détourner le mouvement de masse du champ d'action directe afin d'adoucir le radicalisme des militants en restreignant le mouvement à l'arène électorale et parlementaire. Mais une fois engagé sur le plan d'action québécois, un parti ouvrier (ou syndical) est certain d'ouvrir de véritables perspectives visant à dépasser les limites de la révolution tranquillisée qu'entendent les Laberge et Pepin.

Il faut que les socialistes révolutionnaires se tiennent au courant de tout développement en ce sens au sein du mouvement ouvrier. Mais nous devons de faire encore plus remarquer notre demande pour la formation d'un parti ouvrier. Enfin, il nous faut chercher sérieusement des ouvertures favorables à notre intervention à l'intérieur d'un tel parti, dès le début de son développement; car, la fondation d'un parti vraiment représentatif des intérêts des travailleurs québécois, quelle que soit la forme de structures qu'il se donnerait, marquerait une étape très importante dans l'évolution politique de la classe ouvrière.

(par J. Richard)

LE TEXTE DE LA LETTRE DE "CHE" GUEVARA À FIDEL CASTRO

Le texte bouleversant qu'on va lire ci-dessous ne fait la lumière que sur la moitié du mystère de la"disparition" de "Che" Guevara, il ne livre pas le secret du théâtre d'opération choisi par le grand révolutionnaire, et c'est fort bien ainsi, n'en déplaise aux journaux à sensation. En revanche, il dissipe les hypothèses des mêmes sur la "rupture" survenue entre Castro et Guevara. S'il y a eu contradiction entre les deux leaders,elle provient de la difficile situation de Cuba et de la position qu'ils occupaient l'un et l'autre au sein même de cette contradiction. La lettre de "Che" semble bien prouver que les deux hommes ont compris leurs problèmes et que leurs choix soient davantage une "division des tâches" qu'une opposition. Les éternels "réalistes" triomphent modestement et parlent de fin de "l'ère romantique" de la révolution cubaine, comme si le réalisme n'était pas de prendre le pouvoir,et le romantisme de parler d'un ton blasé des révolutions déjà faites. La relative soumission de Cuba à la politique extérieure de l'U.R.S.S., ce n'est pas du réalisme, c'est le dur prix payé pour le retard de la révolution dans les pays des "réalistes" blasés. Quant à "Che" Guevara, parions qu'il montrera encore au monde que son réalisme est le bon, le seul, le réalisme révolutionnaire.

Fidel,

En cet instant, je me souviens de beaucoup de choses -- quand je t'ai rencontré dans la maison de Maria Antonia, quand tu m'as suggéré de venir,et toutes les tensions qui présidaient aux préparations.

Un jour, on nous demanda qui il faudrait joindre en cas de mort, et la possibilité réelle de ce cas nous avait tous affectés. Plus tard, nous avons su qu'il était vrai que, dans une révolution l'on gagne ou l'on meurt (si s'en est une vraie). Beaucoup de camarades sont tombés sur le chemin de la victoire.

Aujourd'hui,tout est moins dramatique parce que nous sommes plus mûrs. Mais le fait se répète. Je crois que j'ai pleinement rempli la part du devoir qui m'a attaché à la révolution cubaine, sur son territoire, et je te dis au revoir, à toi, aux camarades, à votre peuple, qui est aussi le mien.

Je renonce formellement à ma place, à la direction nationale du parti, à mon poste de ministre,à mon rang d'officier, et à ma citoyenneté cubaine. Rien de légal ne me lie à Cuba. Les seuls liens sont d'une autre nature; ceux-ci ne peuvent être brisés comme un contrat peut l'être.

En revoyant ma vie passée, je crois avoir travaillé avec suffisamment d'honneur et de dévouement à la consolidation du triomphe révolutionnaire. Ma seule faute sérieuse est de ne pas m'être suffisamment confié à toi dès les premiers instants, dans la Sierra Maestra, et de n'avoir pas compris assez vite tes quali-

tés de dirigeant et de révolutionnaire.

J'ai vécu des jours magnifiques et j'ai senti à tes côtés l'orgueil d'appartenir à notre peuple dans les jours étincelants quoique tristes dans la crise des Caraïbes.

Il est peu d'hommes d'Etat qui aient été plus brillants que toi durant ces jours. Je suis fier aussi de t'avoir suivi sans hésitation, de m'être identifié à ta manière de penser, de voir et d'évaluer les dangers et les principes.

D'autres nations du monde en appellent à mes efforts modestes. Je peux faire cela, ce qui t'est refusé à cause de ta responsabilité à la tête de Cuba, et le moment est venu de nous séparer.

Je veux qu'il soit connu que je fais cela avec des sentiments mélangés de joie et de tristesse: je laisse ici les plus purs de mes espoirs de bâtisseur, et les plus chers de ceux que j'aime. Et je quitte un peuple qui m'a reçu comme un fils. Cela me blesse profondément. Je vais défendre sur de nouveaux fronts la cause que tu m'as enseignée, l'esprit révolutionnaire de mon peuple, avec le sentiment de remplir pleinement le plus sacré des devoirs: combattre l'impérialisme partout où il se trouve. Ceci réconforte et adoucit les blessures les plus profondes.

Je déclare une fois de plus que je dégage Cuba de toute responsabilité, exceptée celle qui en fait un exemple. Si ma dernière heure me trouve sous d'autres cieux, ma dernière pensée sera pour ce peuple et particulièrement pour toi. Je te suis reconnaissant de ton enseignement, de ton exemple, et j'essaierai d'être digne des conséquences finales de mes actes.

J'ai toujours été en plein accord avec la politique étrangère de notre révolution et je continuerai à l'être. Où que je sois, je ressentirai la responsabilité d'être un Cubain révolutionnaire, et ce, tant que je vivrai. Je ne suis pas triste de quitter mes enfants et ma femme sans rien leur laisser. Je suis content qu'il en soit ainsi. Je ne demande rien pour eux, car je sais que l'Etat leur fournira suffisamment pour leurs dépenses et leur éducation.

J'aurais encore tant à dire, à toi et à notre peuple, mais je sens que ce n'est pas nécessaire. Les mots ne peuvent pas exprimer ce que j'en voudrais tirer, je pense que ce n'est pas la peine d'aligner des phrases.

En avant vers la victoire!

La Patrie ou la mort!

Je t'embrasse avec toute ma ferveur révolutionnaire.

"CHE"

UN NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE pour "Che" Guevara

A UNE PRESENTATION PUBLIQUE du nouveau Comité central du Parti communiste de Cuba, Fidel Castro a annoncé qu'Ernesto "Che" Guevara n'était plus dans le pays. Il était parti au cours de l'année pour "un nouveau champ de bataille dans la lutte contre l'impérial-

isme". Castro lut une lettre de Guevara qui, dit-il, lui avait été remise le premier avril:

"Je sens que j'ai achevé la partie de mon devoir qui me liait à la Révolution cubaine sur son territoire et je te dis adieu, ainsi qu'aux camarades et à ton peuple qui sont déjà miens. J'abandonne formellement mes fonctions dans la direction nationale du parti, mon poste de ministre, mon rang de commandant, et ma citoyenneté cubaine...

"Ma seule faute a été de ne pas avoir eu plus confiance en toi dans les premiers temps dans la Sierra Maestra et de ne pas avoir compris assez vite tes qualités de leader et de révolutionnaire... Je suis fier de t'avoir suivi...

"D'autres nations réclament mes modestes services... je laisse derrière moi mes plus chers souvenirs et ceux que j'aime le plus. Je vais porter l'esprit que tu m'as inculqué sur des nouveaux champs de bataille... dans la lutte contre l'impérialisme...

"Je libère Cuba de toute responsabilité... Même si ma mort a lieu ailleurs, ma dernière pensée ira à son peuple et particulièrement à toi."

Castro n'a pas dit pourquoi il avait choisi de faire cette révélation à ce moment précis. Mais il était assez clair qu'il ne pouvait plus la retarder. La veille, la nouvelle avait paru que le sommet de la direction révolutionnaire cubaine avait été réorganisé et le nom de Guevara n'était pas sur la liste.

Parmi les changements significatifs était le nom du parti. Auparavant Parti Unifié de la Révolution Socialiste, il est devenu le Parti Communiste Cubain. Il est évident que ce n'est pas une réédition du Parti communiste de l'époque stalinienne du fait que les anciens chefs staliniens sont maintenus à la base. C'est là un processus qui dure depuis trois ans. Le Bureau Politique est fermement castriste; en font partie, Fidel Castro, Raul Castro, Osvaldo Dorticos, Juan Almeida, Ramiro Valdès, Guillermo Garcia, Sergio del Valle et Armando Hart.

Des dirigeants du vieux P.C. occupent toutefois encores des postes importants. Blas Roca, par exemple, est au secrétariat du parti. Une concession considérable en ce sens fut la nomination d'Isidoro Malmierca à la rédaction en chef de Granma, un nouveau quotidien issu de la fusion de Revolucion et Hoy (ancien organe du P.C.)

Malmierca fut chef de la sûreté pendant toute la période d'Annibal Escalante. Il fut l'un des principaux personnages déplacés de leur poste au moment où Escalante fut expulsé en raison de ses efforts systématiques pour construire une machine personnelle, bureaucratique, dans le parti et le gouvernement. En tant que chef de la police, Malmierca se joignit à Escalante dans cet effort et des centaines d'actes illégaux, y compris des arrestations arbitraires, lui furent imputés. Cette nomination devrait servir à assurer les idéologues du Kremlin qu'un étroit contrôle sera maintenu sur les propentions critiques des journalistes cubains, particulièrement en ce qui concerne Kossyguine-Brejnev.

Pourtant, le bilan final de la réorganisation et du changement de nom du parti, accentue encore son indépendance vis-à-vis de la vieille machine stalinienne, son identification avec les hommes qui ont mené à bien la Révolution cubaine, et son attachement à l'idéologie du marxisme révolutionnaire.

Qu'a donc à faire "Che" Guevara avec tout ceci? On ne dispose d'aucune information digne de foi. Le gouvernement cubaine a maintenu le secret le plus absolu sur cette affaire.

La presse bourgeoise bien sûr s'est lancée dans des spéculations considérables sur les endroits où se trouverait depuis avril dernier l'homme considéré généralement jusqu'alors comme l'un des trois principaux leaders de la Révolution cubaine. Ces temps derniers on a annoncé deux fois l'arrestation de Gueva-

ra, une fois en Argentine, l'autre au Pérou, pour démentir tout aussi vite ces rumeurs comme non fondées.

Parmi les journaux les plus sérieux, Le Monde de Paris, émettait l'opinion dans son éditorial du 5 octobre, que c'était un cas de"romantisme révolutionnaire"; que Che Guevara "se sentait mal à l'aise dans un régime qui acceptait, plus par calcul que par conviction, le principe de la coexistence pacifique" et qu'il avait simplement décidé "de chercher de nouveau champs de bataille".

Le New York Times (édition internationale du 9-10 octobre)était frappé par le fait que de la douzaine d'hommes qui ont survécu au débarquement de la Granma et ont rallié la Sierra Maestra avec Castro "il est le premier...à abandonner le leader de la révolution". L'éditorialiste du Times ajoute: "Pour ceux qui le connaissaient, il était le dernier dont on attendait la rupture". Le Times entend une rupture personnelle avec Castro à la suite de quoi Guevara"est parti vers quelque mystérieuse ultima Thulé de la révolution, quelque part dans le monde".

Le Times poursuit: "Il est possible que son départ soit dû au simple fait que ses vues ultra-marxistes sur l'economie cubaine ont échoué et qu'il a été abandonné ou changé dès que possible. Une autre explication pourraît être que, tandis que les besoins économiques et militaires du premier ministre Castro l'ont contraint a des relations étroites avec Moucou, Guevara penchait plutôt du côté de Pékin."

Quant à cette dernière supposition,il est clair que l'éditorialiste du Times n'a pas étudié la documentation abondante venant de Pékin. Guevara a été écarté avec la même circonspection que les autres dirigeants cubains des déclarations de Pékin. En vérité les révolutionnaires cubains ont tout fait pour indiquer que, dans le cadre du marxisme révolutionnaire ils mènent une politique indépendante n'inclinant ni vers Moscou, ni vers Pékin.

Dans les spéculations sur le départ de Guevara pour "un nouveau terrain de bataille"quatre faits principaux doivent entrer en considération qui peuvent offrir la solution du mystère.

Le premier est le degré auquel Guevara s'est séparé de Cuba. Il a abandonné ses postes au gouvernement: son grade dans l'armée, sa place dans le parti et même la nationalité cubaine. Et comme si ce n'était pas assez, il a ajouté: "Je libère Cuba de toute responsabilité".

Il est évident que les projets politiques de Guevara réclament que le gouvernement soit démonstrativement et même ostensiblement libéré de toute responsabilité vis-à-vis de ses actions. Il est admis par tous ceux qui le connaissent-- y compris ses pires ennemis-- que, quoi qu'il fasse, ce sera toujours en authentique révolutionnaire qui met la cause, même au-dessus de ses liens familiaux les plus intimes. Pourquoi faudrait-il qu'il se dissocie publiquement de tout? Le gouvernement cubain ne serait-il pas fier d'être lié aux futures activités révolutionnaires de Che Guevara, l'un de ses principaux fondateurs?

Le second fait est la suite de déclarations prononcées par Guevara pendant son voyage en Afrique au printemps dernier. Elles cherchaient toutes à promouvoir la révolution coloniale, à forger des liens de solidarité entre les révolutions d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie et... il émit quelques critiques qui causèrent à coup sûr de l'émoi à Moscou. Il parla du devoir des "pays socialistes" d'aider la révolution dans les pays sous-développés et non de faire des profits dans les échanges commerciaux avec eux, de l'avantage qu'offre leur vulnérabilité sur le marché mondial où ils doivent entrer en compétition avec des pays industriellement avancés et il appela à envoyer des armes à ceux qui en ont besoin dans les luttes révolutionnaires.

Le troisième fait est très simple. Après son retour à Cuba, ses discours ayant eu un retentissement mondial, Gue-

vara ne fit plus aucune déclaration publique.

Il serait assez vraisemblable de supposer que l'équipe Kossyguine-Brejnev adressa à La Havane une vigoureuse protestation au sujet des déclarations de Guevara en Afrique et de certaines critiques lancées à leur intention.

Il semblerait aussi vraisemblable de conclure qu'il fut décidé de faire une concession à Kossyguine-Brejnev en cette matière, car Cuba est extrêmement vulnérable, soumise à l'énorme pression du colosse impérialiste nord-américain, à seulement quatre-vingt-dix milles, et il n'y a pas d'autre source d'aide effective sur une large échelle que l'Union soviétique. Partant de là,Castro a suivi une politique plus circonspecte, calculant évidemment que, s'il doit commettre une erreur, ce doit être du côté de la prudence. La sécurité de la forteresse cubaine, par le maintien des meilleures relations possibles avec l'URSS, a,en fait,été l'axe principal de sa politique étrangère.

Ce qui s'est passé entre Castro et Guevara, bien sûr,nous ne le savons pas. Les dirigeants révolutionnaires cubains ont parlé, en privé, franchement et ouvertement sur tous les problèmes qu'ils ont rencontrés,depuis qu'ils ont constitué leur équipe. Ce fut aussi, très probablement le cas en cette occasion.

Mais il se peut que l'incident ait rendu plus net le dilemme crucial auquel font face les révolutionnaires cubains. Ils ont décidé de faire tout ce qu'ils peuvent, y compris de douloureuses concessions, pour conserver des liens solides avec l'URSS. D'autre part ils savent bien que la politique de "coexistence pacifique" de Moscou constitue un grave et permanent danger pour leur révolution. La Révolution cubaine doit recevoir un support nouveau d'autres révolutions, surtout dans l'hémisphère occidental, entrant en liaison avec elle dans les limites d'un certain temps, si elle ne veut pas souffrir une défaite éventuelle. Ce besoin fondamental a constitué la trame de la politique cubaine vis-à-vis de l'Amérique latine. Ainsi, dès le départ, La Havane a appelé sans trêve les peuples de l'Amérique latine à suivre l'exemple cubain.

Le nom de Guevara a été associé le plus intimement avec le mode de lutte spécifique à Cuba --la guerre de guerilla-- non parce que ses vues sont différentes de celles des autres mais parce qu'il a pris le temps d'écrire un manuel sur ce sujet et de décrire l'exemple cubain en détail comme un modèle concret pour remporter des succés semblables dans d'autres pays où les conditions sont favorables. Son manuel a été lu avidement jusqu'à la dernière phrase dans plus d'un camp de guerilleros, dans la grande cordillière qui descend du Mexique à travers les Andes.

Et pourtant, cinq ans se sont passés sans aucune nouvelle victoire. En fait, une très grave défaite a été subie lors du coup d'Etat contre-révolutionnaire du général Castelo Branco qui prit le pouvoir au Brésil en avril 1964.

Venons-en maintenant au quatrième fait: c'est l'escalade de Johnson au Vietnam qui a commencé le 7 février et a crû dans des proportions sanglantes précisément au moment où Guevara revint à Cuba de son voyage afro-asiatique. La réaction de La Havane à l'escalade au Vietnam fut tout à fait différente de celle de Moscou ou de Pékin.

L'équipe Kossyguine-Brejnev est allée se cacher sous le lit. Ses protestations n'ont pas été au delà de la permission donnée aux étudiants de manifester devant l'Ambassade américaine à Moscou, et de casser quelques vitres. A cela sont venues s'ajouter les quelques protestations verbales habituelles qui pourraient être réutilisées au cas où le Pentagone protesterait contre les bruits de moteur d'un chalutier soviétique. En fait les bureaucrates du Kremlin ont eu une attitude si scandaleuse que le Département d'Etat a des arguments solides pour les présenter comme ayant un "intérêt commun" à l'escalade agressive.

Pékin a fait mieux, du moins dans le domaine des hurlements. Mais Pékin non plus n'a pas entrepris à ce jour de contre-action. Et si Mao doit conserver à l'esprit la vulnérabilité de la Chine à une attaque nucléaire en l'absence d'un important soutien de Moscou, il n'a même pas poursuivi la mise sur pied de sa promesse d'envoyer des volontaires -- si besoin était.

La Havane au contraire en vint très rapidement à suggérer un plan d'action qui réclamait une réponse très ferme comme la seule manière réaliste d'arrêter l'agression impérialiste américaine et de la faire reculer. Ces propositions furent avancées par Castro lui-même dans plusieurs déclarations publiques; et les Cubains ont montré leur sérieux en apportant une aide visible(des chargements de sucre) pour la lutte.

Les Cubains se rendent compte que ce n'est pas seulement la défense de leur pays qui est en jeu au Vietnam, mais toute la révolution coloniale et tous les Etats ouvriers. En plus, ils voient ce qui est évident pour des millions de gens dans le monde: l'escalade de Johnson dans la guerre fait en fin de compte peser la menace d'un conflit nucléaire. En bref, la Maison Blanche a mis en jeu le sort de l'humanité.

A Guevara, le premier, il doit apparaître que des efforts extraordinaires doivent être faits pour surmonter les échecs, pour renverser les effets de la défaite au Brésil, pour mobiliser plus d'énergies que jamais,pour remporter une nouvelle victoire, pour assurer la défense de larévolution cubaine en faisant progresser la révolution socialiste mondiale en un endroit quelconque oùdes conditions favorables se trouvent ou peuvent être créées.

Est-il si extravagant de concevoir un révolutionnaire comme Guevara se donnant une responsabilité personnelle dans ce programme? Il n'y a pas là la moindre trace de "romantisme révolutionnaire". C'est la même manière de se donner à une grande cause qui a fait de lui un socialiste de premier rang et qui donne son sens à l'existence de chaque socialiste révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui. (Entre autres, Guevara a assumé certaines des tâches les plus rudes de la Révolution cubaine).

Une telle décision de sa part exigerait automatiquement sa dissociation du gouvernement cubain qui doit, bien sûr "coexister" avec d'autres gouvernements, y compris ceux qui ont un caractère de classe totalement opposé. En particulier ses activités ne pouvaient être tolérées sans mettre en danger les relations avec Moscou. Si notre supposition est correct, le "nouveau terrain de bataille dans la lutte contre l'impérialisme" de Guevara est quelque chose qui se situe au niveau de la politique d'un parti marxiste révolutionnaire qui est fondamentalement internationaliste et fatalement en opposition avec la ligne dangereusement capitularde du Kremlin et les protestations sans effets de Pékin.

Il est sans intérêt, en l'absence d'informations précises, de discuter si c'était là la meilleure solution pour Guevara, si ce qu'il pourra faire dans son nouveau rôle fait plus que compenser le tort qu'a causé sa disparition de la scène publique.

De toute façon, le principal problème politique qu'ont à résoudre les révolutionnaires cubains et le rôle qu'y joue Guevara sont assez claires. En tant que partisan de leur révolution,nous ne pouvons que soutenir les Cubains dans leurs héroïques efforts pour sauvegarder ses conquêtes et pour renforcer leur forteresse assiégée;et nous espérons que Guevara pourra contrer de manière effective par son action la passivité de Moscou et Pékin, aider à surmonter les défaites et les reculs de la dernière période,briser l'encerclement et ouvrir la possibilité de faire faire marche arrière à l'impérialisme américain, dans le plongeon qu'il s'apprête à faire tête première, vers la catastrophe nucléaire.

-- Joseph HANSEN

Pas un homme, pas un sou pour cette sale guerre impérialiste!

LA LUTTE OUVRIERE

edito

Vive l'Unité...3

LA CRISE RHODESIENNE...5

Fascisme et démocratie bourgeoise....7

LES GREVES DES INSTITUTEURS...11

Les Elections françaises...13

La Pauvreté montréalaise...15

La Nécessité d'un Parti de Travailleurs...17

66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Québec

Vol. 2, No. 2 (9) le 18 fevrier 1966 15 cents

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 2, No. 2 (9) le 18 février 1966

PRIX D'ABONNEMENT: $1 pour dix numéros

ADRESSE: 66 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Imprimé par les soins de l'éditeur

LES FORUMS SOCIALISTES (en anglais)

on vous invite à une
analyse marxiste bimensuelle
des questions d'actualité à venir:

"Le syndicalisme quebecois"

samedi le 26 février 2 hres p.m.
La situation actuelle -- la possibilité d'un parti syndicaliste, et l'importance d'un tel parti dans l'avenir du Québec
conférencier: Michel Mill

"La Nouvelle Gauche"

samedi le 12 mars 2 hres p.m.
ce qu'elle est et sa critique du marxisme
conférencier: B. Slocock

66 OUEST, RUE GUILBAULT (entre St-Urbain & St-Laurent au sud de l'avenue des Pins.)

LES AUTRES SAMEDIS IL Y AURA UNE SERIE DE COURS (aussi en anglais) SUR LE MARXISME
Sujets:
l'Impérialisme -- samedi, le 19 fév., 2 hres p.m.
La Révolution Permanente -- samedi, le 19 mars, 2 hres p.m.
La Dialectique Actuelle de la Révolution Mondiale
-- samedi, le 2 avril 2 hres p.m.

AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

la révolution vietnamienne américain!

obliger le Kremlin à cesser ses louches conciliabules avec l'agresseur impérialiste au même moment où il n'accorde aux héroïques masses de la République Démocratique du Vietnam et au FNL du Sud-Vietnam qu'une misérable aide au compte-goutte. Reprenez par millions le mot d'ordre "Des avions, des fusées pour le peuple vietnamien!"

Travailleurs, paysans pauvres, militants nationalistes des pays semi-coloniaux: dressez-vous résolument contre l'impérialisme, frappez-le partout à la fois. Profitez du fait qu'il a engagé ses principales forces au Vietnam pour multiplier les nouveaux fronts et abattre ses laquais et ses valets partout où les conditions sont favorables!

Travailleurs des pays impérialistes: dans les manifestations et des grèves, exigez le retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes du Vietnam! Débardeurs, cheminots, camionneurs, refusez de transporter armes et munitions qui aident l'impérialisme à poursuivre sa sale guerre répressive contre le peuple vietnamien en lutte pour sa liberté.

Travailleurs, étudiants, jeunes, soldats, combattants noirs des Etats-Unis: le peuple vietnamien ne demande qu'une seule chose, qu'on le laisse librement disposer de son sort. Votre gouvernement impérialiste mène contre ce peuple le même genre de guerre d'oppression que les Britanniques ont mené contre votre propre Déclaration d'indépendance en 1776, que les impérialistes nazis ont mené contre les peuples d'Europe de 1939 à 1945, que l'impérialisme français a mené contre le peuple algérien de 1954 à 1962. Reprenez le vieux mot d'ordre socialiste: pas un homme, pas un sou pour cette sale guerre impérialiste! Rassemblez-vous toujours plus nombreux, dans un puissant front de combat, pour mettre fin à la guerre, en ramenant aux Etats-Unis les soldats qui tombent au Vietnam pour que les coffres-forts de vos banquiers continuent à se remplir.

Travailleurs du monde entier: Obligez les dirigeants de toutes les organisations de masse, les dirigeants de tous les Etats ouvriers qui prétendent parler au nom du socialisme, à former un inébranlable front unique anti-impérialiste qui fera reculer l'impérialisme sous l'effet des coups terribles qui lui seront portés!

La IVè Internationale, qui groupe aujourd'hui dans quarante pays des sections et des militants révolutionnaires trempés au combat vous appelle à combiner avec le maximum de vigilance et d'esprit critique envers des directions traitres ou incapables, le maximum d'efforts pour unifier dans la lutte tous ceux qui sont prêts à appuyer en pratique l'héroïque peuple vietnamien.

A bas l'agression impérialiste contre le Vietnam!

Vive la solidarité effective du prolétariat mondial avec la révolution vietnamienne!

Vive la révolution socialiste mondiale!

Le Congrès Mondial de la
IVè Internationale.
Le 15 décembre 1965.

éditorial

Vive l'Unité

--LES ACCORDS C.S.N.-F.T.Q.

"AU COURS DE L'ANNEE QUI VIENT DE SE terminer, le chef d'entreprise québécois a pris plus que jamais conscience du besoin de s'organiser et de se donner une meilleure image," dixit La Presse, le 22 janvier, 1966. Au congrès de l'Association professionnelle des industriels, en november dernier, les conférenciers ont en général déploré l'absence d'une représentation valable dans l'élaboration des politiques et ont mis l'accent sur "l'accélération des démarches visant à la formation d'un conseil du patronat qui soit véritablement équipé de tous les moyens techniques et financiers pour exercer une action efficace." Plus loin, dans le même article de La Presse on voit la citation suivante: "On note enfin la hausse en octobre du salaire minimum qui est passé de 65 à 80 cents l'heure." Il paraît que le patronat ait pas mal de "représentation valable dans l'élaboration des politiques" de salaire minimum au moins et on dirait même que le patronat et ces interêts sont très bien représentés par un gouvernement qui fait passer au nom du progrès des hausses de salaire minimum si dégradantes, si insultantes.

Il peut être vrai que le patronat a besoin d'une association centralisée, a besoin "de s'organiser et de se donner une meilleure image... pour exercer une action efficace"mais ceci n'est pas dans le but d'avoir "une représentation valable" quelconque mais plutôt de faire front commun contre les travailleurs et les syndicats. Dans ces phrases sucrées et bien camouflées, le patronat québécois vient de donner un avis aux syndicats qu'il ne tolèrera plus des luttes contre des entreprises séparées. Dès maintenant c'est la solidarité patronale totale.

Pourtant, depuis vingt ans, le tiers des travailleurs québécois qui sont même syndiqués, sont divisés en deux grandes centrales qui mènent une lutte féroce non pas toujours contre le patronat mais trop souvent contre l'autre centrale. Avec à peine 400,000 membres, le syndicalisme québécois se livrait à des conflits dits "inter-syndicaux" mais qui n'étaient très souvent que des luttes fratricides. Pendant que le chômage devenait une sclérose permanente et que 30% de la population montréalaise vivait dans la misère, le syndicalisme québecois, au lieu d'organiser des campagnes de syndicalisation des non-organisés, a dépensé une bonne part de ses énergies, de son temps, et de son argent à faire changer l'adhérence des déjà syndiqués de l'une ou de l'autre centrale. Les non-syndiquées ont entendu des accusations réciproques en termes très souvent "sanglants", des vastes discussions "intellectuelles" pour savoir laquelle des des deux centrales (qui pour eux ne représentent que l'aristocratie des travailleurs) était la plus "révolutionnaire". Ceci n'est guère propice à convaincre les non-syndiqués de la valeur du syndicalisme.

Et pendant que leurs leaders faisaient des accusations de marraudage et d'avoir couché avec les patrons, les syndiqués ont vu l'échec de pas mal de grèves. Ils furent temoins d'injonctions judiciaires qui empêchaient effectivement toute ligne de piquetage; ils virent des patrons engager des "scabs" et des "bouncers" professionels; ils ont vu leurs leaders faire concurrence pour l'aide et pour la coopération d'un gouvernement bourgeois, dont le premier ministre a l'habitude de faire des discours anti-ouvriers et

anti-syndicaux. Et maintenant ils voient l'établissement d'un organisme patronal capable de déclencher un "lock-out" général; mais la grève générale ne s'est jamais produite et les grands chefs syndicaux se sont même prononcés contre cette action de solidarité de tous les travailleurs.

Cependant, depuis deux mois, apparaissent des signes qui donneraient un peu d'espoir que cette situation ridicule est en train de s'améliorer. Pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme québécois, la Confédération des syndicats nationaux et la Fédération des travailleurs du Québec unissent leurs efforts en vue de la signature d'une convention collective unique et ceci pour les ouvriers de la construction, qui ont été jusqu'ici toujours morcelés non seulement dans deux centrales mais dans plusieurs syndicats de métier.

L'industrie de la construction joue un rôle fort important dans la prospérité actuelle du Québec mais le salaire moyen dans cette industrie n'est que $3,500 par année, soit $1,500 au-dessous du minimum nécessaire, établi par le Conseil de Travail de Montréal, pour une famille pour vivre confortablement. En plus de cela, l'industrie de la construction est si complexe que les compagnies ont reconnu depuis longtemps la nécessité de s'unir contre les ouvriers. Maintenant, les ouvriers de la construction peuvent mener une lutte concentrée contre ce patronat. Le projet de contrat de travail, bien qu'il ne soit pas révélé officiellement, semble comprendre des revendications très militantes.

Deux mois avant cette unité de la construction, la CSN et la FTQ ont aussi fait front commun contre le retrait des ouvriers des plans privés de retraite, et une semaine après, la CSN a donné son appui entier aux ouvriers de Coca-Cola, affiliés à la FTQ et qui sont en grève depuis plusieurs mois.

Face à l'unité croissante des patrons québécois, il faut absolument que se fasse aussi l'unité des travailleurs syndiqués. Au lieu de luttes fratricides, les travailleurs doivent demander à leur dirigeants de mener une lutte commune anti-patronale et d'organiser les non-organisés. Il faut mettre fin à la division des travailleurs et commencer à créer une solidarité réelle de la classe ouvrière.

Mais, répondront certains, "Dans cette perspective, l'unité de type fusionniste ne représente pas une solution; Pierre Vadeboncoeur disait à peu près ceci, qui nous semble plein de bon sens: "Si les ouvriers ne sont pas satisfaits des services de leur syndicat, il faut qu'ils puissent changer". La fusion des centrales syndicales, en enlevant aux travailleurs toute solution de rechange, si leur syndicat local se sclérose, risque d'introduire le totalitarisme dans ce domaine." (Paul Bernard, dans le Quartier Latin, du 1er février.)

Tous ceux qui prennent au sérieux la solidarité de classe, doivent répondre ainsi à cet argument: "Si les ouvriers ne sont pas satisfaits des services de leur syndicat, il faut qu'ils mènent une lutte pour se débarasser d'un leadership devenu conservateur et corrompu!" Il faut qu'ils puissent changer le leadership et non pas faire de double syndicalisme, perpétuant donc pour toujours les divisions au sein de la classe ouvrière. La lutte menée au dernier congrès de la FTQ par le "Caucus national" de Daoust et Boudreault, pour se débarasser du groupe conservateur de Laberge, Rancourt et Cie. est un bon exemple de ce qu'il faudrait faire.

Certes, on doit s'opposer à toute fusion ou même collaboration fait par quelques hauts fonctionnaires syndicaux pour des buts purement bureaucratiques. Mais l'unité tellement nécessaire ne se fera pas par des manoeuvres bureaucratiques; elle se fera dans la LUTTE, dans la lutte commune contre le patronat et contre les partis politiques et les gouvernements qui ne représentent que les interêts des patrons.

-- la L.O./M.M.

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI DE TRAVAILLEURS

DEPUIS LA "REVOLUTION TRANQUILLE" LE Québec a connu un essor économique qui a provoqué un essor parallèle de plusieurs mouvements revendicatifs. Les syndicats ouvriers et agricoles ont pris l'offensive et l'on a vu la plus grande vague de grèves depuis la période de l'après-guerre. La "grande noirceur" était finie et le mouvement de masse avait retrouvé sa confiance. A côté de cet essor du mouvement de masse, le Québec a aussi connu une montée de groupements révolutionnaires. Pour la deuxième fois dans l'histoire du Québec, une section majeure de l'intelligentsia et de la jeunesse se tournait vers des solutions révolutionnaires. Et pour la première fois, ces révolutionnaires ont accepté le socialisme révolutionnaire et le marxisme. Mais entre le nouveau mouvement révolutionnaire et le mouvement de masse, il y avait très peu de contact. Car, contrairement à l'Europe et au Canada anglais, il n'existe pas de grands mouvements politiques de la classe ouvrière, donc il n'y a pas de parti "travailliste"ou autre,que les syndicats appuient et où les révolutionnaires peuvent entrer pour faire leur travail de propagande. La lutte des classes s'est aggravée mais seulement sur le plan du pain et du beurre. Pourtant les nouveaux révolutionnaires se sont déjà donnés la tâche de politiser ce mouvement économique de masse. La grande question du "comment" se pose ici mais l'on n'a pas encore trouvé un moyen de concrétiser cette demande.

Tout de même,une aile très importante des syndicats, la Fédération des travailleurs du Québec,s'est déjà prononcée pour un parti "syndicaliste" provincial et l'on sait que des élements assez importants de la Confédération des syndicats nationaux discutent aussi ce problème. Et malgré les raisonnements opportunistes et réformistes des dirigeants officiels du mouvement syndical, il est évident que les conditions objectives les poussent dans cette direction et qu'un certain sentiment pour un parti de travailleurs indépendant des partis bourgeois doit exister parmi les militants de base des syndicats.

Les récentes élections fédérales indiquent qu'une majorité des québécois sont prêts a rejeter les deux partis bourgeois (considérant le vote NPD et le vote Créditiste comme votes de protestation et y ajoutant les abstentions, on arrive au fait que seulement 42% des électeurs montréalais ont voté pour les partis capitalistes traditionnels) et il est insuffisant et superficiel de dire que leur rejet s'était mal exprimé; c'est le rejet lui-même qui est important parce qu'il permet à une autre formation plus efficace de remplir le vide politique ainsi créé. D'ailleurs, il est évident qu'aucun des mouvements révolutionnaires ne puissent se présenter comme le moyen d'échange pour la masse des syndiqués et des cultivateurs mécontents. Ils sont tous beaucoup trop faibles et la conscience des masses au niveau politique n'est pas assez élévée pour les convaincre de la nécessité d'un parti d'avant-garde,ouvertement révolutionnaire. Mais, les révolutionnaires ne peuvent pas dire aux travailleurs et aux cultivateurs d'attendre jusqu'au moment où le mouvement révolutionnaire deviendra plus fort et plus autorisé. Il faut intervenir dans le mouvement ouvrier tel qu'il est...

A ce point-ci, il est probablement nécessaire de se rappeler des faits les plus élementaires de l'histoire du développement du mouvement ouvrier en général et du mouvement syndical en particulier. Dans différents pays,l'on trouve plusieurs différents types de développement, chaque pays, en fait, ayant son développement particulier, mais il est

possible d'y apercevoir des classifications générales.

En Autriche, en Allemagne, et surtout en Russie, le mouvement ouvrier a commencé comme mouvement politique, un parti. C'était le premier pas. La Social-Démocratie espérait, au début, que la prise du pouvoir fut toute proche, mais le capitalisme fut assez fort pour continuer plus longtemps. Une longue période de prospérité força la Social-Démocratie à organiser des syndicats économiques. Dans de tels pays où le syndicalisme économique était inconnu, ces organisations furent initiées, bâties et dirigées par le parti politique de la classe ouvriere.

Un autre type de développement s'est présenté dans les pays latins de l'Europe occidentale, en Italie, en France et surtout en Espagne. Ici le parti politique et les syndicats se sont développés indépendemment et furent, au début, même hostiles l'un à l'autre. Le parti fut une machine parlementaire et les syndicats furent dominés par des anarcho-syndicalistes qui refusaient toute action politique. Maintenant, à cause de differents facteurs (le fascisme qui a écrasé les syndicats en Espagne, et une conquête consciente de la part des partis en France et en Italie) les syndicats européens sont étroitement liés aux partis politiques. Chaque parti politique ayant une base ouvrière quelconque, contrôle sa fédération syndicale à lui; en France par exemple CGT-PC, FO-SFIO, etc.

Le troisième type est fourni par la Grande Bretagne, les E-U et plus ou moins par les anciennes colonies d'Angleterre. L'Angleterre est le pays classique des "trade unions". Là-bas, les syndicats ont commencé vers la fin du XVIIIè siécle, avant la révolution française et durant la soi-disante révolution industrielle (aux E-U durant la montée du système industriel). En Angleterre, la classe ouvrière n'a pas eu, au début, son parti indépendant. Les syndicats étaient les seules organisations de la classe ouvrière, en réalité des organisations de l'aristocratie du Travail, de la strate supérieure. La bourgeoisie britannique jouissant d'un contrôle presque absolu du marché mondial, fut capable de donner un peu plus du revenu national au prolétariat. Les syndicats ne formèrent un parti politique qu'après cent ans de lutte purement économique.

Quelles raisons motivèrent ce changement? C'était surtout le déclin météorique du capitalisme anglais au début du XXè siècle. Leur monopole fut harcelé et menacé par la concurrence des USA et de l'Allemagne. La bourgeoisie britannique perdit sa capacité de donner au prolétariat une position privilégiée et les syndicats furent forcés de prendre la voie de l'action politique parce que l'action politique constitue la généralisation de l'action économique. L'action politique des travailleurs fait face non seulement à des sections de la bourgeoisie mais à la bourgeoisie toute entière, organisée dans l'Etat.

Alors, au Québec on pourrait conclure que les caractéristiques fondamentales du développement de style anglais, se présentent d'une façon même plus concentrée étant donné que l'histoire du syndicalisme est beaucoup plus courte ici. Les premiers syndicats ne naquirent qu'au début du XXe siècle et le véritable syndicalisme ne commence qu'à la fin des années '30 et continue dans la période de l'après-guerre. On ne peut considérer les syndicats catholiques de l'avant-guerre comme des vrais syndicats; en fait, la grève de l'amiante constitue le début du changement de ces syndicats, changement qui a abouti en 1962 à la déconfessionalisation du CTCC et la création de la CSN.

Mais qu'est-ce que cela signifie? Qu'un long laps de temps s'écoula avant que de véritables syndicats ouvriers se forment, et que maintenant, il faut qu'ils évoluent vers la formation d'un parti politique. Pour faire face à l'Etat bourgeois, devenu à l'époque de l'agonie de l'impérialisme et du néo-capitalisme, le patron global, il leur faut faire de l'action politique par l'entremise de leur propre parti. Ceci

est le facteur le plus important dans n'importe quelle discussion du syndicalisme ou d'un parti de travailleurs.

Dans le passé les dirigeants du syndicalisme québécois ont réussi à maintenir les syndicats comme simples organes de lutte économique, grâce à la possibilité de faire un front commun avec la néo-bourgeoisie nationale afin de détruire le duplessisme. Il est vrai que cette lutte contre Duplessis et tout ce qu'il représentait, fut très nécessaire et progressiste, mais en s'alliant au Libéraux provinciaux le mouvement syndical s'est donné le rôle du partenaire junior, celui qui doit toujours se plier devant l'autre dans n'importe quel différend. En appuyant les Libéraux et en s'abstenant d'une action politique indépendante, les dirigeants syndicaux ont pavé le chemin de la "trahison" de Marchand, Pelletier et Trudeau et n'ont suivi que la vieille politique corrompue de gompersisme et de collaboration de classe. De plus, ils ont semé beaucoup d'illusions sur la "révolution tranquille" et les progressistes Lesage, Lévesque et Cie. Ces illusions au sein de la classe ouvrière ont produit les majorités écrasantes avec lesquelles les Libéraux ont gagné les dernières deux élections et ont même trompé beaucoup d'honnêtes socialistes.

Cependant, malgré la similarité des deux grandes centrales, elles n'ont pas toujours joué les mêmes rôles. La CSN, et son prédecesseur, s'est alliée au Parti Libéral beaucoup plus vite et s'est indentifiée beaucoup plus complètement avec ce parti bourgeois "progressiste". Ce n'est pas par hasard que seul des anciens dirigeants de la CSN-CTCC sont passés ouvertement au Parti Libéral. La FTQ et ses prédecesseurs ont essayé au début des années'50 de jouer avec l'Union Nationale aux dépens de la CSN et c'est seulement vers la fin de la décade que la FTQ se rangeait dans l'opposition et appuyait les Libéraux. Donc les liens avec les Libéraux provinciaux ont toujours été plus forts pour la CSN que pour la FTQ (peut-être aussi à cause de l'appui de celle-ci au NPD au niveau fédéral). Ainsi il y a un peu de vérité dans les accusations de Laberge à l'effet que le gouvernement provincial favorise la CSN. C'est peut-être paiement pour services rendus mais la CSN est le gagne-petit dans cette transaction.

Et durant ce temps où les syndicats les appuyaient, que faisaient-ils ces progressistes du Parti Libéral? Quel était le rôle historique et économique de la "révolution tranquille"et de "l'equipe de tonnerre"? Le gouvernement Lesage est le représentant de la néo-bourgeoisie canadienne-française, une bourgeoisie financière et industrielle. Comme tel il fut forcé de détruire les aspects arriérés de la société duplessiste et de tenter d'intégrer le Québec dans la société industrielle nord-américaine. Mais tout ceci devait être fait pour les interêtsde cette bourgeoisie qui est beaucoup trop faible pour lutter ouvertement et individuellement contre la puissance de l'impérialisme anglo-américain. Donc, la bourgeoisie utilisait leur Etat pour faire ce qu'elle n'était pas capable de faire individuellement. L'Hydro-Québec fut nationalisé tout en remboursant les capitalistes américains, bien sûr, pour fournir de l'électricité à bon marché aux petits industriels québécois; la SGF fut créée pour représenter les interêts de cette bourgeoisie d'une façon centralisée; pour obtenir de l'acier à bon marché mais en même temps pour ne pas faire concurrence aux trusts américains et canadiens anglais, la SIDBEC fut créée et le gouvernement provincial défraya les frais d'établissement et garantit les profits sans avoir un contrôle réel. La néo-bourgeoisie voulait faire concurrence à la bourgeoisie impérialiste mais leur faiblesse financiere et même les liens financiers avec ces mêmes impérialistes, établissaient des limites a cette concurrence.

Pourtant, ce jeu de concurrence-non-concurrence de la bourgeoisie contient des dangers très réels pour elle. En essayant de devenir le monopole des monopoles et de protéger les interêts de cette faible bourgeoise nationale, le

gouvernement provincial se met dans une position où il ne peut pas donner trop aux travailleurs mais en même temps il a besoin de l'appui de ces travailleurs dans sa lutte contre la bourgeoisie étrangère. La prospérité créée par ces changements sociaux, a permis quand même au mouvement syndical de demander une plus grande partie des fruits de la hausse de la productivité du travail mais la bourgeoisie nationale n'est pas capable de donner plus et la bourgeoisie internationale exige comme condition de sa coopération que la bourgeoisie nationale pacifie "ses" travailleurs. Ainsi, au contraire de ce qui est possible dans les autres pays néo-capitalistes (ex. la Belgique ou la Suède) le gouvernement de Québec se trouve très limité dans ses capacités d'acheter le mouvement ouvrier.

En même temps que le gouvernement Lesage essaie de pacifier les travailleurs avec la démagogie de Lévesque-Kierans et quelques petites mesures de sécurité sociale (qui, en fin de compte, coûtent beaucoup moins cher que des hausses de salaire), Lesage, lui-même, fait des discours menaçants et tout-à-fait anti-syndicaux. Le rôle de Wagner et du Ministère de "Justice" est assez bien connu et les injonctions judiciaires contre les lignes de piquetage sont trop communes pour être un hasard. L'aide de la police aux briseurs de grève s'accroît et ainsi de suite...

Face à cette combinaison du bonbon Lévesque-Kierans et du fouet Wagner, le syndicalisme québécois n'a pas de solution actuellement. Avec "l'Etat fort" et le "capitalisme contrôlé" du néo-capitalisme et avec la faiblesse financière de la bourgeoisie québécoise, le vieux syndicalisme de lutte purement économique est entièrement dépassé. N'importe quelle grève contre n'importe quelle compagnie, est forcée de faire face au front uni de tous les patrons et du gouvernement. Dans le passé, l'alliance du Ministère de Travail et de la Commission de Relations Ouvrières avec le patronat était beaucoup mieux camouflée, mais à l'heure actuelle, elle devient de plus en plus évidente. Aujourd'hui, les syndicats dans les secteurs-clés de l'économie ne sont plus capables de profiter de la concurrence entre les différentes entreprises; ils se trouvent devant un capitalisme centralisé, lié étroitement au pouvoir d'Etat. Ainsi, les travailleurs syndiqués doivent faire un choix fondamental: ou s'adapter au système capitaliste, c'est-à-dire à l'Etat bourgeois, et chercher sa coopération, ou bâtir leur propre arme pour faire une lutte contre l'Etat-patron.

Jusqu'ici les "leaders" du mouvement syndical ont essayé de remettre cette décision aux calendes grèques. Et, pendant plusieurs années, le militantisme, l'anti-bureaucratisme, l'esprit combattif des militants syndicaux étaient détraqués dans une lutte intersyndicale. Maintenant, avec les accords dans la construction, contre Coke et contre le retrait des ouvriers des plans de retraite privés, cette lutte fratricide commence à se ralentir et mêmes les chefs des deux centrales parlent de la nécessité de faire front commun contre le patronat.

D'ailleurs, l'économie du Québec est en plein essor depuis cinq/six ans. Mais cette prospérité ne durera pas toujours; le néo-capitalisme n'a point éliminé les contradictions fondamentales du capitalisme et si l'économie est actuellement en essor, son déclin sera également brusque et désastreux. Même le "Wall Street Journal" admet qu'il n'y a pas de base réelle pour la prospérité américaine et au Québec avec le manque de capitaux qui existe, les capitalistes ne seront pas capables de se tenir trop longtemps devant un amenuisement sérieux du taux de profit ou du revenu brut. L'Etat bourgeois et même les gauchistes-socialisants, de Lévesque et Cie., montreront leur caractère essentiel à ce moment-là, montreront leurs dents.

Dès lors, les syndicats, en tant qu'organes de luttes économiques, ne seront capables que d'une action défensive; ils perdront des membres et deviendront de plus en plus faibles au fur et à mesure

que la crise s'approfondira créant ainsi de plus en plus de chômeurs. Leur puissance diminuera de plus en plus pendant que les tâches essentielles augmenteront de plus en plus. Le leadership deviendra de plus en plus déconcerté et les militants de base de plus en plus mécontents. Si l'on voudrait que la lutte de classes ne soit pas écrasée, remplacée par la démoralisation, il faudrait que le mouvement syndical se donne maintenant une nouvelle orientation et cette orientation ne peut être que l'action politique.

Il faut absolument que l'offensive ouvrière, qui est maintenant calée au niveau économique, continue afin de donner un coup mortel à la bourgeoisie au moment où la crise arrivera. Ceci est l'importance et l'argument principal pour le slogan d'un parti de travailleurs.

Le fait que les interêts de la bureaucratie syndicale et de la masse des syndiquées coincident à ce point historique, ne change nullement cette perspective quoiqu'il ajoute des complications. Bien qu'ils soient des aides-de-camp ouvriers de la bourgeoisie(où dans les mots trop célèbres de George Meany "les meilleurs défenseurs du système capitaliste") les hauts fonctionnaires syndicaux ne sont pas prêts à se suicider. Leurs salaires, leurs postes de prestige, leur existence même dépendent d'un mouvement syndical indépendant et fort. Ils jouent, donc, une rôle contradictoire: à long terme ils sont réactionnaires mais à courte terme ils défendent avec leurs propres moyens les interêts et l'indépendance du mouvement ouvrier. Ayant trouvé qu'une politique de coalition avec des bourgeois "progressistes et démocratiques" ne marche pas et que la lutte des classes continue malgré la "révolution tranquille",ils sont arrivés au stade de considérer et de menacer de former leur propre parti politique. L'idée d'un parti de travailleurs n'est plus immorale comme elle l'était pour Marchand. Pour eux, un tel parti servirait d'abord de moyen de chantage auprès de la bourgeoisie et deuxièmement, de moyen de canaliser la lutte des travailleurs... une lutte qui menace déjà d'aller trop loin.

Bien qu'il soit bon de savoir et de comprendre la motivation et les tactiques de la bureaucratie syndicale, ce qui est important pour les socialistes révolutionnaires, ce sont les besoins et les exigences des militants de base. Si on se veut socialiste scientifique, il faut que notre politique parte, non pas des désirs subjectifs, des tendances ou des humeurs mais des faits objectifs, de la situation matérielle des différentes classes et de leurs rapports. Il est nécessaire de comprendre pourquoi un parti de travailleurs est essentiel pour la bureaucratie-réformiste afin de se permettre de mieux la combattre pour le leadership de la classe, mais il est beaucoup plus important, plus nécessaire d'analyser la situation objective de la masse des syndiqués et de déterminer à partir de la, ce qui est essentiel pour eux. La politique révolutionnaire dépend et se développe à partir des interêts objectifs des travailleurs et des syndicats. Une autre politique quelconque ne constituerait pas une politique scientifique mais une politique conjoncturelle, démagogique ou aventuriste.

Les syndiqués recevront l'appel pour un parti de travailleurs comme appel à la lutte sérieuse contre la bourgeoisie en dépit des intentions réformistes du leadership. Certes les masses auront des illusions sur les possibilités de prendre le pouvoir avec un tel parti, mais elles le prendront au sérieux. Ceci signifie que, dès le début, il y aura une contradiction profonde entre le leadership et la base, une contradiction que les révolutionnaires seront capables d'exploiter, s'ils sont là-dedans. A ceux qui diront que nous appuyons la formation d'un parti réformiste du genre du "British Labour Party"nous répondrons que ce sont eux, en abandonnant la lutte contre les leaders réformistes,en s'isolant du mouvement politique des travailleurs, qui font de ce parti, un parti réformiste. Il serait sectaire et antidialectique de dire que le parti,surtout au début, ne peut être que réformiste;

ce serait une analyse dogmatique et superficielle qui ne tiendrait pas compte de cette contradiction fondamentale entre les interêts du leadership et les besoins des militants de base.

Nous ne disons pas que le parti de travailleurs serait sans aucun doute révolutionnaire, mais nous ferons tous nos possibles pour le rendre révolutionnaire. Avec un programme révolutionnaire de revendications transitoires entre nos mains, nous dirons que ce parti ouvrier ne peut gagner qu'avec un tel programme et de tels statuts.

Au Québec la situation est telle, qu'elle exige que la classe ouvrière ait un parti, son propre parti. Il serait le premier pas, et un très grand pas, dans l'éducation politique du prolétariat québécois. Ceci est un fait objectif dans le sens que la nouvelle vague de luttes ouvrières et de syndicalisation se trouve déjà partiellement bloquée et arrivera très tôt à une impasse. La seule voie pour les ouvriers déjà dans les syndicats, c'est de se réunir afin de faire une lutte plus généralisée. La classe ouvrière québécoise se trouve devant un choix: ou les syndicats seront castrés ou ils se réuniront dans l'action politique. C'est la situation objective, nous ne l'avons pas créée nous-même, et dans ce sens une agitation pour un parti de travailleurs devient actuellement un pas, non pas abstrait, mais entièrement concret, dans le progrès pour les syndiqués et aussi pour ceux qui ne sont pas du tout organisés. Deuxièmement, elle est une tâche totalement concrète, déterminée par des conditions économiques et sociales. Bien sûr, si nous aurions un choix réel entre un parti de travailleurs de masse et un parti bolchévique de masse, nous dirions voilà l'adresse (c'est-à-dire, le parti révolutionnaire. Mais un parti est absolument nécessaire. Dire que nous lutterons contre le réformisme comme bien sûr on luttera toujours, surtout si le parti ouvrier est en train se former, en bloquant un pas très progressiste, qui pourrait produire le réformisme, est une politique vraiment réactionnaire.

Actuellement, les leaders syndicaux sont en train de reprendre et de formuler un sentiment qui existe parmi "leurs" rangs. Certes, ils le font pour leurs propres raisons. Néanmoins, ils sont certains de provoquer une réaction parmi la base. Le parti ouvrier reste actuellement au niveau d'une idée, d'un mouvement amorphe et indéfini. Le flux ainsi créé au sein du mouvement syndical crée le moment le plus propice pour une intervention de la part des révolutionnaires, une intervention qui dira oui à un parti ouvrier mais ce parti doit avoir une telle perspective et un tel programme. Ne pas intervenir maintenant voudrait dire trahir les interêts fondamentaux de la classe et en plus de cela manquer une opportunité historique de trouver notre entrée, dont nous avons tellement besoin, au mouvement de masse.

-- par M. Mill

à paraître:

La Dialectique Actuelle de la Révolution Mondiale

Un document de la IVè Internationale

"VOICI L'ORIGINE DE LA SAGESSE POLITIQUE DU LEADERSHIP CHINOIS" affirmait Mikhail Souslov, ancien théoricien de Staline et Krouchtchev, et maintenant idéologue de la bureaucratie Brejnev-Kossyguine.

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 2, No. 2 (9) le 18 février 1966

PRIX D'ABONNEMENT: $1 pour dix numéros

ADRESSE: 66 ouest, rue Guilbault,
Montréal 18, Québec

Imprimé par les soins de l'éditeur

LES FORUMS SOCIALISTES (en anglais)

on vous invite à une
analyse marxiste bimensuelle
des questions d'actualité à venir:

"Le syndicalisme quebecois"
samedi le 26 février 2 hres p.m.
La situation actuelle -- la possibilité d'un parti syndicaliste, et l'importance d'un tel parti dans l'avenir du Québec
conférencier: Michel Mill

"La Nouvelle Gauche"
samedi le 12 mars 2 hres p.m.
ce qu'elle est et sa critique du marxisme
conférencier: B. Slocock

66 OUEST, RUE GUILBAULT (entre St-Urbain & St-Laurent au sud de l'avenue des Pins.)

LES AUTRES SAMEDIS IL Y AURA UNE SERIE DE COURS (aussi en anglais) SUR LE MARXISME
Sujets:
l'Impérialisme -- samedi, le 19 fév., 2 hres p.m.
La Révolution Permanente -- samedi, le 19 mars, 2 hres p.m.
La Dialectique Actuelle de la Révolution Mondiale
-- samedi, le 2 avril 2 hres p.m.

Ni bleu ni rouge– Appuyez le PSQ

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 2, No. 10 [illegible]

Vol 2 No 3 avril-mai 1966 No 10

Editoriaux 1

LE NOUVEAU PSQ 5

Luttes contre les injonctions....11

Le RIN — Parti de gauche ? 13

POUR UNE STRATEGIE MONDIALE 17

Auto-détermination ou Négociations au Vietnam ...23

LETTRE OUVERTE À FIDEL CASTRO 29

LES ELECTIONS

DEPUIS LA FONDATION EN 1796 DE L'Assemblée législative de la Province de Québec, le peuple québécois a toujours eu le choix entre deux partis politiques, tous les deux bourgeois. Jusqu'à la Rébellion, l'un de ces deux partis bourgeois représentait une force socialement progressiste et ainsi digne de l'appui des masses laborieuses. Cependant, depuis la suppression sanglante de la Rébellion, la bourgeoisie nationale du Québec s'est montrée incapable de résoudre aucun des problèmes, soit national soit social, de la nation québécoise. Néanmoins jusqu'ici les Québécois n'ont pas eu de choix sauf celui de nommer lequel des deux candidats irait représenter le grand capital à Québec.

D'ailleurs depuis le début du XXième siècle et la prolétarisation et urbanisation du Québec, une autre force sociale est montée -- la classe ouvrière et son avant-garde, organisée dans le mouvement syndical. Cette force sociale, qui représente la vaste majorité de la population, a créé toutes les richesses qui ont accompagnées l'industrialisation du Québec. C'était cette classe, qui par son travail a bâti l'industrie minière, l'industrie de pâte et papier et qui, en fin de compte, est responsable de tout le progrès que la nation québécoise a connu. Or cette classe s'est organisée dans un mouvement puissant mais limité: les syndicats purement économiques. Cette classe n'a jamais étendu sa lutte de l'économique à la politique. Le pouvoir politique demeure toujours dans les mains des bourgeois, des représentants du grand capital. Tout en se livrant à une lutte acharnée contre les capitalistes au niveau de l'entreprise, le mouvement syndical n'a jamais voulu faire le pas suivant, la lutte politique contre les gouvernements et l'Etat que ces mêmes patrons contrôlent.

Après la "révolution tranquille" cette lutte économique s'est aggravée et, en fait, la lutte politique entre le gouvernement bourgeois de "l'équipe de tonnere" et la classe ouvrière des syndicats est devenue de plus en plus évidente. Au dernier congrès de la FTQ on a vu acceptée une résolution proposant la formation d'un parti syndicaliste et Le Travail, organe officiel de la CSN, commence à parler politique depuis la démission de Marchand. Le temps est révolu

où les Laberge et les Rancourt ont pu appuyer ouvertement le Parti Libéral de Lesage et de Lévesque et où Jean Marchand, chef de la CSN, a pu parler de l'immoralité de l'idée d'un parti de travailleurs au Québec. Les grèves de la Régie des Alcools, de l'Hydro-Québec, des professeurs, des étudiants, et maintenant de Manic, plus les injonctions contre n'importe quelle grève et surtout l'injonction contre la grève du SPEQ, ont donné à la classe ouvrière québécoise une preuve empirique que la lutte de classes est surtout une lutte politique.

Pourtant, il semble certain que les leaders syndicaux, malgré leurs bonnes paroles et les résolutions de congrès, n'aient aucune intention de lutter concrètement contre le pouvoir politique du patronat. Encore une fois ils vont appuyer, par leur abstention, le Parti Libéral, parti des patrons québécois.

Nos deux partis traditionnels, les rouges et les bleus, vont se présenter (encore une fois) mais en plus, il y aura probablement quatre autres nouveaux partis qui brigueront les suffrages. Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale se présente avec un programme de "libération nationale" qui laissera en place, selon le leader du parti, Pierre Bourgault, le "Big Business" américain. Le Québec que le RIN veut libérer est une collection d'éléments chimiques appelée "Québec" parce que le RIN n'est pas prêt à rien changer des bases fondamentales du capitalisme, condition d'une libération réelle du peuple québécois. Même selon le leader conjoint du nouveau parti, le Ralliement National, coalition des Créditistes et des nationalistes de droite, ce parti veut représenter la "bourgeoisie professionelle". Il semble aussi qu'un autre nouveau parti se présente, le Parti Conservateur du Québec, parti anglophone complètement anti-québécois et anti-ouvrier.

La classe ouvrière du Québec aura dans un nombre limité de comtés une alternative valable; avec ce qui a été peut-être la décision la plus importante de son bref histoire, le Parti Socialiste du Québec a décidé lors de son dernier congrès, le 6 mars, de présenter autant de candidats que possible selon ses capacités financières et organisationelles. Le programme du PSQ et ses buts à long terme le font un parti capable de représenter d'une façon réelle les interêts de la classe ouvrière. En fait, de tous les partis qui se présentent, le PSQ constitue le seul choix valable, la seule alternative réelle au partis bourgeois ou petit-bourgeois. Là où le PSQ présent des candidats, il faut que tout syndicaliste, tout travailleur, tout socialiste l'appuient activement. Le PSQ peut devenir le parti syndicaliste dont la résolution de la FTQ parlait et peut donner à la CSN la possibilité de faire plus que de parler politique.

Mais le PSQ ne se présentera que dans une dizaine de comtés au maximum, et les travailleurs des autres comtés se trouveront encore une fois devant le choix de voter pour un parti bourgeois ou un autre. Si le leadership officiel des syndicats est prêt à s'abstenir ou à voter libéral, les syndicats locaux et les conseils du travail locaux devraient mettre en application eux-même les résolutions des congrès et les bonnes paroles des journaux syndicaux. Ils devraient présenter leurs candidats. Ils devraient demander au leadership de mettre sur pied ce parti syndicaliste, d'appuyer le PSQ.

En dernière analyse, il faut que tous ceux qui parlent au nom des travailleurs rompent avec les partis bourgeois et commencent maintenant à bâtir le parti des travailleurs qui sera capable de former un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs du Québec. Dans une campagne électorale la seule façon de faire ceci est d'appuyer le parti et les candidats qui peuvent représenter les travailleurs et de présenter indépendament des candidats syndicalistes. POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS, POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS ET DES CULTIVATEURS. IL FAUT APPUYER LE P.S.Q. ET IL FAUT PRESENTER DES CANDIDATS SYNDICALISTES!

M.M./laL.O.

LE NOUVEAU PSQ

APRES L'ENTREE DU CAUCUS DE GAUCHE et du MLP dans ses rangs, le Parti Socialiste du Québec est sorti de son deuxième congrès, tenu à Montréal les 5 et 6 mars dernier, avec une deuxième vie, un nouveau commencement. Ce congrès, qui a fait repartie le PSQ après deux ans d'hibernation, a décidé que le PSQ participera aux prochaines élections provinciales; ceci fait du PSQ une force importante sur la scène politique. Dès ce congrès il est impossible pour tous ceux qui se considèrent socialistes ou révolutionnaires de l'ignorer. Mais avant de discuter le congrès et les tâches des socialistes face au PSQ, il serait bon de donner un bref historique du PSQ. Un parti politique, comme tout autre organisme social ne peut être considéré ou défini sans une étude de ses origines et de son évolution.

En 1961, le NPD fédéral a été fondé à Ottawa et, peu après, un conseil provisoire du NPD a été formé au Québec chargé de préparer le congrès de fondation du NPD provincial. Pourtant, c'était l'époque de la reprise de la conscience nationale au Québec, et le conseil provisoire s'est presque immédiatement divisé en trois tendances autour de la question nationale et de son application sur les structures du nouveau parti. La première tendance, formée de ceux qui sont actuellement à la tête du NPD, voulait une section provinciale pareille à n'importe quelle autre section provinciale et s'opposait à une action politique du nouveau parti sur la scène provinciale; ceci parce qu'ils appuyaient le Parti Libéral et la "révolution tranquille". D'autre part, une autre tendance appuyait l'idée d'un parti québécois totalement autonome sur les scènes provinciale et fédérale. Et la troisième tendance cherchait un compromis entre les deux premières, prônant la formation d'un parti autonome sur la scène provinciale qui laisserait le fédéral au NPD. Aucune de ces trois tendances n'avait une majorité, et après près de deux ans de débats, le conseil a convoqué un congrès d'orientation qui a eu lieu l'été 1963. Les même tendances étaient là, mais finalement la majorité des délégués présents au congrès ont opté pour le compromis voulant un parti provincial autonome et ils ont élu un exécutif provisoire du Parti Socialiste du Québec, sous la présidence de Fernand Daoust, alors premier vice-président de la Fédération des Travailleurs du Québec.

Le congrès de fondation, tenu en deux sessions, l'une à Québec en octobre, l'autre à Montréal en décembre, trouva le nouveau parti encore divisé autour de la question nationale; cependant cette fois-ci les tendances furent divisées entre ceux qui étaient carrément indépendantistes et ceux, la majorité, qui prônaient une espèce d'Etats associés. Néanmoins un programme plus ou moins radical fut adopté et un bureau exécutif, représentatif des deux tendances, fut élu sous la présidence de Michel Chartrand. En octobre 1963, le premier numéro du journal du PSQ, Le Peuple, parut. Les délégués au congrès de fondation sortirent prêts à batir le parti des masses

Au moment d'aller sous presse, on vient de recevoir la nouvelle que les élections provinciales auront lieu le 5 juin. Le PSQ présentera certainement plusieurs candidats. Il faut les appuyer activement en travaillant dans la campagne électorale. La tâche principale des socialistes québécois est maintenant très précise: organiser des campagnes PSQ efficaces, passer des tracts, faire du porte-à-porte. Il faut tous travailler maintenant en fonction de l'élection et de la politisation des travailleurs québécois.

québécoises mais leurs espoirs furent rapidement déçus.

Après deux mois de discussions âpres de la question nationale au sein du Bureau exécutif, cinq membres du Bureau démissionèrent parce que la majorité refusa d'ajouter à leur position un paragraphe disant que le Québec devrait se sécéder du Canada si une entente avec le Canada anglais s'avérait impossible. En même temps le leadership de la jeunesse du parti, la Jeunesse Socialiste du Québec, démissiona également. Ce leadership de la jeunesse avait fondé la revue parti pris et fonda quelques mois après leur démission le Club parti pris, devenu plus tard le MLP. Le deuxième et dernier numéro du Peuple parut en mars 1964. Sauf pour publier certains documents, le PSQ se mit en "hibernation" de laquelle il ne sortit qu'au récent congrès. A l'époque, il semblait que le PSQ était mort pour toujours.

En octobre 1965, le PSQ entreprit sa première action publique depuis la scission, en participant avec le Mouvement de Libération Populaire à la formation du Centre d'Etudes Socialistes MLP-PSQ qui donnait des cours sur différents sujets d'intérêt aux socialistes québécois. Ensuite, vers la fin de 1965, avec l'approche des élections provinciales l'exécutif tronqué du PSQ décida de tenir un congrès du parti pour décider si oui ou non le PSQ participerait aux élections. L'attitude de certains membres du PSQ s'exprime dans leur affirmation qu'ils entendaient faire "un petit congrès harmonieux qui décidera de ne pas participer aux élections provinciales". Mais au cours des mois suivant cette décision, les membres du Caucus de Gauche d'une part, et du MLP d'autre part, se joignèrent en bloc au PSQ et tous les deux furent fortement en faveur d'une participation aux élections. C'est à partir de l'entrée des membres du Caucus de Gauche et du MLP que la deuxième époque du Parti Socialiste du Québec commence.

Il y eut donc trois grandes tendances au congrès du PSQ: l'ancien PSQ, le Caucus de Gauche, et le MLP. La première tendance fut assez hétérogène, n'étant tenue que par les liens historiques d'avoir été, pour la plupart, membres-fondateurs, et représenta une espèce de centre. Le Caucus de Gauche, groupe qui trouve ses origines dans une scission, pour des raisons nationalistes, du Parti communiste canadien en 1947, mais qui est maintenant anti-nationaliste, représenta une aile droite sur la majorité des questions. Le MLP, descendant du Club parti pris, fondé par l'ancien leadership de la jeunesse du PSQ, constituait une aile gauche, carrément indépendantiste. Le seule chose qui regroupa ces trois tendances assez divergentes fut la perspective d'un parti de travailleurs, d'un parti de masse qui pourrait représenter la classe des travailleurs. Tous les trois groupes étaient prêts à faire des compromis afin de réunir leurs forces et de travailler pour la formation d'un tel parti. Avec ces forces et avec ces buts le deuxième congrès du PSQ fut tenu sous le thème de l'unité de la gauche.

Toutefois, comme tout le monde le sait, l'unité n'est une bonne chose que si elle est faite autour de quelque point unificateur. Le point unificateur du congrès fut cette perspective du parti de travailleurs. Chacune des tendences voyait cette perspective d'un point du vue différent mais étaient d'accord pour exiger que tous ceux qui parlent au nom des travailleurs rompent avec les partis politiques de la bourgeoisie, soit étrangère, soit québécoise, et qu'ils forment un parti de classe capable de continuer la lutte de classes sur le plan politique. Qu'est-ce que c'est que cette perspective? Il est nécessaire que ceux qui se considèrent marxistes-révolutionnaires soient très clairs sur ce point. Avant de considérer le congrès lui-même et ses résultats il faut reconsidérer ce problème.

Un article dans le dernier numéro de La Lutte Ouvrière traitait d'une façon plus étendue la perspective marxiste du parti de travailleurs et, ici, il n'est nécessaire que de souligner les grandes lignes de cette orientation.

La lutte de classes, partout dans le monde et non seulement au Québec, est surtout une lutte pour le pouvoir politique. Jadis, la bourgeoisie put prendre le pouvoir économique bien avant de prendre le pouvoir politique. La révolution bourgeoise ne fut donc rien que la consécration dans l'Etat des rapports de classes économiques déjà existents. Mais la révolution bourgeoise fut la dernière révolution sociale dans la cadre de la propriété privée. La révolution à venir, celle du prolétariat, détruira pour toujours la propriété privée et n'est possible que si la classe ouvrière prend le pouvoir d'Etat. Alors, bien que la politique ne soit que l'économie condensée, la classe ouvrière devra prendre le pouvoir politique avant qu'il ne lui soit possible de prendre le pouvoir réel de l'économie. Ces généralisations justifient aussi bien un parti bolchévique qu'un parti de travailleurs mais à l'heure actuelle la tâche de tout socialiste est d'expliquer ces simples faits à tous les travailleurs du Québec.

Plus précisément, la classe ouvrière du Québéc a eu récemment des preuves assez empiriques mais vivantes de la justesse de cette idée de la primauté de la politique pour les travailleurs.- Le mouvement syndical du Québec connait à l'heure actuelle un essor formidable d'organisation et de luttes militantes mais déjà, en pleine période de "boom", il se heurte de plus en plus souvent contre des obstacles d'ordre politique.

M. Serge Mallet, du Parti Socialiste unifié de France, conférencier invité au congrès du PSQ, s'entretient avec le socialiste Michel Chartrand, sous le regard du président réélu, M. Jean-Marie Bédard.

Le capitalisme industriel, où les syndiqués étaient capables de faire la grève contre une seule entreprise, n'existe plus; on est entré depuis longtemps dans l'époque des trusts et des monopoles où une grève contre une entreprise devient tout de suite une grève contre toutes les entreprises. La grève de la construction à Montréal nous indique ceci très clairement. L'Association de Construction de Montréal, union patronale, est très centralisée bien que les travailleurs de la construction se trouvent divisés non seulement entre deux centrales mais aussi en plusieurs syndicats de métier. Face au patronat, la division n'a jamais été une tactique efficace. Pourtant en plus de la concentration directe du patronat, les québécois ont vu augmenté le rôle économique de l'Etat, soit directement comme patron dans le secteur étatique, soit indirectement en

fournissant des forces de police ou plus sérieusement en donnant des injonctions judiciaires au patronat contre les grévistes. L'Etat est devenu à l'époque du "capitalisme de contrôle" (comme l'appelle Kierans) le monopole des monopoles et n'importe quelle grève contre n'importe quel monopole devient une grève contre l'Etat, contre le pouvoir politique. Néanmoins nos syndicats québécois ne font rien sur le plan politique. Le pouvoir politique est laissé sans menace dans les mains des partis bourgeois et le mouvement syndical se contente de faire des luttes perdues d'avance sur le plan purement économique.

Voilà la situation objective; les syndicats, en fait toute la classe ouvrière, ont besoin de leur propre parti politique même pour mener une lutte efficace sur le plan économique. Les syndiqués, cependant n'en sont pas conscients et le syndicalisme québécois est essentiellement un syndicalisme d'affaires. La tâche principale des socialistes, reconnue depuis assez longtemps, est de politiser ce mouvement syndical. La seule façon de le faire est de demander aux syndicats, à tous ceux qui parlent au nom des travailleurs, à toutes les organisations de la classe ouvrière, de rompre avec les partis bourgeois et de faire leur entrée sur la scène de bataille politique. Au moment où la classe ouvrière québécoise aura son propre parti, même réformiste, un grand pas en avant sera franchi et le terrain pour la formation éventuelle d'un parti révolutionnaire sera en train de se préparer.

Gardant en tête cette perspective du parti de travailleurs revenons au PSQ et au congrès de mars. Comme cela a déjà été indiqué, il y eut trois grandes tendances au congrès et l'unité de ces tendances parut parfois assez fragile. La question nationale, ancien point de division, fut réglé, au moins temporairement, par un compromis qui donna au PSQ une base très large sur cette question, permettant aux indépendantistes et aux non-indépendantistes de participer au parti sans abandonner leurs positions. Le fameux paragraphe, voulant que le PSQ proclame l'indépendance du Québec si une entente avec le Canada anglais est impossible, fut ajouté au programme sans débat et le programme précis du PSQ vis-à-vis la question nationale fut défini comme étant un de "mesures socialistes faites en fonction du Québec". Le débat sur la question nationale n'est certainement pas fini au sein du parti mais tous les socialistes peuvent maintenant débattre cette question si importante au sein du parti et non plus dans des polémiques entre petits groupuscules.

Une ébauche d'un programme, en sept parties, fut adoptée par le congrès apres plusieurs heures de débats âpres mais très démocratiques. Un résumé du programme est disponible à tous ceux qui en veulent au local du PSQ, mais soulignons ici certains points majeurs du programme. Le PSQ se définit comme parti de classe, voulant représenter "tous ceux qui sont exploités par le capitalisme" et croyant que "les forces du monde de travail doivent s'exprimer dans un parti indépendant des industriels, des patrons et des financiers." Egalement, "Le PSQ croit que seul un régime socialiste assurera aux travailleurs, exploités en tant que producteurs et consommateurs, le contrôle de la vie politique, sociale et économique, afin d'assurer la liberté et l'épanouissement des individus et du peuple du Québec."

Le programme économique du Parti prône "la nationalisation des institutions financières" et "la socialisation progressive des grands moyens de production et de distribution". Mais le débat sur un amendement proposant l'auto-gestion des industries étatiques indiqua que certains membres du PSQ partagaient l'avis des capitalistes que les ouvriers ne sont pas capable de diriger leurs propres affaires. Quant à la sécurité sociale le principe suivant fut adopté: "Les socialistes ne veulent pas soulager la misère, la pauvreté, les inégalités; ils veulent les supprimer. Ce n'est pas aux effets que les socialistes s'attaquent mais aux causes."

En fin de compte le programme adopté

communique de presse du PSQ appuyant la Marche sur Ottawa

C'est sans réserve que nous condamnons l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam. C'est une violation des accords de Genève. C'est une négation du droit inaliénable du peuple vietnamien au contrôle de sa destinée -- se son droit en tant que nation à l'autodétermination nationale.

Mais en plus d'être une répression barbare de la lutte du Vietnam pour son indépendance nationale, l'intervention américaine est une offensive contre-révolutionnaire qui a pour but d'enrayer la marche du socialisme dans le sud-est asiatique. En soutenant de toute la force de sa puissance militaire le régime réactionnaire de cet infâme général Ky, l'impérialisme américain se révèle comme l'ennemi le plus implacable du progrès social dans le monde. Et si l'impérialisme américain peut ainsi envoyer ses hordes fascistes à Saint-Domingue et au Vietnam, il pourra demain les dépêcher au Québec afin d'y écraser la révolution nationale et sociale(l'operation Camelot"l'a indiqué assez clairement).

Nous appuyons la manifestation de samedi parce que le temps est venu de dire au gouvernement d'Ottawa que les socialistes québécois réprouvent son attitude servile à l'égard de la politique américaine; de lui faire savoir que le Québec, fidèle à ses traditions anti-impérialistes n'entend pas se faire engager à son insu dans la guerre du Vietnam. Pas un homme, pas un cent pour cette sale guerre!

Nous devons secouer le gouvernement et lui faire comprendre que le retrait des troupes américaines et le rétablissement de la paix au Vietnam sont des questions autrement importantes que l'affaire Munsinger. Il est temps que le parlement émerge de la boue où l'ont plongé les vieux partis capitalistes et qu'on y discute les problèmes qui mettent en jeu la paix mondiale et les vies de millions d'êtres humains.

Montréal, le 22 mars 1966

est radical et satisfaisant,sauf le programme agricole qui fut renvoyer au comité politique parce qu'il était parfaitement capitaliste "de gauche" Toutefois, deux éléments essentiels d'un programme socialiste furent absents: il n'y eut pas de programme syndical ou international. Ce fut un manque terrible que le PSQ aura certainement à corriger à son prochain congrès. Heureusement, il y eut deux résolutions soumises au congrès par des membres au sujet de l'agression impérialiste des Américains au Vietnam. Ces deux propositions furent adoptées et un amendement proposant la participation officielle du Parti à la Marche sur Ottawa du 26 mars fut également adopté.

Durant la dernière heure du congrès les délégués débattirent la question majeure du congrès, la participation aux élections. Chacune des deux lignes de pensée sur ce sujet fut également représentée. C'était surtout les nouveaux membres du PSQ qui prônèrent la participation aux élections surtout comme moyen de propager les idées du parti et de se faire connaître. Les camarades Pierre Maheu, rédacteur de la revue parti pris, et Henri Gagnon, président du Caucus de Gauche, qui furent les représentants de ceux qui voulaient participer voyaient aussi la participation aux élections comme moyen de souder dans l'action l'unité du PSQ et de trouver de nouveaux membres et militants. Les camarades Michel Chartrand et Emile Boudreau de l'ancien Bureau exécutif, et le camarade Hildège Dupuis, furent les représentants

de ceux qui s'opposèrent à la participation surtout pour des raisons techniques de la faiblesse du parti et des mauvais effets qu'une grande défaite d'un parti si nouveau et faible auraient. La grande majorité des délégués optèrent finalement pour une participation mais le nombre de candidats et les autre détails furent renvoyer à la discrétion du nouveau bureau exécutif. Ce bureau fut composé des principaux leaders des trois tendances du parti afin de réaliser l'unité de ces tendances.

Cette décision du congrès fut peut-être la plus importante prise pendant les deux jours de débats sérieux. Avec sa participation aux élections, le PSQ offre enfin aux travailleurs québécois une alternative valable auxpartis bourgeois et petits-bourgeois. Les possibilités pour le PSQ de réaliser en son sein l'unité des forces socialistes et des masses laborieuses sont mille fois plus grandes, maintenant qu'il offre un travail pratique et concret aux militants socialistes et à tous les travailleurs conscients de leur classe et de la nécessité d'une action politique indépendante de la part des travailleurs.

Malgré tout ce potentiel, lorsqu'on essaie du définir préciséemment le PSQ, on trouve qu'il n'est ni chair ni poisson. Le PSQ n'est certainement pas un parti révolutionnaire et aucune des trois tendances ne voulaient qu'il le devienne. En même temps le PSQ n'est pas un parti de travailleurs, bien qu'il ait le potentiel de le devenir; il demeure un petit parti, regroupant seulement quelques centaines de militants socialistes, toujours isolés de la grande masse des travailleurs. Le tâche principale du PSQ est de se convertir en parti de masse, d'aller chercher l'appui et l'affiliation des syndicats et des autres organisations de masse des travailleurs québécois. Le PSQ est en fait un parti en flux, en transition, où tout socialiste sérieux a la possibilité et le devoir d'intervenir.

Une autre caractéristique du PSQ, qu'il faut souligner, est celle d'être un parti très démocratique où, bien sûr, des tendances existent, mais où ces tendances peuvent travailler ensemble. Le PSQ a jusqu'ici recruté ses membres sur une base non-exclusioniste et il faut que cette politique continue. Le PSQ, s'il veut réaliser son potentiel de parti de travailleurs devrait continuer à recruter ses membres sur une base programmatique très large: tous ceux qui sont en faveur d'une action politique indépendante de la part des travailleurs. L'unité de la gauche se fera autour de cette idée de la nécessité d'un parti de travailleurs, mais aussi elle se fera dans la diversité des tendances de la classe des travailleurs. Il ne faut jamais tomber dans l'erreur de vouloir une discipline bolchévique sans programme ni perspective bolchévique.

En conclusion, le nouveau PSQ, malgré toutes ses fautes, rèprésente à l'heure actuelle le seul parti digne d'être appuyé aux élections et aussi un potentiel immense pour tous les socialistes et militants syndicaux. La tâche des socialistes est d'entrer au PSQ et d'y travailler afin de réaliser un parti de travailleurs pleinement capable d'élever la lutte de classes, actuellement féroce sur le plan économique, à des luttes généralisées, à la lutte politique. En même temps, cette perspective n'exclut nullement la nécessité d'un mouvement révolutionnaire. Il n'y a pas de contradiction ni pour le PSQ ni pour les révolutionnaires,entre la nécessité d'un parti de travailleurs et d'un nouvement bolchévique. Pour le PSQ ceci veut dire que les militants révolutionnaires, très souvent les plus actifs et les plus efficaces,appuieront et travailleront pour le parti. Pour les militants révolutionnaires le PSQ offre une possibilité de travailler concrètement en politisant les masses; et le mouvement révolutionnaire leur offre la possibilité de coordonner leurs efforts pratiques et de créer le programme révolutionnaire. A l'heure actuelle le PSQ constitue le meilleur véhicule possible pour préparer la révolution socialiste.

-- par Michel Mill

auto-détermination ou négociations ?

"Retirez les troupes US maintenant", "Retour à Genève", "Négociez avec le Front National de Libération": tels sont les slogans qui ont été débattus dans le mouvement contre la guerre au Vietnam ici au Québec et partout dans le monde.

Toutefois, il y a un slogan que tous ceux qui sont reliés au mouvement approuvent. Ce slogan est "Auto-détermination pour le Vietnam". Il est donc approprié d'examiner les autres revendications dans le contexte de ce principe.

Que signifie le droit à l'auto-détermination et est-il important dans le monde d'aujourd'hui des super-puissances et des armes nucléaires?

L'auto-détermination est le principe de base démocratique qui veut dire qu'une nation ait le droit de prendre ses propres décisions. Il signifie que les citoyens d'un pays ont le droit de résoudre tout problème d'ordre civil dans le pays même. Il est important pour deux raisons. Tout d'abord, le respect pour le droit à l'auto-détermination des pays est le respect de la dignité et de l'égalité des divers secteurs des peuples du monde. C'est l'antithèse complète de la théorie du "White Man's Burden", cette justification inventée par l'impérialisme qui prétend que certaines races et nationalités ont le droit d'intervenir dans d'autres pays où la population est considerée trop "primitive" pour savoir ce qui serait le meilleur arrangement pour eux-mêmes. Le slogan de la Révolution Américaine était que ceux qui vivaient en Amérique et non ceux qui vivaient en Grande Bretagne avaient le droit de déterminer comment l'Amérique devrait être gouvernée.

Deuxièmement, le principe d'auto-détermination est d'une importance primordiale dans l'age nucléaire quand l'agression d'une nation contre une autre peut causer la destruction totale de la civilisation.

L'auto-détermination a été clairement violée au Vietnam. Le gouvernement des Etats-Unis est intervenu dans une guerre civile et essaie de déterminer le résultat. Le "State Department" prétend qu'il n'apporte que de l'aide au gouvernement de Saïgon dans sa lutte contre le communisme tandis que, en realité, le gouvernement de Saïgon est une création des Etats-Unis. Entre 1955 et 1962 notre voisin du sud ne supportait pas seulement financièrement toute l'armée du Vietnam du Sud mais payait même de soixante à soixante-dix pour cent du budget du Vietnam du Sud! Les Etats-Unis ont crée ce gouvernement et l'ont appuyé dès le début. Le moment où les E-U se retireraient du pays, ce gouvernement s'écroulerait.

Les E-U et ses alliés sont les seuls agresseurs étrangers au Vietnam. Il n'y a dans le pays ni de troupes soviétiques ni chinoises et le nombre plutôt petit de vietnamiens du nord ne peut être considéré comme troupes étrangères puisque en réalité le Vietnam du Nord et le Vietnam du Sud ne sont que deux parties du même pays. Même les accords de Genève stipulent que le Vietnam est un seul pays et que la division au 17ème parallèle est temporaire. Les vietnamiens du nord n'ont participé dans la guerre en nombre considérable qu'après les bombardements du Vietnam du Nord qui ont commencé en février dernier.

Est-ce l'auto-détermination quand on

suggère des élections nationales surveillées par un organisme international? Les élections nationales ne représentent-elles pas le droit des vietnamiens de choisir leur avenir?

Quand on analyse cette position, on s'apercoît qu'il stipule que le gouvernement des E-U ne doit retirer ses troupes qu'après les vietnamiens approuvent la présence dans leur pays d'un corps international qui conduirait les élections en leur place. Cette position assume que les E-U ont le droit d'exiger que certaines conditions soient remplies par les vietnamiens avant le retrait des troupes américaines et la destruction du Vietnam. Il désire déterminer le sort du Vietnam quand les E-U arrêtent d'occuper ce petit pays. Le vrai problème est que des puissances étrangères ont déterminé le sort du pays depuis bien trop longtemps, en effet, depuis l'occupation par la France en 1884. Il est temps que nous -- qui sommes préoccupés par cette guerre --voyions les mensonges et subterfuges par lesquels les E-U essayent de justifier leur présence au Vietnam et qui laissent entendre que les vietnamiens sont incapables de gouverner leur propre pays.

Du point de vue vietnamien, les E-U prétendaient être le défenseur de la liberté et de la démocratie tandis qu'ils empêchaient en même temps les élections vietnamiennes en 1956 en supportant la dictature cruelle de Diem et les dictatures suivantes des cliques militaires et en bombardant systématiquement la campagne vietnamienne. C'est ce que les vietnamiens entendent par "démocratie style américain". Quel droit avons-nous de croire les "bonnes intentions" de Johnson?

Le point cardinal est tout simplement que la question des élections doit être laissée aux vietnamiens. Si nous accordons le droit aux E-U d'occuper tout pays pour assurer que des élections aient lieu, nous approuvons automatiquement son intervention dans d'autres pays de monde.

Est-ce que le retrait des troupes américaines causerait un bain de sang avant qu'un gouvernement au Vietnam ne puisse se former?

Il y aurait indubitablement des pertes de sang pendant une courte période suivant le retrait des troupes américaines du Vietnam mais ce serait insignifiant comparé à la mort, la destruction, les mutilations par le napalm, les arbres défeuillés, le riz empoisonné, les villages détruits et le reste, crimes causés par l'intervention américaine dans ce pays pitoyable et lointain. Si Johnson était sincère quand il dit qu'il cherche l'arrêt de ce massacre, il n'aurait qu'à retirer ses troupes qui sont la cause principale de cette catastrophe.

Un cessez-le-feu négocié ou une neutralité imposée n'arrêteraient pas la lutte. L'accord négocié à Genève en 1954 n'a pas empêché la présente guerre à l'intérieur du Vietnam. Il n'y a nul doute que le Vietnam fait face à de problèmes sérieux qui sont la raison de la lutte actuelle; problèmes qui doivent être résolus par le peuple vietnamien. Tout type d'accord de neutralité décidé par les E-U, l'Union Soviétique ou un corps international serait imposé artificiellement et ne pourraient durer. Les mêmes problèmes sociaux existeraient et les mêmes forces s'opposeraient à l'intérieur du pays même.

Même le Vietnam du Nord ni le Front National de Libération n'exigent le retrait complet des troupes américaines avant les négociations. Ne signifie-t-il pas que nous au Canada, pays qui supporte complètement les Etats-Unis dans cette guerre criminelle, n'avons pas nécessairement le devoir de réclamer le retrait immédiat?

Tout d'abord, Hanoi et le FNL disent qu'il négocieront seulement sur la base d'un accord des E-U de reconnaître le droit à l'auto-détermination du Vietnam et le retrait éventuel de toutes les troupes américaines. Il est tout normal que Hanoi qui représente une nation qui se trouve sous l'attaque américaine ait le

droit d'exiger ses conditions préalables aux négociations. Nous, qui vivons dans un pays qui supporte l'aggression américaine au Vietnam, n'avons aucun droit de poser des conditions aux vietnamiens avant que notre allié puissant ne retire ses troupes.

Dans un éditorial publié dans la revue Liberation (numéro de novembre 1965) Sidney Lens, auteur bien connu et expert en affaires syndicales aux E-U soulignait que

> ". . peut-être le Front National de "Libération sera satisfait d'autre "chose que l'auto-détermination "complète et le retrait immédiat "des troupes américaines. Si cela "est le cas, nous n'avons rien "contre un peuple qui a combattu "pendant un quart de siècle les "interventions française, japonaise "et, maintenant, américaine. Dans "ces circonstances un compromis "honorable peut être justifié. "Mais, pour les américains de ré- "clamer un tel compromis à l'a- "vance serait une excuse immorale "des actions criminelles de notre "administration."

Notre message devrait être que les vietnamiens ont le droit absolu de défendre leur pays par les armes, les négociations ou tout autre moyen qu'ils jugent nécessaire et que les américains n'ont droit et qu'ils doivent se retirer du pays.

<u>Si nous désirons voir l'arrêt des hostilités, ne devrions-nous pas demander des négociations?</u>

Johnson a, jusqu'à present, refusé de négocier "inconditionnellement" malgré sa promesse de le faire. Toutefois, il n'y a aucune raison pour nous d'affirmer que l'appel de Johnson pour les négociations, sincère ou non, est la revendication correcte pour le mouvement contre la guerre au Vietnam. Si nous sommes d'accord que les E-U ont le droit de négocier les conditions et de marchander avec les vietnamiens avant que Washington approuve le retrait de ses troupes nous concédons la prémisse à la base de la guerre, notamment que les E-U peuvent intervenir par force militaire dans tout pays qui désirerait instituer le socialisme, le communisme ou toute autre forme de gouvernement que les E-U considèrent contre son "intérêt national".

Ho Chi Minh

C'est le prétexte que Washington donne pour justifier sa position et si nous approuvons cette théorie même implicitement ou pour des raisons tactiques, nous n'aurons plus de base logique pour nous opposer à la guerre. Si nous ne rejetons pas catégoriquement cette doctrine nous supporterons automatiquement toute la propagande qui essaie de justifier la guerre.

Une autre raison pour laquelle nous ne devrions pas réclamer les négociations, même pour des raisons tactiques, est que cela est difficile à faire comprendre aux gens que nous essayons de convaincre. Il est difficile de dis-

tinguer ceux qui s'opposent à la guerre et réclament les négociations de ceux qui supportent la guerre et réclament des négociations. A cet effet, je cite un article qui a paru dans le New York Times du 10 décembre 1965: "Cent quatre-vingt-dix professeurs des universités Harvard et Yale et quinze autres écoles en Nouvelle-Angleterre, collèges et universités, annoncent leur appui complet à la politique vietnamienne de l'Administration... Tel que nous la comprenons, cette politique vise une solution négociée qui donnera au peuple vietnamien l'occasion de déterminer leur propre avenir par des élections libres, la protection des partis oppositionels et une presse libre. Il ne comprend aucune tentative de détruire le régime du Vietnam du Nord".

Le gouvernement des E-U cache sa politique vietnamienne derrière des bonnes paroles. Il n'a pourtant aucun droit d'imposer ses idées aux vietnamiens. Il se peut fort bien qu'ils ont des idées tout à fait différentes de celles de L. B. J. de la signification de la liberté et de la démocratie.

A un niveau pratique, un mouvement qui réclame seulement des négociations exerce moins de pression sur Johnson qu'un mouvement qui réclame le retrait de ses troupes. Par exemple, le jour de Noel 1965 un groupe de gens marchait vers le "ranch" de Johnson lui demandant de prolonger la trêve et de préparer des négociations pour terminer la guerre. Il leur envoya par la suite un message dans lequel il exprimait sa satisfaction de voir tant de gens qui étaient préoccupées de la paix au Vietnam et il déclara qu'il faisait tout le possible pour obtenir la négociation avec Hanoï.

Il y a toutes sortes de tentatives de Johnson telles que missions de paix, offensives de paix, trêves temporaires qu'il entreprend pour arrêter les mouvements anti-guerre en donnant une fausse image de la nature de la guerre. La seule base solide que nous avons est de condamner les E-U comme aggresseur, même si des négociations ont lieu et qu'une paix durable ne peut être assurée que par le retrait complet des troupes américaines.

Le retour aux accords de Genève reconnaît-il le droit à l'auto-détermination du peuple vietnamien?

Bien que les E-U aient donné leur accord, il n'existe aucun doute qu'ils ont violé les accords de Genève. Parmi les nombreuses violations, citons la prévision d'élections libres pour l'unification du pays. Le général Eisenhower qui était à l'époque le leader du "Monde Libre" faisait tout dans son pouvoir pour empêcher les élections car, comme il l'a admis plus tard dans ses mémoires, Ho Chi Minh aurait remporté au moins 80% des votes. Au contraire, les E-U construisaient des bases militaires dans le sud immédiatement après la conférence.

Bien que le mouvement anti-guerre ait la responsabilité d'exposer l'hypocrisie des E-U qui d'abord promettent de suivre

une politique déterminée et en réalité font le contraire, cela est un point différent bien à part de la validité des accords de Genève.

La Conférence de Genève en 1954 n'était pas l'occasion qui honorait le droit à l'auto-détermination du Vietnam. Au contraire, c'était une réunion ou les

grandes puissances (la Chine, l'Union Soviétique, les E-U, la Grande-Bretagne et la France) s'assuraient le droit de décider l'avenir du Vietnam. Il est vrai que des délégations de petits pays tels que le Cambodge et le Laos ainsi que le Viet-Minh étaient permises d'assister à la conférence. Toutefois, les décisions étaient prises par les grandes puissances. Pendant des heures des représentants de ces nations se réunissaient dans les salles de conférence à Genève en discutant le sort des cultivateurs de riz vietnamiens. Ils y faisaient des propositions, les discutaient et finalement, après beaucoup de marchandage terminaient à trouver un compromis. Bien que nombre de ces réprésentants donnaient soi-disant le droit au peuple vietnamien de déterminer son avenir, le fait même d'avoir convoqué cette conférence était une violation de ce droit.

Les grandes puissances cherchaient à délimiter le droit à l'auto-détermination; la conférence de Genève le reniait en effet. Toutes les décisions, les élections surveillées par des comités internationaux, la division "temporaire" du pays au 17ème parallèle, toutes sont nulles car elles n'étaient pas prises par le peuple qui était directement impliqué, c'est-à-dire, le peuple vietnamien.

Enfin, il est clair que l'appel au retour à Genève est basé sur la supposition soit implicite soit explicite que le droit à l'auto-détermination du Vietnam est négociable.

Probablement la plupart des porte-paroles en faveur d'un accord négocié soutiennent leur position en disant que c'est la manière la plus pratique pour arriver à une solution du problème. Ils prétendent que l'appel aux négociations est plus pratique parce que cette proposition aura le consentiment du peuple et que cette solution est plus facile à atteindre que la demande d'un retrait immédiat.

Il est vrai que Johnson ira à la conférence avant de donner l'ordre de retirer les troupes. Toutefois, si le mouvement contre la guerre approuve les négociations et si les E-U préparent ces négociations dans un mois qu'adviendra-t-il des réclamations du mouvement contre la guerre? Pendant que les négociations se prolongent les troupes américaines resteraient toujours au Vietnam, les bases existeraient toujours, les E-U marchanderaient le sort du Vietnam et le droit absolu à l'auto-détermination resterait une farce. Le mouvement contre la guerre devrait alors réitérer ses réclamations pour un retrait immédiat des troupes américaines.

Si telle est la logique d'organiser un mouvement réclamant les négociations, nous ferions mieux de réclamer le retrait dès maintenant des troupes américaines.

Il serait tragique si le présent mouvement contre la guerre au Vietnam subirait le déclin qu'a souffert le mouvement pour de désarmament nucléaire lorsque le traité de l'arrêt partiel des essais nucléaires fut signé entre les E-U et l'Union Soviétique. Tel déclin était causé suite à l'acceptation de la demande d'une cessation des essais nucléaires demande principale du MDN. Toutefois, le danger d'une guerre atomique reste plus sérieux que jamais.

Les seuls qui défendent les slogans réclamant des négociations sont des libéraux petits-bourgeois à travers le monde qui ne veulent pas voir une confrontation irréconciliable avec le gouvernement impérialiste de Washington. En tête de ce mouvement se rencontrent les partis communistes qui suivent docilement la politique de Moscou d'une coexistence pacifique. Cette politique déclare qu'il y a des tendances pacifiques et belliqueuses de la classe impérialiste américaine et que la tendance pacifique doit être appuyée. Cette politique les a guidés à supporter le Johnson "pacifique" contre le Goldwater "belliqueux" dans les élections présidentielles de 1964. Partout les partis communistes essayent par tous les moyens de

(suite page 28)

AUTO-DETERMINATION OU NEGOCIATIONS...

(Suite de la 27eme page)

freiner la montée du mouvement contre la guerre en le limitant par leur politique de coexistence pacifique.

Il est particulièrement important que les socialistes québécois se rendent compte de notre objectif et qu'ils ne donnent pas dans le panneau d'un support inadvertant à l'exploiteur impérialiste du sud. Les corporations américaines ont investi des milliards de dollars au Québec, surtout dans les mines et les forêts. Ces investissements rendent des profits énormes qui remplissent les coffres de Wall Street. Ils essayeront de sauvegarder ces investissements à tout prix y compris l'intervention militaire comme ils l'ont fait partout dans le monde. Comme l'a souligné le Parti Socialiste du Québec dans un communiqué de presse supportant la Marche sur Ottawa le 26 mars dernier dans le cadre du deuxième Jour de Protestation Internationale contre la guerre au Vietnam:

> "Et si l'impérialisme américain
> "peut ainsi envoyer ses hordes
> "fascistes à Saint-Domingue et au
> "Vietnam, il pourra demain les dé-
> "pêcher au Québec afin d'y écraser
> "la révolution nationale et sociale
> ("l'opération Camelot" l'a indique
> "assez clairement)."

Donc, tous ceux que sont honnêtement intéressés à mettre un terme à cette sale guerre impérialiste doivent réclamer le retrait immédiat des forces américaines du Vietnam et la fin de toute complicité canadienne à la guerre.

- par R. Silverman

les manifestations du 18 février & du 26 mars

Contre la Guerre au Vietnam

Vendredi le 18 février, malgré le froid et un vent mordant, 2,000 montréalais manifestèrent leur opposition à la sale guerre de Johnson au Vietnam. La manifestation avait été organisée par le "Comité d'Urgence pour la Paix et l'Autodétermination au Vietnam", comité formé plusieurs semaines auparavant par une quarantaine de groupes dont l'UGEQ, le PSQ, le Parti communiste, le NPD du Québec, et la Ligue Socialiste Ouvrière.

Les manifestants se groupèrent au Carré Dominion et montèrent jusqu'au consulat américain. Faisant preuve d'un vigoureux esprit militant, criant des slogans tels que "Le Vietnam aux vietnamiens" et "Yankee Go Home", ils occupèrent toute la largeur de la rue, bloquant le traffic durant l'heure de pointe.

Dans la soirée, quelque mille personnes assistèrent à une réunion organisée par le comité, et à laquelle Staughton Lynd, un professeur américain et leader du mouvement contre la guerre, et Robert Cliche, chef du NPD au Québec, dénoncèrent le rôle joué par les américains au Vietnam.

A la suite de l'énorme succès remporté le 18 février, un "Comité pour la Paix et l'Autodétermination au Vietnam", comité permanent, fut formé. Sa première tâche fut d'organiser la participation montréalaise à la Marche sur Ottawa du 26 mars entreprise dans le cadre des "Journées internationales de protestation" établies par les mouvements luttant, aux Etats-Unis, contre la guerre; le but de cette marche était de mettre à nu la complicité d'Ottawa dans cette sale guerre. A son congrès tenu au début de mars, le PSQ vota, avec une majorité écrasante, son soutien à cette manifestation.

Quelques 400 montréalais se joignirent à 3,000 de leurs camarades canadiens-anglais à Ottawa ce 26 mars, formant ainsi une des plus grandes manifestations contre la guerre dans l'histoire du Canada. Les manifestants montréalais exigèrent, dans leurs slogans, le retrait immédiat des troupes américaines, la fin de toute complicité dans cette guerre, et le droit à l'auto-détermination pour le peuple vietnamien.

Plusieurs orateurs, dont Jean-Marie Bédard, président du PSQ, adressèrent la foule assemblée. Bédard dénonca l'action contre-révolutionnaire des troupes américaines au Vietnam et l'identifia comme faisant partie d'une large attaque contre le socialisme partout dans le monde. Il fit remarquer que la présence des "Marines" au Vietnam pourrait amener la présence de ces mêmes "Marines" au Québec, qui lui aussi a commencé une lutte pour son auto-détermination, d'où l'importance accrue de la solidarité internationale.

L'action de protestation massive à Ottawa n'a représenté, cependant, qu'une petite partie d'un large mouvement international dans lequel participèrent 50,000 manifestants à New York, 10,000 à Paris, et 10,000 à Rome, et qui s'est même étendu au Vietnam où des manifestations, commencées à Hué, secouent toujours le gouvernement fantoche du Général Ky.

par B. Slocock

Lettre ouverte à Fidel Castro

NOUS VENONS DE PRENDRE CONNAISSANCE du texte intégral du discours de clôture que vous avez prononcé à la Ière Conférence Tricontinentale, publié par "Prensa Latina" en date du 20 janvier 1966. Ce texte est marqué, d'une part, par un souffle révolutionnaire incomparable, lorsque vous proclamez que "pour la révolution cubaine, le champ de bataille contre l'impérialisme s'étend au monde entier", lorsque vous promettez que "le mouvement révolutionnaire dans n'importe quel coin de la terre pourra compter sur des combattants cubains", lorsque vous réaffirmez aux impérialistes américains que le seul moyen pour eux d'obtenir la paix, c'est de se retirer du Vietnam, lorsque vous appelez les révolutionnaires latino-américains à étendre la lutte armée à un nombre sans cesse croissant de pays, pour éviter que les forces impérialistes puissent être concentrées contre les forces révolutionnaires d'un seul des peuples frères. Lisant cette partie de votre discours, nous nous sentons plus que jamais solidaires de cette orientation et de cette action.

Mais il est marqué aussi, d'autre part, par des attaques calomnieuses systématiques contre le trotskysme, le mouvement trotskyste et le programme trotskyste dans leur ensemble, attaques dont le caractère injustifié nous a profondément indignés et révoltés.

Vous avez ouvert aux participants de la Première Conference Tricontinentale et livré à l'opinion publique mondiale, un "dossier" fait d'amalgames et de rapprochements qui ne résistent pas à un examen tant soit peu objectif.

Vous faites état des déclarations d'un certain Felipe Albaguante selon lesquelles Che Guevara aurait été assassiné à Cuba, et vous présentez cet individu comme le "chef des trotskystes mexicains", sur la foi d'un câble de l'agence de presse impérialiste UPI.

Or, ce Felipe Albaguante n'est ni le "chef" ni même un membre de l'organisation trotskyste mexicaine. Il n'en est pas à sa première provocation; il avait déjà fait une déclaration provocatrice le 26 novembre 1963, attribuant l'assassinat d'Oswald par Jack Ruby au Parti Communiste. Dès le 30 novembre 1963, le camarade Pierre Frank, membre du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale, avait démenti de la manière la plus expresse que cet individu ait quoi que ce soit à faire avec le trotskysme et la IVème Internationale. Cette déclaration

fut envoyée à Cuba, à vous personnellement, ainsi qu'à de nombreux responsables cubains.

S'il s'agissait pour vous de connaître la vérité et non de vous saisir d'un prétexte pour attaquer le mouvement trotskyste, vous auriez pu demander à vos services de documentation -- qui fonctionnent bien -- des renseignements sur le provocateur Albaguante, et ces services vous auraient alors fait parvenir notre déclaration du 30 novembre 1963.

A la déclaration de cet individu, vous reliez des articles d'Adolfo Gilly, publiés dans des hébdomadaires de gauche Marcha et Mondo Nuovo, ainsi que dans la revue Monthly Review, qui ne sont pas des publications trotskystes. Il faut tout d'abord signaler que les citations de Gilly que vous mentionnez ne parlent nulle part d'un assassinat de Che Guevara; elles disent seulement que Che Guevara a quitté Cuba par suite de divergences politiques avec vous. Mettre sur le même plan des déclarations provocatrices sur un prétendu assassinat de "Che" et l'affirmation de divergences entre "Che" et vous-même, cela s'appelle fabriquer un amalgame. C'est une méthode de polémique et d'accusation malhonnêtes. Vous fabriquez également un amalgame lorsque vous mettez sur le même plan que les déclarations provocatrices d'Albaguante, un extrait du journal La Batalla, organe du P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste Espagnol) qui ne fait pas partie de la IVème Internationale et qui n'a parlé que de divergences entre vous et Che Guevara.

Vous établissez ensuite un lien entre Gilly et un groupe qui s'intitule trotskyste, qui a scissionné avec la IVème Internationale et qui est dirigé par un nommé Juan Posadas. Vous donnez une large publicité aux critiques irresponsables que ce groupe adresse à Cuba et à son gouvernement, notamment sur l'affaire du départ de Che Guevara de Cuba et sur une prétendue insuffisance d'aide de Cuba aux révolutionnaires dominicains. Vous savez que les positions irresponsables de ce groupe ne sont nullement les positions de la IVème Internationale, organisation fondée par Léon Trotsky, organisée à l'échelle mondiale, représentée par des revues, des périodiques, des bulletins édités officiellement dans un grand nombre de pays, et qui parviennent à Cuba et à ses réprésentants à l'étranger. Or, ces publications contiennent un article du camarade Joseph Hansen, éditeur de l'organe trotskyste des Etats-Unis, The Militant, intitulé "Un nouveau champ de bataille pour Che Guevara", qui donne une interprétation responsable du départ de Che de Cuba.

Nous vous avons fait parvenir, dès le 20 janvier, expressément, nos prises de position sur le départ de "Che" Guevara de Cuba, et vous auriez le devoir de préciser devant l'opinion révolutionnaire internationale, que seule une petite fraction scissionniste avait adopté une attitude irresponsable sur cette question, les organismes officiels de la IVème Internationale et la grande majorité du mouvement trotskyste internationale se montrant, à cette occasion comme toujours, des défenseurs acharnés de la révolution cubaine. Malheureusement, cette rectification ne viendra pas parce que votre bonne foi n'a pas été surprise. Le texte de votre discours laisse supposer, en effet, que vous utilisez la confusion pour chercher à discréditer et à attaquer le mouvement trotskyste dans son ensemble. Pour ne prendre qu'un seul exemple -- vous savez fort bien que l'organe représentatif des trotskystes italiens n'est pas celui à diffusion insignifiante que vous citez, mais Bandiera Rossa qui existe depuis plus de quinze ans, qui est répandu à des milliers d'exemplaires dans l'avant-garde du mouvement ouvrier, y compris du PC italien, et qui a été le premier journal italien à reproduire la IIème Déclaration de la Havane.

On ne peut interpréter autrement des passages scandaleux de votre discours où vous parlez

> "...de cette chose discréditée,
> "cette chose anti-historique, cette
> "chose frauduleuse qui émane d'él-

"ments tellement compromis au ser-
"vice de l'impérialisme yankee comme
"l'est le programme de la IVème In-
"ternationale" (Prensa Latina, p.11)

ou encore, en rapport avec le Guatemala:

"...ce que la IVème Internationale
"a fait là, ce fut un véritable
"crime contre le mouvement révolu-
"tionnaire, pour l'isoler du reste

Antonio Marcos Von Sosa (à droite), leader du MR-13, mouvement de guerrilleros guatémaltique.

"du peuple, pour l'isoler des mas-
"ses, pour le contaminer avec les
"choses insensées, le discrédit et
"la chose répugnante et nauséabonde
"qu'est aujourd'hui, dans le camp
"de la politique, le trotskysme.
"Car si jadis le trotskysme repré-
"sonta une position erronée, mais
"une position à l'intérieur du camp
"des idées politiques, le trotskysme
"s'est converti dans les années
"suivantes en un instrument vul-
"gaire de l'impérialisme et de la
"réaction" (ibidem, pp. 11-12).

C'est une honte, camarade Fidel Castro, que d'utiliser votre prestige et l'admiration et amour que les masses révolutionnaires du monde entier ressentent à l'égard de la révolution cubaine, pour ressortir des poubelles de l'histoire les calomnies et les mensonges que plus personne n'ose formuler, même en Union Soviétique, après les XXème Congrès du P.C.U.S.!

Le trotskysme devenu "un instrument vulgaire de l'impérialisme et de la réaction"? A quelle époque? Quelles sont vos preuves? Staline a fait assassiner la majorité des membres du Comité Central du P.C.U.S. de l'époque de Lénine, des dizaines de milliers de vieux bolchéviks, y compris Léon Trotsky, le créateur de l'Armée Rouge, sous l'accusation vile et calomnieuse d'être des "agents de l'impérialisme nazi". La guerre passée, les archives ont été ouvertes, des tonnes de documents ont été remuées de fond en comble, y compris par des juges soviétiques au Procès de Nuremberg: pas une pièce, pas une ligne n'a pu être produite à l'appui de cette accusation. Le XXème Congrès du P.C.U.S. a révélé que les "aveux" faits par les victimes de Staline avaient été extorquées à l'aide de tortures et d'autres moyens de contrainte barbares et inhumains. Personne de sensé n'attache plus le moindre crédit à ces calomnies. Et c'est vous, le grand dirigeant de la révolution cubaine, l'homme qui a dit que la révolution a avant tout besoin de vérité, qui repéchez ces infâmes calomnies balayées par l'histoire!

Après la terrible expérience de Staline, plus personne ne croit à des accusations sans preuves, quelle, que puisse être l'autorité de l'accusateur. Prenez garde que vos accusations irresponsables ne se retournent contre vous et ne discréditent gravement -- malgré nos efforts -- la magnifique, l'immortelle révolution cubaine elle-même.

Car, contrairement à ce que vous sem-

blez supposer, le mouvement trotskyste n'est plus aujourd'hui, de par le monde, une poignée de persécutés sans audience, sans influence, inconnus et isolés des masses. Grâce à sa résistance héroïque à l'assaut meurtrier de Staline et du stalinisme, grâce à sa participation courageuse et permanente à tous les mouvements de masse, le trotskysme est aujourd'hui largement connu et identifié par l'avant-garde révolutionnaire dans de nombreux pays. Et cette avant-garde vous posera de nombreuses questions auxquelles vous serez bien embarassé de répondre, camarade Fidel Castro:

Est-il un "vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction" le camarade Hugo Blanco, qui en organisant les paysans pauvres de son pays, en les amenant à occuper les terres que les propriétaires fonciers leur avaient volées, en les poussant à résister les armes à la main à la répression de l'armée et de ces propriétaires, a effectivement déclenché la révolution péruvienne à laquelle vous attachez tant d'importance dans ce même discours?

Sont-ils "de vulgaires instruments de l'impérialisme et de la réaction" les militants trotskystes boliviens qui, à la tête des mineurs armés, ont infligé la première défaite militaire à la réaction de leur pays dans la bataille de Sora-Sora? Est-il un "vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction", le camarade César Lora, leader syndical lâchement assassiné par la réaction et dont les funérailles, suivies par des milliers de mineurs, sont devenues un véritable défi à la dictature militaire? Le camarade Hugo Gonzales Moscoso contre l'arrestation duquel des milliers d'étudiants et d'ouvriers de La Paz partirent spontanément en grève?

Est-il un "vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction" le camarade Kanai Pal, député trotskyste à la diete du Bengale Occidental, arrêté pour sa fidélité intransigeante à l'internationalisme prolétarien, pour son refus d'appuyer la bourgeoisie de son pays contre l'Etat ouvrier chinois?

Sont-ils de "vulgaires instruments de l'impérialisme et de la réaction", les trotskystes des Etats-Unis qui étaient parmi les premiers à lever le drapeau de la défense de la révolution cubaine à l'intérieur même de la principale forteresse impérialiste du monde? Le camarade Farrell Dobbs, candidat du Socialist Workers Party à la présidence des Etats-Unis, qui faisait de la défense de la révolution cubaine le point principal de sa campagne électorale en 1960 et traversa tout le pays, prononçant des discours en défense de cette révolution?

Sont-ils de "vulgaires instruments de l'impérialisme", les trotskystes français qui, les premiers dans leur pays, avaient organisé l'aide politique et matérielle à la révolution algérienne, au moment où le P.C.F. considérait les responsables de cette révolution comme des "putschistes aventuriers"?

Sont-ils de "vulgaires instruments de l'impérialisme", les trotskystes qui aujourd'hui, dans quarante pays du monde, organisent, assistent ou impulsent les comités qui mobilisent les masses en vue d'arracher le retrait inconditionnel des troupes américaines du Vietnam, afin d'aider la victoire du F.N.L. et de la révolution vietnamienne?

Non, camarade Fidel Castro, pour la première fois, on ne vous croira pas lorsque vous lancez cette calomnie, et elle ricochera par votre faute sur le prestige et l'audience de la révolution cubaine dans le monde.

Pour donner un semblant de justification politique à votre attaque injustifiable contre le trotskysme, vous touchez rapidement au cas du Guatemala, en insinuant que les trotskystes sont d'avis que

> "...unifier l'immense majorité de
> "la population en un vaste front
> "révolutionnaire, des secteurs dis-
> "tincts du peuple...les unifier
> "étroitement autour du mouvement de
> "libération dans la lutte contre
> "l'impérialisme, ce serait absurde,
> "ce serait contre-révolutionnaire."

Nous accordons notre appui entier au mouvement de guérilla du Guatemala. Nous ignorons qui est responsable de la division survenue dans ce mouvement, bien que votre récit semble en imputer la responsabilité non au commandant Yon Sosa, mais au commandant Turcios, puisque vous le louez "pour s'être séparé (se sont vos propres termes) du mouvement du 13 novembre". C'est pour le moins une étrange manière de défendre l'idée du front unique révolutionnaire, anti-

Hugo Blanco, (deuxième à gauche, debout), leader trotskyste des paysans péruviens sans-terre.

impérialiste, que de glorifier la scission de ce front sous le prétexte que la collaboration est impossible avec ceux qui collaborent avec les trotskystes. Quoiqu'il en soit nous devons récuser énergiquement votre insinuation selon laquelle les trotskystes soit au Guatemala, soit au Vietnam, soit ailleurs, considèrent "absurde" ou "contre-révolutionnaire" la constitution d'un front unique anti-impérialiste. C'est une calomnie supplémentaire.

Les trotskystes, les marxistes révolutionnaires, sont et restent partisans du front unique anti-impérialiste le plus large, de la collaboration sincère de toutes les forces au sein de la révolution coloniale, prêtes à porter des coups à l'ennemi impérialiste. Mais ils ajoutent deux enseignements de l'histoire, deux enseignements déjà formulés par Lénine, que tout le cours de la révolution depuis 1917 a confirmé encore et toujours.

D'abord, que le parti du prolétariat et des paysans pauvres ne doit sous aucun prétexte abandonner son indépendance organisationnelle au sein du front unique anti-impérialiste; car seuls le prolétariat et la paysannerie pauvre sont capables de combattre l'impérialisme sans réserves ni réticences, jusqu'au bout. Ensuite que si, sous prétexte de constituer un front unique anti-impérialiste et de gagner à ce front la "bourgeoisie nationale", on adapte en fait le programme, les mots d'ordres, les formes et moyens d'action non pas aux aspirations et aux possibilités des larges masses, mais à l'unité avec la "bourgeoisie nationale", alors on abdique en fait la direction du mouvement anti-impérialiste et on constitue avec elle et sous sa direction un "bloc de classes" qui aboutit aux défaites et aux désastres les plus sanglants.

Pour ne pas remonter trop loin en arrière, il suffit de se pencher sur le cas récent du Brésil, où tout le mouvement fut subordonné aux directives et aux initiatives d'un Goulart, qui ne pouvait pas ne pas capituler devant l'impérialisme, et sur celui de l'Indonésie, où le même bloc, appelé "Nasakom" a abouti au massacre de 100,00 communistes et à l'emprisonnement de 100,000 autres militants, pour se rendre compte du fait que l'enseignement et les avertissements des trotskystes à ce propos ne sont pas dénués de tout fondement.

C'est aussi ce que le peuple cubain proclame clairement dans la IIème Declaration de La Havane, s'inscrivant ainsi en faux contre la politique menée par les PC et confirmant la justesse de la théorie de la révolution permanente:

"Dans les conditions historiques "actuelles de l'Amérique Latine, la "bourgeoisie nationale ne peut pas "diriger la lutte anti-féodale et "anti-impérialiste. L'expérience a "montré que dans nos pays, même "quand ses intérêts sont en contra-"diction avec ceux de l'impérialisme "yankee, cette classe a toujours "été incapable de lui résister, par "crainte de la révolution sociale "et des masses exploitées".

Trotsky l'avait déjà dit dès 1905 dans sa théorie de la révolution permanente. Partout où le mouvement ouvrier révolutionnaire a pris lui-même la direction de la révolution, la menant sans interruption jusqu'à la victoire de la révolution socialiste, il a triomphé: ce fut le cas en Russie en 1917; en Yougoslavie en 1945; en Chine en 1949, au Nord-Vietnam en 1954; à Cuba en 1959-60. Partout où il a abdiqué ce rôle dirigeant à d'autres classes ou à d'autres forces sociales, on a abouti à de sanglantes défaites. Voilà ce que ne cessent de proclamer les trotskystes, forts des leçons d'un demi-siècle d'expériences révolutionnaires.

Votre attaque contre le trotskysme renforcera objectivement en Amérique Latine, ces forces opportunistes qui récusent en fait les enseignements de la IIème Déclaration de La Havane et les leçons de la révolution cubaine, et qui continuent à prôner la "voie pacifique" et "l'alliance avec la bourgeoisie nationale". Et cela risque d'avoir des conséquences graves pour la révolution latino-américaine.

Vous avez osé, enfin, qualifier d'"anti-historiques" et "discréditants" le programme et l'organisation de la IVème Internationale.

La tentative de discréditer le trotskysme, Staline et la bureaucratie soviétique l'avaient entreprise. Jamais au sein du mouvement ouvrier on n'avait employé pour cela des moyens aussi colossaux -- y compris des assassinats en masse. En 1937, au moment des infâmes procès de Moscou, Léon Trotsky avait lancé sa célèbre prophétie à la tête des maîtres du Kremlin: "La révolution ouvrira toutes les armoires secrètes, revisera tous les procès, réhabilitera les calomniés, dressera des monuments aux victimes, vouera une malédiction éternelle aux bourreaux. Staline disparaîtra de la scène sous le poids de ses crimes, comme le fossoyeur de la révolution et la plus sinistre figure de l'histoire." A ce moment Trotsky était presque sans organisation, ses amis et ses partisans furent massacrés en grand nombre; Staline à la tête d'une des principales puissances du monde, sortit victorieux de la deuxième guerre mondiale. Mais un quart de siècle plus tard, la prophétie de Trotsky s'était déjà en grande partie réalisée. Aujourd'hui, en U.R.S.S. et dans les partis communistes, malgré les monstrueuses falsifications lancées contre Trotsky, malgré les difficultés qu'ont souvent les militants à accéder à la littérature trotskyste, des deux, de Trotsky et Staline, ce n'est certainement pas le premier qui est discrédité, mais celui qui a sali le drapeau du socialisme en organisant en son nom, les "épurations" et des camps de concentration sur lesquels des millions de citoyens des Etats ouvriers connaissent aujourd'hui au moins une partie de la vérité.

Le trotskysme entreprise anti-historique? Il est le marxisme de notre temps, et tous ceux qui veulent développer de manière créative et vivante l'analyse marxiste des problèmes de l'impérialisme contemporain, du capitalisme des monopoles, de la révolution coloniale, de la construction de la société socialiste, sont obligés de puiser constamment à sa source.

Le trotskysme entreprise anti-historique? Mais depuis la deuxième guerre mondiale, du Chili au Japon, de la Grande-Bretagne à l'Argentine, de Ceylan à la Belgique, de la Grèce et de l'Italie aux Etats-Unis, des jeunes socialistes et des jeunes communistes, avant-garde de leurs pays, rejoignent en grand nombre le trotskysme.

Le trotskysme entreprise anti-historique? Le trotskysme, c'est la lutte pour l'extension mondiale de la révolution socialiste, pour le renversement du capital dans tous les pays, pour l'organisation d'une dictature du prolétariat se confondant avec la réelle démocratie pour les travailleurs et les paysans pauvres, pour l'organisation de l'Etat ouvrier sur la base de comités d'ouvriers et de paysans pauvres démocratiquement élus, pour l'élaboration et le contrôle démocratiques du Plan, pour la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes, pour le libre essor de l'art et de la culture, pour le dépérissement de l'Etat, des classes, de l'économie marchande. Le trotskysme, c'est la lutte inlassable pour recréer une nouvelle Internationale Communiste des masses. Le trotskysme n'est que l'expression consciente de la marche de l'histoire à notre siècle. Aucune force au monde n'empêchera en définitive la réalisation de notre programme, sans laquelle ni le bien-être, ni même la survie du genre humain ne pourront à la longue être assurés.

La IVème Internationale n'a cessé de défendre toutes les révolutions, quelle que soit l'attitude de leurs dirigeants à son égard. Nous nous identifions complètement avec la révolution cubaine et avec ses répercussions en Amérique Latine et dans le monde, quoique vous puissiez dire ou faire contre nous, camarade Fidel Castro.

Rien ne peut arrêter le trotskysme, la IVème Internationale. Mais votre imitation des dirigeants soviétiques et chinois dans l'emploi de calomnies, d'amalgames, de qualification d'"agents de l'impérialisme" en guise de discussions politiques, porteront préjudice à la révolution cubaine.

Au Fidel Castro du 15 janvier 1966, la IVème Internationale et tous les révolutionnaires répondront par le Fidel Castro du 13 mars 1962 qui, à l'Université de La Havane, dénonçait les truquages de textes et la falsification de l'histoire, qui proclaimait que

"...la révolution doit être une
"école de pensée sans entraves..."

et qui disait:

"Devant une génération nouvelle
"qui commence à étudier, qui a soif
"de connaissances, soif de s'engager
"dans l'étude de l'histoire, de
"s'engager dans l'étude du marxisme,
"comment pourrions-nous lui imposer
"des oeillères si grandes que nous
"ne lui permettrions même pas de
"lire le texte entier d'un document
"historique?"

Ils répondront par le Castro qui, dans le même discours, affirmait:

"La révolution doit amener les
"hommes à étudier, à penser, à ana-
"lyser, afin d'acquérir des convic-
"tions profondes, des convictions
"tellement profondes qu'il n'y aura
"pas besoin d'utiliser de tels arti-
"fices (comme la falsification de
"documents). C'est parce que nous
"avons foi dans nos idées et dans
"le peuple que nous ne sommes pas
"si lâches que d'accepter de telles
"choses."

Et au Castro qui vient d'affirmer que le trotskysme est devenu un "vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction", la IVème Internationale lance le défi suivant:

Qu'il soumettre ses preuves devant un tribunal populaire cubain; cinq dirigeants les plus représentatifs de celle-ci sont prêts à être jugés dans un procès public et contradictoire par un tel tribunal, par tout le peuple de Cuba.

Ainsi le peuple de Cuba saura que toute l'activité de la IVème Internationale n'est consacrée qu'à un seul but: la victoire de la révolution socialiste mondiale!

Le 1er février 1966

Le Secrétariat Unifié
de la IVème Internationale

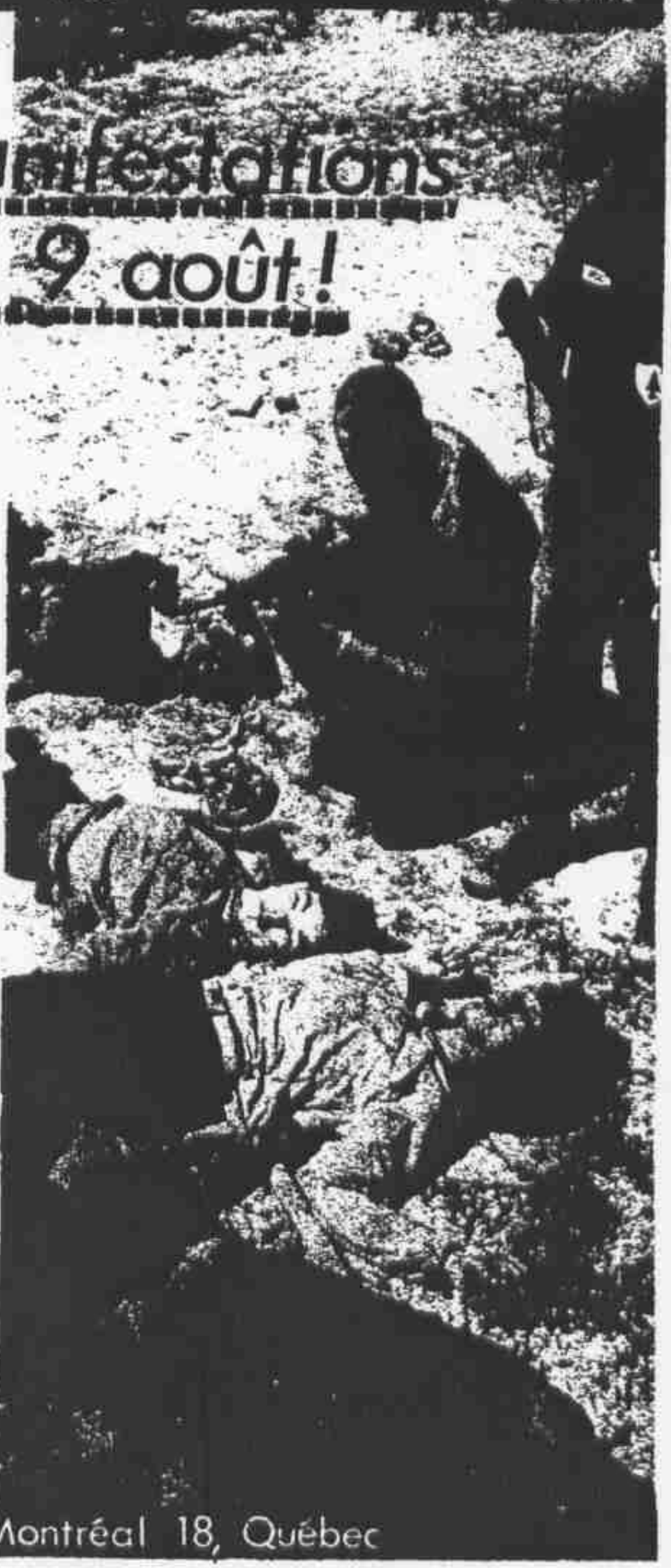
édito

Les droits civils au Québec...3

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 2, No.4 (11) août-septembre 1966 15 cents

Participons aux manifestations du 6 au 9 août!



Un assassinat politique...2

LES ELECTIONS AU QUEBEC...5

La Conférence LSA-LSO...11

L'ESCALADE AU VIET-NAM...13

Un Caucus Socialiste du NPD en Alberta....17

DEUTSCHER ECRIT A GOMULKA...19

66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Québec

terminez immediatement la guerre au Viet-Nam !

... le moment est venu de redoubler les efforts humains pour amener la fin de l'intervention militaire U.S. au Viet-Nam.

...pas un moment ne doit être perdu. En dépit de toutes les objections, critiques et protestations quise sont élevées contre la politique de Washington au Viet-Nam, l'administration Johnson persiste dans l'escalade de son intervention dans ce pays accablé. On parle maintenant de porter le nombre des militaires Yankees au Viet-Nam jusqu'à 400,000 et même 600,000, et cela avant la fin de cette année. Washington poursuit sa politique de soutien à la Junte dirigée par l'infâme Maréchal Ky, en dépit de l'opposition ouverte de ce dernier à tout effort de négociation que les U.S.A. fait semblant de supporter. Ky, nie effrontément qu'il a approuvé la tenue d'élections prochaines et l'installation d'un regime civil, comme cela avait été demandé il y a quelques semaines lors des grands soulèvements populaires, à l'intérieur même des zones controlées par l'armée Américaine.

...le spectacle honteux du soutien militaire par les Etats-Unis d'un tel régime doit être dénoncé et prendre fin. Le 21 anniversaire des atroces bombardements d'Hiroshima et Nagasaki du 6 au 9 août 1966 est une excellente date pour que le pays tout entier, le monde tout entier se mobilise pour demander la paix au Viet-Nam. La menace d'un holocauste nucléaire a trop longtemps plané sur l'humanité. Au lieu d'être chassée, elle est aggraveé par l'actuelle politique Américaine au Viet-Nam.

....l'appel pour les Journées Internationales de protestation, lancé par le Comité pour la paix au Viet-Nam de la 5ème Avenue à New York.

= JOURS DE PROTESTATION 6-9 AOUT

ORGANISONS LA PROTESTATION INTERNATIONALE

AGISSONS POUR DEMANDER

HORS DU VIET-NAM, LES TROUPES AMERICAINES !

ARRETEZ L'AIDE CANADIENNE !

L'ESCALADE AU VIET-NAM

Les bombardiers Américains ont fait sauter les réservoirs de pétrole dans les banlieues de Hanoi et d'Haiphong, ainsi, l'escalade de cette guerre brutale au Viet-Nam, a franchi une marche de plus. Le 28 Juin, les bombardiers des Etats-Unis ont attaqué le centre industriel du Nord-Vietnam. Même le Montréal Star, généralement conservateur et pro-Américain fut amené à protester: "Les Etats-Unis ont attaqué un autre état: Le Nord-Vietnam, commettant ainsi un acte délibéré d'agression," pouvait-on lire dans l'éditorial du 30 Juin. "Les U.S.A. sont un agresseur techniquement, légalement, et moralement, nullement différent de l'agresseur Allemand, il y a une génération. En accroissant les bombardements et en prenant Hanoi et Haiphong pour but, les Etats-Unis ont commis un crime impardonnable, réel ou potentiel, en écrasant des masses de civils. Sans égard pour la façon dont seront instruits les pilotes américains, sans égard pour le coût des dispositifs électroniques, il n'y a aucune raison de prétendre que le bombardement en pointe d'aiguille, ne soit pas une aussi grande folie que ceux du passé. Les civils dans ces agglomérations urbaines bordant les dépôts de pétrole, ont été tués, et en trés grand nombre."

Dans le même style, le Secrétaire Général des Nations-Unies, M.U.Thant a exprimé "ses regrets" pour les bombardements des "régions densément peuplées de Hanoi et d'Haiphong."

L'escalade a un nombre de motivations. Cela signifi l'espoir de forcer (si non d'annihiler) Hanoi, à s'aspostasier, à abattre son moral, et, peut-être l'assistance matérielle limitée au Front de Libération Nationale dans le Sud. Comme les bombardements précédents, il est aussi la conséquence logique de ce mythe que la guerre est est causée par "l'agression du Nord" et que les actions des Américains ne sont que des mesures "de représailles" et que le F.L.N. n'a aucune base de valeur dans le Sud.

Ces bombardements révelent aussi le désarroi des cercles dirigeants Américains concernant le cours de la guerre. En dépit des apports de troupes massives, en dépit des bombardements réguliers sur le nord et le sud du Viet-Nam, les prophéties de victoire restent sans objet. En vérité, le soutien primitif et paysan que l'on appelle: Viet-Cong a à faire face à l'assaut de la plus grande puissance militaire qui ait jamais existée, et il continue la lutte

Lyndon Johnson

terrible sans faiblir. Ceci, joint à l'impopularité grandissante de cette guerre, à l'intérieur même des Etats-Unis, a provoqué cette escalade désespérée, comme décrite ci-dessus, une escalade qui n'a rien appris aux Américains, si ce n'est les critiques du monde entier, même des alliés capitalistes. Ainsi, ce complice de cette guerre, le premier ministre Pearson, se sent obligé de monter dans le même train que De-Gaulle et Wilson.

Moins publié, mais tout aussi notable, est l'accroissement continuel des troupes envoyées au Viet-Nam. Le Président Johnson a souligné lors d'une conférence de presse le 18 Juin à Washington, les intentions des Etats-Unis: "Notre politique est d'utiliser autant qu'il le faudra les forces armées, navales et aériennes, pour atteindre nos objectifs. Je dois faire observer que cela ne signifie pas que nous ne devions pas augmenter nos forces militaires ou le nombre de nos opérations." Les déclarations de Johnson reflètent le véritable dilemme militaire auquel sont affrontés les seigneurs de la guerre à Washington. Leur pantin Ky a été contraint de retirer de plus en plus de troupes du front pour lutter contre l'opposition intérieure dans les villes du Sud Viet-Nam.

Les plans de l'administration pour le Viet-Nam ont été décrits dans le New York Times par le chroniqueur militaire Hansen W. Baldwin dans "Les Nouvelles de la Semaine," le 19 Juin.-"La lente progression de la force militaire américaine au Viet-Nam est maintenant à mi-course. Il est envisagé de porter à 350,000 hommes et peut-être à 400,000 dès la fin de cette année et à plus de 500,000 hommes l'année prochaine. (Si la guerre continue et à moins que l'administration ne change pas les plans actuels.)" La précision avec laquelle le Pentagon a déjà accompli la première phase de son programme de guerre est illustrée par un diagramme qui accompagnait l'article de Baldwin; en janvier 1965, il y a 15 mois de cela, il y avait 23,000 hommes de troupe au Viet-Nam, ayant la qualité de conseillers techniques.

En juin 1965, 4 mois après que les E.U. entrèrent dans une première phase appelée par Baldwin "d'affermissement" avec les bombardements au Nord Viet-Nam, on comptait 51,000 G.I. au Viet-Nam. En Janvier 1966, la phase numéro 1 fut achevée la présence de 181,000 hommes. Au mois de juin de cette année, la phase No: 2 comportait 267,000 G.I. au Viet-Nam.

L'estimation par Baldwin de 400,000 hommes à la fin de cette année représente un niveau d'engagement plus haut que celui jamais atteint en Corée. Mais ceci n'est pas la fin de cette histoire. En Corée il n'y avait pas de guérilleros organisées contre lesquels en avait à lutter.

Il y a une phase 3 pour l'escalade!! Baldwin poursuit plein d'espoir une 'phase de la victoire', qui d'après les plans projetés comportera une nouvelle augmentation d'effectifs. Les chiffres finaux ajoute-t-il "ne sont pas certains; mais les militaires estiment que le nombre des hommes nécessaires se tiendra entre 600,000 et 700,000."

La guerre inspirée par les Américains a, et continuera d'avoir, un profond effet sur la population aux E.U. D'après les U.S. News and World Reports, bien que la guerre au sol soit indécisive, les pertes américaines se chiffrent maintenant à un millier par semains. Dans la semaine finissant le 11 juin, 142 Américains furent tués et 741 blessés. A ce taux les pertes américains pour l'année atteindraient 50,000 morts ou blessés."

Au Viet-Nam même, les atrocités augmentent. Les bombardements massifs des villages, la destruction systématique des récoltes continuent, non diminués, en dépit des protestation internationales contre les nombreuses violations des conventions internationales, notamment l'usage de poisons et de gaz. Suivant les estimations de Robert Guillan, expert dans les affaires d'Extrême

Orient pour le quotidien parisién, Le Monde, rien que dans l'année 1965, 100,000 personnes sont mortes dans les bombardements aveugles au Sud Viet-Nam.

Ho Chi Minh

Les Etats-Unis poursuivent cette guerre au Viet-Nam pour conserver sous leur contrôle le Sud-Est Asiatique et prouver au monde qu'ils sont prêts à écraser tout mouvement organisé travaillant pour une libération nationale et pour le socialisme. Leurs ressources au Sud-Est Asiatique sont énormes. Comme l'indiquait le New York Times, le 12 février 1950, "L'Indo-Chine vaut bien le jeu! Dans le nord on peut exporter de l'étain, du tungstène, du manganèse, du charbon, du bois en grums et du riz. Aussi bien que du caoutchouc, du thé, du poivre et du cuir en abondance, Même avant la deuxième guerre mondiale l'Indo-Chine payait 200 millions de dollars de dividende par année." En 1951, un conseiller du "U.S.A. State Department" réitérait: "Nous n'avons que partiellement exploité les ressources de Sud-Est Asiatique. Néamoins, le Sud-Est Asiatique fournit 90% du caoutchouc brut dans le monde, 60% de l'étain, et 80% de l'huile de noix de coco. Il y a une assez grande quantité de sucre, de thé, de café, de tabac, de sisal, de fruits, d'épices, de résines naturelles, de pétrole, de minerai de fer et de bauxite,"

Comme c'est le cas dans la plupart des régions sous-développées du monde entier, les Etats-Unis, possèdent maintenant la masse de ces ressources. La crainte des classes dirigeantes capitalistes aux Etats-Unis, de ne pouvoir conserver dans leurs mains le contrôle de toutes ces régions est la raison pour laquelle l'humanité doit faire face à une guerre et supporter des bombardements comme ce malheureux Viet-Nam si tourmenté.

Quelles sont les réactions à cette escalade? Il y a eut des protestations partout dans le monde, peu après les bombardements de Hanoi et d'Haiphong. A Londres, 5,000 manifestants entourent le Consulat Américain. A Paris, les touristes Américains se joignirent à des milliers de marcheurs Français. A l'autre bout du monde, à Tokio, des manifestants en furie, forcerent le Sécrétaire d'Etat Dean Rusk à emprunter des voies detournées pour éviter une confrontation avec la foule. Aux Etats-Unis, il y eut des manifestations dans toutes les villes importantes.

A Montréal, le 4 juillet, Jour de l'Indépendance Américaine, un bref appel du Comité pour la Paix et l'Autodetermination au Viet-Nam rassembla 200 militants devant le Consulat Américain, parmi lesquels, la Ligue Socialiste Ouvrière, le P.S.Q., le N.P.D., le Parti Communiste, et le S.U.P.A. Pendant deux heures les manifestants encerclèrent le consulat criant: "A bas l'Imperialisme Américain!" - "Johnson Assassin!"

Le 6 août 1945, l'ère atomique commencait avec le bombardement nucléaire de Hiroshima. 75,000 personnes furent tuées sur le coup, et depuis des milliers meurent du fait de l'empoisonnement radioactif, l'eucémie et autres

causes de l'explosion.

Unissant le bombardement de Hiroshima en 1945 à la guerre au Viet-Nam, le Comité pour la Paix, Cinquième Avenue à New York, ce comité qui a organisé le 26 mars la puissante manifestation des 100,000, lance un appel pour une nouvelle manifestation de protestations pour répondre à cet appel.

A Montréal, le comité repondra aussi à cet appel. La guerre au Viet-Nam qui manifestement dénie au peuple Vietnamien son droit le plus élémentaire, celui de determiner son mode de vie, a une particuliere résonance pour les ouvriers et pour les agriculteurs au Québec qui luttent contre l'assujettissement de leur propre économie et pour leur droit à former une nation; une franche et énergique manifestation de solidarité les 6 et 8 août est pour les québécois un devoir impératif.

-par Robert Silverman

un assassinat politique

LEO BERNARD

octobre 24, 1938 - mai 16, 1966

Déclaration du Comité politique du "Socialist Workers Party" (parti ouvrier socialiste) en date du 17 mai, 1966:

Un jeune socialiste, Leo Bernard combattant pour la paix, a été abattu hier aux quartiers-généraux du SWP par un fou réactionnaire. Deux étudiants de l'Université de Wayne se trouvant avec lui, ont aussi été grièvement blessés.

C'est un événement tragique, inquiétant, et qui n'est pas unique. Il n'y a pas si longtemps, une bombe éclatait dans le bureau du Club Dubois à San Francisco et une autre dans le local du Comité du Jour du Viet-Nam.

Cela reflète donc une tentative du destruction du mouvement de la paix, anti-raciste composé de la jeunesse radicale, d'éléments socialistes. Les victimes du crime de Détroit étaient membres du SWP et du "Young Socialist Alliance" (Alliance des Jeunes Socialistes), deux mouvements très actifs dans la lutte contre l'intervention américaine au Vietnam et dans la lutte des noirs américains pour leurs droits,(Freedom Now). Ce meurtre ist politiquement motivé; le milieu qui l'a engendré, c'est l'atmosphère de chasse aux sorcieres créée par la propagande du gouvernement américain et que la guerre au Vietnam envenime. La Maison Blanche aussi bien que la société John Birch et le Klu Klux Klan propagent parmi le peuple le mythe de la "menace communiste". Le héro américain d'aujourd'hui, c'est le tueur au bérêt vert exercant ses talents en Extrême-Orient.

Ce coup dur encaissé par le mouvement socialiste contre la guerre du Vietnam, est un acte de terreur contre tout mouvement de désapprobation de la politique gouvernementale. Cet événement terrible vient confirmer la déclaration du sénateur Fulbright disant que la peur hystérique de la guerre propagée parmi le peuple par le pentagon et autres forces réactionnaires menace la liberté de parole, les droits civils pour lesquels le peuple américain a combattu avec acharnement dans le passé.

La propagande gouvernamentale a créé pour le meurtrier le climat qu'il lui fallait pour s'armer de sa mitraillette et se mettre en quête de quelques "com-

(Suite Page 4)

un assassinat politique

(Suite de la 2ième page)
munistes" à abattre.

Cet ultra patriote défenseur de la politique étrangère de Washington dirigée contre le "communisme" partout où ils croient le trouver, au Vietnam ou à Saint-Domingue, ressemble à beaucoup d'autres Americains, comme lui racistes à tous crins. En mars, l'assassin fit une demande d'entrer à la Republique de l'Afrique de Sud, avec l'intention de défendre apartheid contre les "communistes". On lui refusa cette faveur et il dut se contenter de trouver des victimes sur son propre territoire.

Le capitalisme américain tend de plus en plus vers la violence. La TV et la radio, la presse, les illustrés glorifient la violence sans dérougir. La suprême folie du système réside dans l'accumulation des armes atomiques poussée à tel point que la race humaine peut être annihilée. La politique de Johnson d'escalade de la guerre au Vietnam fait de cette hypothèse chose possible.

Le SWP en ennemi déclaré de l'impérialisme américain déplorent la mort héroique de Leo Bernard, fait de la voeu de combattre plus résolument que jamais pour la cause qu'il a servie jusque dans la mort.

La meilleure façon d'honorer la mémoire de Leo Bernard, c'ést de se tenir solidement ensemble et de faire face à toutes les attaques des forces réactionnaires.

Défendons la liberté de parole dans notre pays!

Construisons un mouvement de la paix plus nombreux, plus fort!

En avant vers une Amérique socialiste, une société exempte de violence, où la paix, la justice, l'égalité et la victoire contre la misère sont réalisables!

édito

LES DROITS CIVILS AU QUEBEC

La police a joué un rôle véritablement sordide dans la suppression des mouvements de protestation au Québec. A travers tout le régime Duplessis elle a arbitrairement refusé aux mouvements syndicalistes et radicaux et à certaines sectes protestantes, les droits élémentaires d'association, de publication et de liberté de parole. Même parmi les cercles conservateurs l'infâme 'loi-du cadenas' a été une source d'embarras.

Aujourd'hui, sept ans après la mort de Duplessis, en pleine 'Révolution Tranquille', on retrouve les mêmes tactiques d'état policier employées par la police.

Le mouvement séparatiste a constamment été l'objet d'arrestations, d'intimidations, et de tortures par la police montréalaise. Leurs organisations sont incapables d'obtenir un permis pour parler ou manifester dans les parcs de Montréal.

Les tentatives faites pour faire valoir leurs idées par des moyens légitimes sont donc considérées comme illégales.

C'est ainsi que le premier juillet dernier a vu l'invasion du Parc Lafontaine par quelque 300 policiers casqués, matraque au poing. Une cinquante de jeunes furent arrêtés pour avoir "refuser de circuler". Sept journalistes furent emmenés au poste de police. Parmi eux il y avait un reporter de l'organe officiel du RIN, l'Indépendance, qui fut détenu pendant 12 heures avant d'être relaché et qui envisage d'entreprendre des poursuites pour fausse arrestation.

Les tactiques policières envers les mouvements socialistes ne sont pas moins arbitraires. Le numéro de juin du Canada /Vietnam Newsletter rapporte que durant la manifestation du 17 mai contre la visite du Sécretaire d'Etat des Etas-Unis McNamara, "la police de Montréal arrêta sans avertissement une jeune femme qui vendait la CVN sans permis. Après trois heures d'interrogation elle fut relachée sans qu'aucune plainte ne soit portée contre elle." Il n'est pas surprenant que ces tactiques aient été aussi employées contre la Ligue Socialiste Ouvriere, seule organisation socialiste revolutionnaire conséquente au Québec. A plusieurs occasions durant ces derniers mois les membres de la LSO ont été sommés d'arrêter la vente de leur journal sous le prétexte de ne pas avoir un permis, supposément obtenable du Chef de Police. Au Centre Paul Sauvé, par exemple, lors de la réunion des travailleurs de la construction, nos vendeurs de journaux furent forcés par la police municipale de circuler, après avoir été mis à la porte du Centre par la force policière privée.

Il est maintenant nécessaire que les forces de gauche discuttent et se préparent à faire face à cette situation intolérable.

La L.S.O. lance un appel pour opposition vigoureuse à ces répressions répétées qui ont lieu, ni par accident ni par seul ordre de la force policière. Elles font partie d'actions journalières et systématiques de la police qui agit sous les ordres des intérêts du capitalisme au Québec. Leur but est d'étouffer et empêcher tout développement vers un Québec socialiste, conscient de ses intérêts de classe.

A la suite de consultations légales nous comprenons qu'il n'y a rien d'illégal dans la distribution ou la vente de notre journal. Nous allons continuer la vente de la Lutte Ouvrière et sommes

les droits civils...

prêts à faire face à des arrestations et attaquer, à travers les tribunaux, toute restriction à nos droits. Nous donnons notre soutient à des actions semblables menées par toute autre force au Québec. Une unité dans de telles actions constituerait un important pas en avant dans l'imposition d'une défaite, trop long temps attendue, de la police du Québec.

PROTESTEZ CONTRE LA GUERRE AU VIETNAM

3ième Journées Internationales
de Protestation:

Soirée Culturelle

avec
Pauline Julien
Clemence Desrochers
et autres

SALLE PLATEAU/LUNDI/8 AOUT/8:00 HRS.P.M.

Manifestation Populaire contre la guerre au Vietnam; en commemoration de la tragédie d'Hiroshima-Nagasaki
CARRE DOMINION/MARDI/9 AOUT
8 HRES.P.M.

844-7742
Renseignements

Les élections au Québec

La victoire inattendue de l'Union Nationale dirigée par Daniel Johnson lors des élections générales du 5 juillet est principalement le resultat du rejet par la majorité des canadiens-français du parti libéral de Lesage qui a dirigé la province pendant six ans. Dans chaque région, a l'exception du Bas-St. Laurent-Gaspé les libéraux ont perdu du terrain. Non seulement ont ils perdu un nombre considérable de comtés ruraux, mais également six sièges dans les districts électoraux avec une forte domination de la classe ouvrière à Montréal ont élu des députés de l'Union Nationale. Chose frappante, les quartiers de langue anglaise de Montréal sont restés loyaux au Parti Libéral donnant a ses candidats une majorité écrasante de 70 à 90%.

Toutefois, les résultats des élections ne constituent aucunement un mandat populaire de l'Union Nationale. Bien que l'Union Nationale ait gagné 56 sièges, c'est à dire cinq de plus que les libéraux, sa part dans le vote total n'atteignait que 41% contre 47.5% pour les libéraux. Le parti séparatiste "Rassemblement pour l'Indépendance Nationale" a obtenu 5.6% seulement, le Ralliement National (amalgame séparatiste-créditiste de droite) obtint 3.2%. Le reste a été gagné en majeure parti par les indépendants. Dans Montréal métropolitaine où le vote libéral a diminué de 11% comparé aux résultats des élections de 1962, le support pour l'Union Nationale a baissé à 30% à peine. Au total, dans la province, les vieux partis ont perdu 11.1% de leur support précédent en 1962, les libéraux perdant 9% et les Unionistes 2%.

Les experts professionnels politiques de la presse capitaliste ont essayé d'expliquer le caractère indéci de cette protestation anti-gouvernementale se basant sur un comportement de l'électorat québecois paradoxal, c'est à dire que, tandis que dans les élections fédérales les problèmes nationaux divisent les canadiens-français selon les classes, par contre sur le plan provincial les facteurs d'ordre régional jouent encore un role prépondérant dans la détermination des résultats comté par comté. Ceci peut être vrai, pourtant, l'importance de problémes "régionaux" qui n'ont rélativement pas de caractère de classe dans cette élection et la difficulté d'analyser les tendances do vote "nationales" doivent être attribuées surtout à cause de l'absence virtuelle d'un parti gauchiste viable de classe ouvrière. Ainsi, tandis que la présence de candidats du Nouveau Parti Démocratique dans pratiquement tous les districts électoraux du Québec, lors des élections fédérales d'il y a sept mois offrait un tel choix aux partis capitalistes traditionalistes l'absence totale du Nouveau Parti Démocratique dans cette élection provinciale - absence qui n'a aucunement été compensée par la campagne du PSQ dans cinq comtés - a permis le parti du réactionnaire Maurice Duplessis, ennemi des syndicats, de profiter considérablement de l'opposition croissante contre les libéraux.

Cette observation peut être prouvée d'une manière dramatique, par exemple, en analysant les résultats à Montréal qui réprésente 60% de la force ouvrière du Québec. Dans cinq des sièges de Montréal que l'Union Nationale a gagné ou presque des libéraux lors de cette élection, le Nouveau Parti Démocratique a obtenu un grand nombre de votes en novembre dernier. Tous ces sièges se trouvent dans des districts où habitent de nombreux ouvriers industriels canadiens-français. Dans chacun de ces districts le pourcentage de l'électorat qui s'est donné la peine de voter était extrêmement bas, environ 15% en-dessous de la moyenne provinciale de 76% et n'était pas plus élevé que le pourcentage des électeurs dans les districts anglais

s'absenant traditionnellement du droit de vote. Les gains urbains de l'Union Nationale étaient obtenus surtout par défaut.

Contrairement à ce que les commentateurs professionnels disent, les résultats des élections ne peuvent pas être considérés comme signifiant une tournure vers la droite de l'électorat québecois. Considérons les faits suivants:

1) Le support des vieux partis capitalistes a baissé de 11% à travers la province comparé à l'élection précédente de 1962 quand les libéraux faisaient une campagne populaire pour la nationalisation de l'Hydro. Seulement 76% de l'électorat a voté, le taux d'abstention le plus élevé depuis 1952 et l'ère du Duplessisme quand toute opposition au régime était tout simplement écrasé et démoralisé par le manque d'un alternatif viable. Il est évident que beaucoup d'électeurs avaient la même impression lors de cette dernière élection.

2) L'électorat a rejété ouvertement le parti de droit, le Ralliement National. Groupe en hâte juste avant la campagne électorale d'une faction du mouvement séparatiste RN avec l'aile provinciale du Ralliement des Créditistes le RN, le seul parti à faire une campagne contre la "Révolution Tranquille", le résultat était pitoyable, encore moins que Lesage n'attendait malgré l'aide apportée par la machine électorale impressionnante du Crédit Social. Le RN obtînt le meilleur résultat à Montréal dans le district de Laurier avec un total de 691 votes. Dans la province toute entière seulement un candidat parvenait à occuper la deuxième place, huit autres étaient en troisième place d'un total de 90 candidats. Seulement dans les domaines Socred de L'Abitibi et du Lac St. Jean le RN a-t-il pu obtenir de 20 a 30% du vote total. Le support venait surtout d'ouvriers ayant peu de formation politique et la petite bourgeoisie.

3) L'Union Nationale s'est abstenue scrupuleusement de se présenter comme un parti droite des Libéraux. En effet, le chef de l'Union Nationale, Daniel Johnson, a lutté sans cesse pendant les dernières 4 ou 5 années contre l'opposition de la vieille garde du parti pour effacer l'image discreditée et caractérisée par son anoien "chef" Maurice Duplessis. Le parti s'est identifié publiquement avec les mesures progressistes de la "Révolution Tranquille" et même allait jusqu'à critiquer Lesage pour ne pas aller assez vite, surtout en ce qui concerne les mesures prises pour obtenir une plus grande autonomie pour le Québec vis-a-vis le gouvernement fédéral, surtout dans le domaine fiscal et constitutionnel (l'Union Nationale promettait une réduction des taxes par moyen de mesures telles que le "repatriement de contrôle provincial des taxes de corporations"). La ressemblance du programme de l'Union Nationale à celui des Libéraux se resumait dans la similitude de leurs slogans électoraux "Le Québec d'abord" et "Un Québec Fort". Et quand les luttes ouvrières récentes dans les secteurs principaux de la force ouvrière québecoise tel que le service civil entraient en conflit avec le gouvernement, Johnson prétendait d'une façon astucieuse d'allier son parti aux demandes du leadership des syndicats tandis qu'en même temps, évidemment, suggérant une "moderation". C'était ces réactions et non sa défence de la "libre entreprise" (ce que Lesage n'oppose aucunement) qui causait une réaction particulièrement parmi les électeurs ruraux qui étaient surtaxés.

4) Il est également significatif d'analyser les raisons que les électeurs ont données pourquoi ils ont voté contre les libéraux. Ceux oui ont été interviewé par les reporters de La Presse immédiatement après les élections basaient leur opposition

aux libéraux de Lesage sur:

a) la politique de taxation, les taxes au Québec sont parmi les plus élevées au Canada et par tête avec des bénéfices sociaux les plus minimés en retour,

b) leur politique ouvrière, plusieurs citaient le congédiement du chef de l'association de la police, Arthur Vachon et le refus du gouvernement de négocier avec l'association et d'autres syndicats du service civil, c'était la goutte qui a fait déborder la verre. Un des membres du cabinet Lesage qui était battu était Fortin, Ministre du Travail. Sa défaite était attribuée aux votes des ouvriers du textile Dominion en grève et,

c) leur politique agricole, ici encore les difficultés de taxation sortaient. Seulement une personne parmi celles interviewés attribuait la défaite de Lesage à cause de sa supposée impatience de réaliser des réformes modestes. Il est étonnant que personne n'exprimait quelque confiance à ce que l'Union Nationale ait plus de succès à résoudre ce qu'ils considéraient les problèmes les plus pressants auxquels fait face la nation.

Finalement, et ceci est d'une importance primordiale pour pouvoir comprendre cette élection, les résultats ne constituent pas un rejet du socialisme ni d'idées socialistes parce que le socialisme - et les problèmes des classes ne furent jamais posés comme un alternatif signifiant dans cette élection.

Les campagnes menées par le Parti Communiste et le Parti Socialiste du Québec, qui présentaient 4 et 5 candidats respectivement, étaient pour ainsi dire insignifiantes. Les résultats du vote le démontrent: le pourcentage le plus élevé pour le PSQ était à Montréal-Bourget avec 1.1% du vote: pour le PC c'était St. Louis avec 1.7%. Le vote socialiste combiné dans cette élection y compris les 1,088 du PSQ et les 507 du PC constitue le vote le plus bas de la gauche au Québec depuis avant la Première Guerre et cela malgré la fermentation sans précédent qui existe à l'heure actuelle au Québec. Une reconnaissance de l'insignification des campagnes du PSQ et du PC constitue le point de départ pour la gauche en analysant les résultats de cette élection.

M. Johnson

Quelles sont les leçons pour la

gauche québecoise à apprendre de cette élection?

1) Le nationalisme de la petite bourgeoisie et ses expressions les plus consistentes sous la forme du séparatisme de l'RIN et du RN n'est pas un problème populaire. Il y a deux ans, lors de sa plus grande popularité les chefs de l'RIN prédirent "pouvoir en 66". Plus récemment, ils exprimaient l'espoir que l'RIN constituerait l'opposition officielle dans la Législation prochaine. Maintenant nous avons les résultats des élections; aucun candidat élu, et en deuxième place dans deux districts, le comté de Duplessis où le chef du parti Pierre Bourgault se présentait et Outremont (Montréal) où la petite bourgeoisie prédomine. Si l'on déduit les 33 comtés où il ne pouvait même pas présenter un candidat, l'RIN gagnait 7.3% du vote populaire, dans la région métropolitaine de Montréal le chiffre est de 9.4% ce qui est beaucoup moins que les 20% des québecois qui voteraient pour le séparatisme suivant une enquête tenue en 1963 par le magazine MacLean's. Si l'on peut donner une certaine valeur à cette comparaison, le Parti Conservateur du Québec de tendance anglophobe et qui était considéré même par la presse anglo-saxone comme une blague atteignait un vote moyen de 6.4% dans les comtés où il avait presenté des candidats et occupait la deuxième place à Notre Dame de Grace.

En décembre dernier, le Nouveau Parti Démocratique à tendance anglo-saxone gagnait plus de deux fois plus de votes a Montréal que l'RIN obtenait dans cette élection, la plupart d'ouvriers industriels canadiens-français le résultat simplement du fait qu'ils posaient la question d'un parti ouvrier jouissant du support formel de la Fédération des Travailleurs du Québec.

Le Railiement National démagogue sentait le manque de support pour les appels séparatistes et renonçait même ses éléments séparatistes quand il proposait dans son programme un "marché commun" avec le Canada anglais. (La rationale économique d'un état séparé est précisement la création d'un marché "autonome" (national) en érigeant des barrières de tarifs et le contrôle complet par le Gouvernement du Québec et des politiques commerciales.) C'est que l'aile extrême droite du mouvement nationaliste à abandonné en partie... sa nationalisme. Pour les mêmes raisons, les promesses faites par l'RIN de ne pas nationaliser les corporations gigantesques ainsi que leur refus explicite de réduire l'impôt sur le revenu tandis que promettant des réductions de taxes à l'industrie privée, nul doute ceci n'a encouragé la classe ouvrière de supporter cette politique.

2) Dans son analyse des résultats des élections fédérales dans La Lutte Ouvrière du 27 décembre dernier, J. Richard faisait remarquer que le support impressionnant du Nouveau Parti Démocratique était la preuve que"le développement politique de la classe ouvrière indépendant des partis bourgeois doit passer, pendant un certain temps, par le mouvement syndical". Ces résultats des élections provinciales confirment la verité de cette déclaration. On ne peut plus disputer que pendant toute une période, la classe ouvrière québecoise devra passer par une expérience intermédiaire d'un vrai parti ouvrier, un parti de syndicats avant qu'il ne soit prêt d'adhérer à et de vatir un parti révolutionnaire des masses. Que révèle cette élection du PSQ et son rôle dans la construction d'un tel parti ouvrier?

Dans le numéro d'avril-mai de La Lutte Ouvrière, Michel Mill définait le PSQ. "Le PSQ n'est pas un parti de travailleurs, ...il demeure un petit parti, regroupant seulement quelques centaines de militants socialistes, toujours isolés de la grande masse des travailleurs!" Les résultats de cette élection servent à renforcer cet analyse. En contestant 5 comtés (soit 4 à Montréal et un dans la région du Lac St. Jean) le PSQ jouait le rôle important et précieux de demontrer la présence de forces socialistes organisées autres que ceux du Parti Communiste Stalinien Québecois dans la pro-

vince.

Néanmoins, son vote total de 1088 peut être considéré comme insignifiant. Le PSQ n'était pas considéré par les travailleurs comme étant un alternatif serieux aux partis bourgeois (et avec raison). Il menait toute sa campagne sans aucun support de quelque importance d'un mouvement syndicaliste organisé. Même dans cette situation le vote du PSQ était désappointant, de loin en bas du minimum de 5% prédit par ses chefs. En partie ce vote est le produit même de la campagne du PSQ. Au lieu de lancer un appel pour la formation d'un parti ouvrier au Québec, le PSQ a eu tendance à se présenter lui-même, soit comme parti ouvrier, soit comme force embryonique d'où se développerait un tel parti.

Fernand Daoust, vice-président de la Fédération des Travailleurs du Québec, a donné une évaluation plus correcte du problème auquel ce petit regroupement de divers éléments contradictoires et tendances politiques de gauche fait face. Il déclara lors d'une assemblée du PSQ tenue la veille des élections que "Ce n'est pas tout de se dire qu'on est le parti des travailleurs, il faut que cela existe dans la réalité" et il exprima le voeux qu'après le 5 juin, "tous les militants de gauche travailleront à faire l'unité au-dela des chapelles, des cliques, des divergences."

3) En faisant l'erreur d'envisager leur mouvement comme un 'parti ouvrier', quelques membres du PSQ ont eu tendance à atténuer l'urgente nécessité d'une attaque sans pitié des bureaucrates de la FTQ et de la CSN pour leur attitude de neutralité et leur politique obstentionniste durant les élections. La 'neutralité' de ces bureaucrates et de leurs confréres dans la direction du NPD avait en fait pour base leur appui au parti Libéral, ou du moins à l'aile gauche de celui-ci (René Lévesque et Cie). Même du point de vue opportuniste cette politique n'a pas réussie, ainsi que les résultats de l'élection l'ont indiqué.

Et maintenant, alors que ces lieutenants ouvriers de la classe capitaliste manoeuvrent afin de gagner la bonne volenté et la 'compréhension' du nouveau gouvernement, leur politique collaborationniste est exposée comme jamais auparavant. Ainsi la déclaration poltronne de Marcel Pépin, président de la CSN lors de ses commentaires post-électoraux "La CSN poursuivra les objectifs qui sont siens et continuera à demander que les gouvernements tiennent compte d'abord et avant tout des besoins de ceux qui constituent les classes populaires et qui, en définitive, constituent la majorité des citoyens du Québec. Dans cette optique, la CSN assure sa collaboration à ceux qui constituent le prochain gouvernement." (Les soulignés sont à nous.)

M. Lesage

Y a-t-il quelque chose de plus dégoûtant que la déclaration du président du Conseil du Travail de Montréal, Jean-Paul Ménard, saluant l'élection de l'Union Nationale comme "une très grande victoire", et a troublante assurance que "les travailleurs n'ont pas à avoir peur d'un gouvernement de l'Union Nationale", car "l'UN a fait beaucoup pour les travailleurs" durant les dernières dix années du régime Duplessis (!)? D'autre part, le président de la FTQ, Louis Laberge, très pathétique, exprima son soulagement lors de la "ré-élection des plus progressistes des ministres de Lesage, les Gérin-Lajoies, les Lévesques et

les Kierans".

Il est plus que temps que tous les socialistes québecois luttent à l'intérieur des syndicats contre des 'dirigeants' de cette trampe. Avec la montée des conflits entre le monde du travail et le gouvernement de l'UN de nouvelles occasions se présenteront aux militants socialistes pour lancer une campagne de propagande pour la formation d'un véritable parti des travailleurs, pour un engagement des travailleurs organisés

M. Bourgault

dans une action politique ouvrière indépendante tant sur le plan national que fédéral. La lutte contre les bureaucrates dans les syndicats doit prendre la forme d'une attaque politique contre leur front le plus vulnérable: leur idéologie pro-capitaliste.

En conclusion, ces élections ont représenté, surtout par défaut, une défaite du mouvement socialiste au Québec. La tâche de construire une parti des travailleurs au Québec reste à être entreprise. Afin de mettre ceci en marche nous proposons que des discussions à travers tous les mouvements radicaux et syndicaux culminent dans la convocation d'une conférence ouverte à toutes les partis et tendances intéressés, y compris le PSQ; la participation de représentants des comités d'action politique de la FTQ et de la CSN serait cruciale. De plus, en considération de l'important soutient que le NPD, le parti Canadien des travailleurs, a reçu des travailleurs industriels québecois, la participation du Québec constituerait une contribution importante aux discussions et à la formation d'un parti des travailleurs au Québec.

Quelle que soit la forme que le futur Parti des Travailleurs prendra au Québec, nous espérons qu'aux prochaines élections les travailleurs québecois n'auront pas a répéter le cri d'exaspération de Fernand Daoust: "Que ce soit la dernière fois qu'à une élection provinciale, les salariés du Québec ne puissent pas dans les 108 comtés de la province voter pour un candidat socialiste!"

J. Richard

Lisez le
WORKERS VANGUARD
JOURNAL REVOLUTIONNAIRE DU CANADA ANGLAIS

Pour s'abonner:
($1.00 par an)
adressez-vous a

Workers Vanguard
1 Cumberland St.
Toronto 5, Ont.

Un Caucus Socialiste du NPD en Alberta

Le compte-rendu du Congrès NPD d'Alberta en avril publié dans le journal Workers' Vanguard se termine comme suit: "Ce congrès révèle la possibilité et le besoin d'un caucus socialiste dans le NPD en Alberta comme ailleurs." Cette possibilité est devenue réalité dans la formation, le mois dernier, du caucus socialiste du NPD albertain.

La première assemblée du caucus eut lieu le 3 juin, rassemblant les membres de la gauche du NPD d'Edmonton et des environs. Vingt-cinq personnes étaient présentes dont quelques membres du mouvement "Wordsworth-Irvine Socialist Fellowship", mécontents du fait que cette organisation est devenue au cours des trois dernières années inopérante, simple groupe de discussion hostile au NPD en ce que ce parti est lié au mouvement syndical. Quelques membres du parti communiste assistaient aussi, ces derniers insatisfaits de même de l'attitude de leur parti envers le NPD qui, selon leurs leaders, est un front contre les monopoles, dont les membres viennent indifféremment de toutes les classes. Cette conception affaiblit le rôle des membres du parti communiste dans le NPD, les incitants à appuyer la droite du parti dans ses préjugés et illusions.

La discussion au colloque fut très étendue. Certains des participants maintenaient que le conservatisme au sein du parti était dû à son lien avec le mouvement syndical, mais la majorité présente fit ressortir le fait que l'entrée du mouvement syndical dans la formation du NPD est un progrès qui laisse loin en arrière son prédécesseur, le CCF, formé de la petite-bourgeoisie et des agriculteurs.

Le professeur Colwyn Williamson, congédié récemment de la faculté de philosophie de l'Université d'Alberta en parti à cause de son opposition au gouvernement créditiste de sa province pré-

---

Le Comité pour la Défense de N. Alexander Organise une

REUNION PUBLIQUE
AVEC
FRANZ LEE

Franz Lee est un Sud-Africain de couleur, travaillant pour un doctorat en Allemagne fédérale. Infatigable militant anti-apartheid, il fut à l'origine de la création de tous les comités pour la defense de N. Alexander à travers le monde.
Il a écrit des livres, des tracts, et de nombreux articles et a pris maintes et maintes fois la parole pour dénoncer la situation qui règne en Afrique de Sud.

- Supportons les victimes de L'Apartheid
- Venez écouter un rapport de première main sur les récents développments de la situation.

DATE: Jeudi, 18 Août 1966 à 8h. P.M.
LIEU: Salle 219, Leacock Building, McGill University

Pour plus de détails sur la réunion et sur le travail du comité téléphonez: Mme. Edwards - 453-3771 ou Stella Banks - 288-5442

sida l'assemblée. Il est d'avis que: "Ce serait faire preuve d'un jugement superficiel et de myopie que de ne faire qu'un de la ligne de conduite et la politique des bureaucrates syndicaux et des intérêts de classe entièrement progressifs des syndiqués." Il insista sur la nécessité pour le caucus socialiste de s'adresser directement aux membres des syndicats et du parti sans tenir compte des leaders.

L'éditeur du Alberta Labour, Paul Quinlin, comparant le NPD au Labour Party, dit que Harold Wilson et Cie. ne doivent pas être considéré comme la voix du mouvement ouvrier, citant à l'appui de cette thèse la politique de Wilson sur la question de Vietnam et revenu. Stan Gee ajouta à cela que la classe ouvrière au sein du NPD est la vie même du parti, malgré les mutilations répétées de son programme par la droite. Tous les assistants reconnurent l'importance d'être membres du NPD, et d'y travailler comme socialistes.

Enfin, un vote unanime décida de la formation du caucus socialiste d'Alberta. Appartenir au caucus ne veut pas dire nécessairement appartenir au NPD; une motion fut adoptée à cette effet, permettant à ceux que le leadership du NPD a jugés indésirables de participer aux travaux du caucus. Un comité de cinq membres fut donné la responsibilité de rédiger un énoncé des principes du caucus.

Au second meeting, le 21 juin, les membres du caucus ont accépté un programme et discuté les grandes lignes d'un manifeste. Le programme comprend les points suivants: se retirer des alliances militaires, notamment l'OTAN et l'Alliance canado-américaine pour la Défence Aérienne, appuyer activement la lutte pour la libération de l'Afrique, de l'Amérique centrale et du Sud, et de l'Asie, nationaliser tous les monopoles et les industries étrangères ainsi que les sociétés de financement. Les industries seront placées sous la direction des ouvriers par l'intermédiare de leurs Comités de gestion. Citons quelques points du programme concernant l'avenir immédiat;

-une semaine de trente heures sans réduction de paye;

-un article dans toute convention collective garantissant l'augmentation des gages, salaires et pensions proportionellement à l'augmentation du coût de la vie, et cela à part des hausses régulières de salaires et gages;

-un comité de syndiqués et de membres d'organisations de cultivateurs et non des conseils gouvernementaux devra fixer le coût de la vie.

Le programme se termine comme suit: Nous, socialistes du NPD déclarons qu'un gouvernement NPD ne peut se contenter que de remplacer le régime capitaliste par un systeme de plannification économique et sociale conduisant à un état socialiste."

Un article souleva des objections, réclamant l'auto-détermination de la nation canadienne-française. Ces objections étaient dûes à l'interpretation du passage suivant comme étant pro-séparatiste: "...même si cela signifie rupture avec la Confédération canadienne." En réponse, on émit la thèse suivante: "...l'auto-détermination signifie justement le droit d'un peuple à déterminer sa manière d'être, sans restrictions, et les socialistes anglo-canadiens, étants de la nation dominante, violeraient un principe fondamental de la démocratie s'ils s'opposaient au droit à l'auto-détermination totale." Cette parti du programme fut adoptée dans l'amendement d'Adele Breckner ajoutant ces mots: "...sans exclure séparation."

L'introduction du programme, exposant avec force la nécessité du socialisme et celle de travailler à l'intérieur du NPD ne fut pas adoptée. On reporta la discussion à ce sujet au prochain meeting, le 5 juillet.

-par J. Richard

La Conférence LSO-LSA

Une conférence à laquelle ont assisté de nombreux délégués du mouvement LSO (Ligue Socialiste Ouvrière) et du LSA (Ligue d'Action Socialiste) . a eu lieu à Toronto au cours du long week-end du 21 au 24 mai.

A cette conférence, on a pu remarquer une augmentation sensible des effectifs des deux organisations. Les délégués des autres parties du Canada ont pu observer à leur grande satisfaction que les représentants québecois sont venus nombreux à la conférence. Leur présence était non-seulement un développement entièrement nouveau, mais indiquait aussi un enracinement du socialisme dans le sol québécois.

La délégation de Vancouver était nombreuse et divers centres urbains de l'Ontario et de l'ouest étaient représentés pour la première fois à cette conférence socialiste--revolutionnaire. 105 membres ont assisté aux assemblées.

Le développement du mouvement, son dynamisme et son avenir prometteur se montraient dans la présence de la jeunesse à cette conférence. Même si l'assemblée comptait plusieurs révolutionnaires aguerris, ayant travaillé dans le mouvement syndical et dans le CCF des années trente, l'âge moyen des membres de la Conférence était à peu près de 25 ans.

Les documents qui servirent de point de départ des discussions montrèrent que le mouvement LSO-LSA participe déjà efficacement au mouvement syndical et mouvement anti-guerre et deviendra d'une plus grande efficacité dans l'avenir. Le LSA a d'une façon evidente approfondi ses racines dans le nouveau parti envers lequel il est fermement engagé et qu'il veut gagner à une politique socialiste.

La Conférence s'ouvrit par une allocution de Ross Dowson, éditeur du journal "Workers' Vanguard" où il rendit hommage à Leo Bernard, ce martyr du mouvement de la paix, déclara sa profonde solidarité avec le SWP, exprimant sa confiance inébanlable et celle de tous les délégués présents dans le parti des ouvriers américains qui a perdu en Leo Bernard un de ses ardents militants et le mouvement de la paix, qui honorera la mémoire de ce martyr en répandant et approfondissant leur lutte pour le retrait des troupes américaines du Viet-Nam.

Un rapport substantiel d'Alan Adair sur le Congrès Mondial se la 4ième Internationale, parti socialiste fondé par Leon Trotsky, prépara l'assistance aux discussions qui allaient suivre, en presentant une perspective mondiale. Adair ayant eu le privilège d'assister aux réunions du Congrès qui eut lieu en Europe l'automne dernier était en mesure de renseigner les délégués sur les positions les plus importantes prises à ce Congrès. (Voir les documents dans Quat-

rième Internationale, l'hiver 1966). Les documents furent adoptés en substance et l'assemblée adressa ses meilleurs voeux à la 4ième Internationale.

Les documents principaux de la Conférence sont les suivants: 1. Stade d'évolution du Nouveau Parti. 2. Le mouvement syndical: leurs caractéristiques actuelles et leurs tâches dans la lutte pour la libération des travailleurs. 3. Lutte contre la guerre au Vietnam et la complicité du gouvernement canadien dans cette guerre. 4. Trois textes furent présentés sur les nouveaux développements sociaux et politiques au Québec.

Une discussion préliminaire sur la situation au Québec a suivi la discussion sur le NPD portant sur la formation d'un parti ouvrier dans cette partie du Canada et sur le rôle du NPD dans ce développement.

John Riddell, éditeur du journal bi-mensuel "Young Socialist Forum" présenta ensuite un rapport sur les préoccupations de la jeunesse et la possibilité de donner une direction positive, une orientation socialiste à ses aspirations. Le "YSF" attire de nouveaux lecteurs et adhérents, développement prometteur pour la cause du socialisme.

Ayant presenté et adopté le document sur le mouvement syndical après discussion, on décida de la publier en y intégrant certains des commentaires de la discussion. Le document suivant sur la lutte au Canada contre la guerre au Vietnam apporta des différences d'opinion. Un panel tenu durant la soirée traita de ces différences et présenta un mémoire à la Conference le jour suivant. Le lendemain on incorpora au document un paragraphe complémentaire renforcant la position prise la veille.

Le troisiéme jour fut consacré à l'analyse des classes et à la question nationale au Québec. Cette partie du débat s'ouvrit avec la déclaration que, des trois documents presentés, aucun ne serait adopté, mais qu'ils serviraient à une discussion subsèquente. Par décision unanime, la L.S.O. et la L.S.A. fonctionneront ensemble à l'intérieur de la même organisation.

Afin que la discussion soit très ouverte, chaque membre de la Ligue Socialiste Ouvrière avait droit de parole et de vote consultatif sur toutes les questions concernant le Québec. Les rapports de Bourhis et Brock furent un grand apport à la discussion ainsi que leur résumé de la fin. Ce débat était théoriquement important, car les courants nationalistes au Québec offrent de nombreuses analogies avec les dévéloppements qui se produisent dans les pays capitalistes industriellement très developpés comme la Belgique et les Etats-Unis.

Cette conférence est sans aucun doute la plus importante et la plus prometteuse qui se soit jamais tenue dans le milieu socialiste révolutionnaire dans notre pays. Elle marque un tournant dans la lutte pour la cause du socialisme et dans la construction du mouvement qui peut le mieux servir cette cause.

Cette conférence conjointe de la LSO et de la LSA fut suivie d'une conférence de la LSO à Montréal, les 11 et 12 juin. 25 personnes, y compris quelques observateurs de la LSA y discutérent des circonstances objectives qui confrontent la LSO dans ces diverses entreprises. Des rapports sur le mouvement pour la paix, le PSQ, le NPD, la Jeunesse Démocratique, le travail sur les campus étudiants furent suivis de discussions. De plus on fit la revue de la Lutte Ouvrière, des activités éducationnelles et de la situation financière. Un nouvel exécutif fut élu. Ceci fut suivi d'une discussion sur la formation d'un parti des travailleurs au Québec.

La conférence a permis à la LSO d'intervenir plus efficacement dans les intérêts de la classe ouvrière et de mieux construire les forces du Marxisme révolutionnaire au Québec.

(12)

édito

Le NPD dans Nicolet-Yamaska ...1

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 2, No.5 (12) octobre-novembre 1966 15 cents

Où va le mouvement contre la guerre au Vietnam? ...2

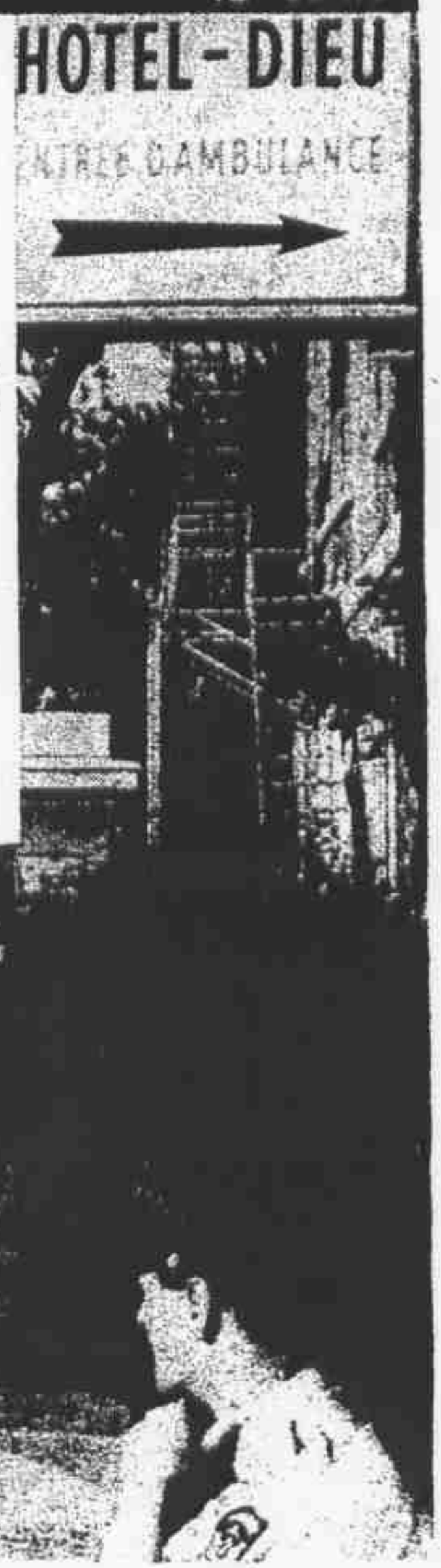
LUNE DE MIEL DEJA FINIE ENTRE LES SYNDICATS ET JOHNSON ...3

Qu'y a-t-il derrière la crise en Chine? ...9

Castro sur la lutte armée pour un pouvoir révolutionnaire ...12

MARX & ENGELS:

SUR LE PARTI OUVRIER 15



Hôpitaux: une dure victoire ...20

édito I/

LE NPD DANS NICOLET-YAMASKA

La campagne du N.P.D. pour l'élection fédérale du 19 Septembre dans Nicolet--Yamaska fut une louable entreprise. Ce fut là une excellente réaffirmation de la nécessité pour le parti des ouvriers et des paysans Canadiens de défier les partis du Capital sur tous les fronts, même lorsque les chances de victoire sont minces. Le N.P.D. mena sa campagne, non pour la forme, mais sérieusement . Membres et supporters à-travers tout le Québec furent informés de la décision de l'exécutif provincial de participer à l'élection et, conséquemment, de collecter des fonds. La Ligue Socialiste Ouvrière fut heureuse de compter parmi ceux qui répondirent à cet appel.

Le samedi 10 Septembre, une soirée organisée chez Charles Taylor à Montréal attira une foule débordante. Bien que le contenu politique de la réunion fût mince, un montant approximatif de $1000 a été recueilli en vue de la campagne.

Dans la zone de Nicolet-Yamaska proprement dite la réunion organisée pour la désignation du candidat du parti attira pres de 250 personnes. Beaucoup d'affiches furent distribuées dans Nicolet et un tract illustré présentant des revendications claires, orientées notamment sur les questions agricoles fut largement répandu parmi l'électorat.

Le résultat fut 586 votes, qu'il faut mettre en parallèle avec les 200 votes des dernières élections fédérales. Ces résultats,obtenus dans une région rurale où le parti avait un support infime auparavant sont une leçon et un encouragement; ils n'ont rien de commun avec les conversations d'arrière boutique avec l'Union Nationale ou le Crédit Social préconisées par certaines sections du parti. Ils sont la preuve des riches potentialités existantes pour le N.P.D., de la réelle force d'attraction d'un parti des travailleurs au Québec. Il est bien connu (c.f. J. Richard, Les Elections et le N.P.D., La Lutte Ouvrière, Dec. 1965) que les importants gains électoraux réalisés par le N.P.D. au Québec aux dernières élections fédérales le furent sans qu'une profonde campagne électorale ait été menée. Ces gains furent avant tout réalisés grâce au fait que le N.P.D. se présentait avec une liste presque complète de candidats et parce qu'il apparaissait comme le parti des travailleurs. Il est donc clair, qu'un parti organisé sur une telle base, avec une liste complète de candidats pourrait créer le changement de situation que le N.P.D.recherche au Québec.

Malheureusement, l'exécutif du N.P.D. au Québec ne soutient pas le principe d'une action politique d'un parti des travailleurs dans deux autres domaines fondamentaux d'action. Le refus du N.P.D. de participer aux dernières élections provinciales fut une trahison envers ceux qui cherchaient une réelle alternative au gouvernement capitaliste de Jean Lesage. L'étroite marge de votes et de sièges séparant les libéraux de l'Union Nationale aurait rendu encore plus décisif le vote que des dizaines de milliers de travailleurs conscients de leurs intérêts de classe auraient sans aucun doute donnés au N.P.D. Au lieu d'agir ainsi les dirigeants d'un côté se sont contentés de "s'abstenir" de participer directement tandis que par ailleurs ils soutenaient les candidats présentés par les autres partis, ici un Libéral "du type Lesvesque", là un Unioniste "progressiste".

Cet automne les habitants de Montréal vont devoir participer aux élections municipales. Là, une fois de plus, ils n'auront guère d'autre choix de voter en faveur de candidats financés par tel ou tel gros propriétaire. Ni le N.P.D., ni le Conseil des Travailleurs de Montréal

n'ont pas encore fait connaître leurs intentions quant à la possibilité de contester la mainmise du Capital sur la plus grande ville du Canada, la capitale économique du Canada français. L'élection municipale est aussi l'élection de l'Expo. La Ville de Montréal a englouti des millions de dollars dans les différents projets. Les travailleurs de Montréal vont payer la note pour de telles extravagances. Ils vont par ailleurs devoir faire face à l'augmentation du prix des loyers et de la nourriture lorsque la fête commencera, l'an prochain. De plus les dépenses encourues à cause de l'exposition priveront de larges couches de la classe ouvrière des possibilités culturelles qu'offrira l'événement. La pauvreté restera le lot de larges zones de la ville.

Nous voulons espérer que les membres et supporters du N.P.D. feront tout leur possible pour que cette politique change, de telle sorte que, dans le futur, la population du Québec ait la possibilité de voter pour les représentants authentiques des travailleurs à tous les niveaux de responsabilité.

édit 2/Où va le mouvement contre la guerre?

Du 6 au 9 août, à-travers le monde, des citoyens se sont unis pour protester contre la guerre menée par les Américains au Vietnam. Ces journées ont été appellées les "Troisièmes Journées Internationales de Protestation" par le Comité pour la Paix de la Cinquième Avenue à New-York qui fut l'organisateur de la manifestation de masse contre la guerre le 26 Mars dernier. Ces trois journées coïncidaient également avec le vingt et unième anniversaire des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki; de ce fait l'occasion était excellente pour protester également contre les possibilités d'holocauste nucléaire, toujours latentes dans le conflit Vietnamien.

Les manifestations, bien que moins importantes que les précédentes, furent néanmoins très largement suivies. A New-York, quelque 20,000 manifestants sont allés dans les rues faire voler en éclats le "consensus" populaire de Johnson. De telles actions se sont déroulées un peu partout à-travers les Etats-Unis.

Au Canada anglais, le comité de coordination de Toronto contre la Guerre au Vietnam mena environ 700 personnes dans un défilé automobile, vers Niagara Falls, Ontario. Là, les manifestants rejoignirent quelques camarades des Etats-Unis pour une manifestation internationale de solidarité contre la guerre. Un millier de citoyens de Colombie-Britannique pour la plupart de Vancouver manifestèrent à l'autre extrémité de la frontière. Edmonton et Régina virent se dérouler de solides manifestations; à Régina, T.C. Douglas, leader féderal du Nouveau Parti Démocratique dénonça violemment la guerre. Il souligna que l'issue logique de la guerre était l'attaque de la Chine par les Etats-Unis; ceci devrait alors mener à l'engagement de l'Union Soviétique dans le conflit, et de là, très vite à une troisième guerre mondiale. "A ce moment précis de l'histoire humaine, le silence est criminel" s'est-il écrié.

A Montréal, le Comité pour la Paix et l'Autodétermination au Vietnam entreprit de marquer ces jours de protestation par une soirée culturelle et par une manifestation. Le comité lança une grande campagne dans ce but. Cinq cent affiches furent collées dans les rues. 40,000 tracts furent distribués, soulignant l'escalade de l'agression américaine au Vietnam et annonçant la manifestation.

La réponse de la police municipale à ces activités fut rapide et brutale. Les militants du comité furent les victimes d'une campagne délibérée de harcellement. Quatre arrestations furent opérées parmi les colleurs d'affiches. C'était évidemment là l'emploi d'une méthode techniquement légale dans un but d'intimidation, dans la mesure même ou le placardage d'affiches est toléré partout en ville actuellement. En plus de

(suite page 8)

(Suite de la 2ième page)

celà huit personnes furent interpellées et emmenées au poste alors qu'elles distribuaient des tracts. Quatre d'entre elles furent gardées toute une nuit et interrogées. Aucune d'entre elles ne fut inculpée, aucune charge ayant pu être relevée.

Ce harcèlement fut sans effet. 400 personnes assistèrent à la soirée culturelle à la salle du Plateau le lundi 8 août. Parmi les artistes qui se sont produits on pouvait noter Pauline Julien et Clémence Desrocher, toutes deux très connues parmi les Canadiens français.

La nuit suivante entre 400 et 500 personnes se rassemblèrent au Carré Dominion pour une manifestation. Des pancartes signées Ligue Socialiste Ouvrière, R.I.N., et Chevaliers de l'Indépendance étaient répandues parmi les manifestants. Plusieurs membres de la communauté Grecque de la ville étaient également présents, portant des affiches dénonçant dans leur propre langage, la guerre. Quelques instants après que Michel Chartrand, l'ancien président du P.S.Q. ait dressé un violent réquesitoire contre la guerre des E.U. les plans de la manifestation furent dérangés par une violente pluie. Le groupe des manifestants se dirigea alors vers l'hotel "Reine Elisabeth", où se tenait précisement le congrès de l'"American Bar Association," puis après avoir scandé des slogans militants ils se séparent.

A Montréal le mouvement contre la guerre se trouve en face de deux importantes tâches pour la période à venir. La première est d'élargir le mouvement d'opposition à la guerre en encourageant la création de comités sur les campus et dans les écoles secondaires comme celà existe déjà dans d'autres parties du Canada.

La seconde tâche est de dénoncer le plus efficacement possible la police de Montréal et en dernier recours, s'il le faut, en aller jusqu'au département de la Justice du Québec. De larges couches de la population sympathisent avec les activités et les buts du mouvement contre la guerre. De même un grand nombre de syndicalistes sont biens familiers avec les tactiques policières si souvent utilisées contre eux dans leurs combats.

Un comité, émanation d'un front uni qui se propose de lutter pour le maintien des libertés civiles est à la fois nécessaire et faisable. Il serait un grand pas en avant pour assurer le développement des activités du mouvement contre la guerre au Vietnam, au Québec.

édit 3/Notre appel dépassent les limites prévues

Au moment où nous allons sous presse, l'argent entre encore, en réponse à notre appel pour un support financier pour la Ligue Socialiste Ouvrière, et son organe officiel, La Lutte Ouvrière. A date notre objectif de $800 a été de beaucoup surpassé et les contributions se chiffrent maintenant à $1,004 ainsi réparti: Québec, $635; Toronto, $134; et Vancouver, $225.

La réponse à notre campagne a été très encourageant. Les fonds dans la région de Montréal ont été ramassés par les membres et supporteurs de la L.S.O. à court avis par l'intermédiaire de pamphlet.

La demande de support de la "League for Socialist Action", l'organisation canadienne-anglaise du mouvement révolutionnaire socialiste suivait de très près leur campagne annuelle de $5,000 nécessaires à la publication du Workers Vanguard. Ce qui fait leur contribution d'autant plus impressionnante, un geste qui montre leur intérêt dans le développement des forces révolutionnaires socialistes au Québec.

Une note de Vancouver nous informe, que le L.S.A. organisa une soirée pour amasser les fonds demandés. A cette soirée un Québécois parla des récents développements au Québec et particulièrement du harcèlement par la police lors des recentes activités contre la guerre au Vietnam.

Tout compte fait, cette campagne s'est avérée un succès qui permettra la publication ininterrompue de La Lutte Ouvrière et la croissance de son efficacité dans la lutte pour un Québec socialiste.

Qu'y a-t-il derrière la crise en Chine ?

Qu'arrive-t-il en Chine, parmi ce peuple de 700 millions qui réussit à mettre fin à la longue exploitation de leur pays, l'unifia, et qui, en dépit des terribles difficultés incluant le harcèlement continu de l'impérialisme américain et l'interruption et le chaos résultant du retraît des spécialistes soviétiques, en a transformé l'économie entière? Quelle est la signification de "La grande révolution culturelle prolétarienne" qui se produit depuis le début de mai?

La presse chinoise, la radio et la TV ont dirigé un crescendo d'attaques contre des "voleurs politiques", "mauvais éléments", contre des "monstres et démons","ogres de toutes sortes retranchés dans des positions idéologiques et culturelles". "Rien d'autre n'est impliqué," disent les rédacteurs du Quotidien de l'Armée de Libération qu'une lutte a mort contre des activités anti-parti et anti-socialistes qui sont en accord avec le chorus contre la Chine soulevé par les impérialistes, les révisionnistes modernes et les réactionnaires de tous les pays, conformément aux activités des classes réactionnaires renversées dans ce pays pour tenter une restauration, et en coordination avec les activités anti-parti des éléments opportunistes de droite au sein du parti.

La gravité de ces accusations, l'échelle et l'intensité de la campagne polémique indique une haute tension au sein des cercles dirigeants du régime.

Au début, ceux qui furent assaillis étaient des écrivains, des experts et des savants tels que Teng-To, un des plus éminents journalistes en Chine, ancien rédacteur-en-chef du Quotidien du Peuple, le principal journal du parti, et président de l'Association d'Amitié Sino-Soviétique. Mais comme la campagne continue, elle a atteint les cadres supérieure du Parti communiste dans la capitale, et de là s'étend à travers les rangs du parti et du gouvernement à tous les niveaux et dans toute la Chine.

Suivant la réunion du Comité central ce mois-ci (il n'y a pas eu de congrès du parti depuis 1958) une liste des leaders du parti fut publiée. Parmi les absents étaient non seulement Peng Chen, maire de Pékin depuis 1951 et premier secrétaire du Parti communiste municipal de Pékin, considéré généralement comme l'une des cinqs personnes les plus puissantes en Chine,mais aussi Liu Po-Cheng, un des principaux stratéges militaires chinois, vice-président du Conseil de défense nationale, deux autres vice-présidents, un président, Nah-Jungchen, et plus de dix membres réguliers ou alternants du Comité central du Parti communiste chinois.

Alors que les "mass-media" ont été orientés vers la publication incessante de textes fulminant et rageant contre "les éléments bourgeois drappés de rouge" alors que les vues de l'opposition restent non-publiées.

Les dirigeants chinois qui insistérent pour que leurs differents avec Kroutchtchev puis avec Brejnev-Kossyguine soient discutés en détails, ouvertement et loyalement, ont dissimulé les vraies issues de la dispute qui a ébranlé la société chinoise. Mais après étude des accusations qui ont été portées contre l'opposition il est possible de définir généralement leurs perspectives.

(1) Ils sont contre la bureaucratie et son arbitraire et veulent la liberté de pensée et de critique. En d'autres mots, ils veulent qu'un programme tel que "Laissez s'épanouir cent fleurs" et "Laissez contester cent idées" soit la

norme. Ce mouvement éphémère en 1957 invita les intellectuels et la population entière à exprimer leur pensée et à critiquer les "trois maux" au sein du PCC -- "bureaucratisme, domination et subjectivisme".

Ce mouvement permit une critique si massive que les dirigeants le supprimèrent comme "droitier", y incluant des personnes telles Teng To, qui en tant que rédacteur du Quotidien du Peuple en publia la plus grande part. Lin Hsi Ling, amie de Teng, leader d'un mouvement étudiant et membre des Jeunesses du PCC qui furent épurés à l'époque, réflétait la tendance révolutionnaire de ce mouvement. Elle écrivit que "les couches supérieures actuelles en Chine ne correspondent pas au système de propriété commune", parce que "le parti et l'appareil d'état sont devenus un groupe d'organes bureaucratiques qui dirige le peuple sans démocratie".

(2) Ils sont contre les décisions aventureuses du PCC dans ses programmes comme "Le grand bond en avant" et son gaspillage de la force de travail dans des choses telles que les acieries de fonds de cour, la collectivation forcée des paysans dans les Communes populaires qui, proclament-ils, n'ont pas été un succés mais plutôt nuisibles.

(3) Ils doutent de l'infallibilité de Mao Tse-Tung autour dequel une campagne de déification, pas même égalée par celle de Staline, a été menée. Selon une violente attaque ayant paru dans la Revue de Pékin du 12 août. Chou Yang, un dirigeant adjoint du bureau de propagande du Comité central du PCC, acclama la dénonciation par Kroutchtchev du culte de Staline, attaqua le concept non-marxiste de l'art prolétarien et, à un forum en 1962, dit "Dans les temps anciens, il y avait la façon royale et la façon tyrannique. Si le socialisme ne procure pas la démocratie, alors il est comme la façon tyrannique".

(4) A part les tensions et difficultés à l'intérieur de la Chine même, un examen réaliste de sa situation internationale détériorée doit être une des causes principales de la dissension au sein des cadres du parti et au niveau supérieur du parti et du gouvernement. Il est probable que certains, particulièrement parmi les militaires, voudraient sortir du marasme qui a été créé par le factionalisme de Mao avec les revisionistes soviétiques afin de pouvoir étudier les possibilités d'arriver à des relations nouvelles vis-à-vis la menace des américains au Vietnam.

Mao Tse-Tung

On ne peut nier le rôle désastreux de l'opportunisme de Moscou. Toutefois, la position, sectaire à l'extrême, prise par Pékin en rejetant un front uni contre l'impérialisme américain - tout particulièrement en ce qui concerne la guerre au Vietnam - a non seulement affaibli la lutte contre l'impérialisme mais a augmenté le danger d'une attaque contre la Chine même ainsi que les possibilités d'une guerre nucléaire.

Cette position sectaire a également conduit à une isolation croissante de la Chine dans le monde non-capitaliste.

Plusieurs des pays ouvriers et paysans qui tendaient vers la Chine s'orientent maintenant de plus en plus vers Moscou. La République Démocratique de la Corée du Nord a récemment déclaré son indépendance vis à vis de Pékin.

On a détecté des signes de désaccord lorsque Hanoi envoya des représentants au vingt-troisième congrès malgré le ban de Pékin. Les discours prononcés lors de la visite à Pékin de la délégation albanienne prévenaient le Vietnam du Nord, d'une façon implicite, de rester ami des russes perfides alors que le Vietnam du Nord essayait de conserver une position neutre entre Moscou et Pékin. De plus les Chinois et les albanais insistent qu'il n'est pas possible de rester neutres dans le conflit idéologique entre l'Union Soviétique et la Chine et que la lutte contre "le revisionnisme soviétique doit être continuée jusqu'à la fin". La fin signifie la rupture avec Moscou au niveau du parti et de l'état.

Cet ordre factionaliste que "le revisionnisme soviétique doit être défait avant qu'une victoire sur l'impérialisme puisse être réalisée" était un des facteurs principaux qui ont précipité une rupture entre La Havane et Pékin.

Egalement les défaites subies par la révolution coloniale et l'échec de la diplomatie chinoise dans le"tiers-monde" ont mené à une isolation accrue de la Chine et à la démoralisation des sympathisants de Pékin partout dans le monde.

L'écrasement du parti communiste en Indonésie presque sans aucune résistance est une des plus grandes défaites et tragédies de la Chine. D.N.Aidit suivait une politique presque identique à celle des Khroutchevistes, il a souvent parlé en Chine, ses livres ont été traduits en chinois et il a joui de l'estime du leadership du parti communiste chinois que considérait le parti communiste indonésien un parti communiste modèle digne d'être imité par les autres partis communistes du monde. La responsabilité pour la tragédie du parti communiste indonésien et le leadership d'Aidit tombe directement sur les épaules leadership maoiste.

Des porte-paroleséminents à Pékin ont écarté ces défaites comme étant d'une importance inférieure et prétendaient que les reculs temporaires sont inévitables quand on est sur la route de la victoire totale. Un tel optimisme officiel et les violentes attaques contre l'opposition peuvent durant un certain temps réussir à supprimer l' opposition mais Mao ne peut supprimer les conditions objectives qui en sont la cause. Comme le disait Teng To : "les gens qui se considèrent comme omniscients détestent les masses" et "cherchent la victoire par des moyens déviés. Ces gens....seront défaits à la fin".

La victoire néanmoins ne sera pas gagnée par réaction ou par les pro-capitalistes qui se trouvent indubitablement dans l'administration et même parmi ceux qui occupent les postes principaux. La victoire sera gagnée par ceux qui cherchent une démocratie prolétarienne basée sur les conquêtes de la révolution.Cette victoire renforcera ces conquêtes et assurera à la Chine le Grand Bond non seulement en Chine mais également au niveau international.

--par P. Kent (Tiré de Workers Vanguard, août, 1966)

lisez le WORKERS VANGUARD

$1 par an. Pour s'abonner adressez-vous à Workers Vanguard, 1 Cumberland St., Toronto 5, Ont. ou à La Lutte Ouvrière

JOURNAL REVOLUTIONNAIRE CANADIEN (ANGLAIS)

CASTRO SUR LA

POUR UN POUVOIR

Cette année, le discours prononcé par Fidel Castro à l'occasion du 26 Juillet a été un énergique rappel de la nécessité de la lutte armée dans le combat pour un pouvoir révolutionnaire. Comme contribution à la polémique se développant actuellement en Amérique Latine à propos de la stratégie révolutionnaire, le discours de Castro apparait clairment comme une attaque contre la plupart des partis communistes pro - soviétiques qui ne cessent de mettre l'accent sur la "voie pacifique" et sur le "processus parlementaire" parce que opposés à la révolution armée. Toutefois, Castro n'a mentionné formellement aucun parti Communiste.

Dans un rappel détaillé des phases la guerre de guérilla contre le régime de Batista, le premier ministre Cubain souligna l'importance primordiale du fait d'être convaincu que la victoire militaire est la clef du succès révolutionnaire. Il termina son discours par l'affirmation réitérée du soutien inconditionnel du peuple Cubain au peuple Vietnamien en lutte contre l'impérialisme U.S.

"Le Vietnam est devenu un problème pour toute l'humanité" a-t-il affirmé, et le Vietnam est devenu un problème essentiel pour tous les mouvements révolutionnaires à-travers le monde, pour tous les gouvernements, pour tous les peuples. C'est au Vietnam," a poursuivi Castro, "que l'impérialisme Yankee révèle le plus pleinement son caractère criminel, réactionnaire et barbare."

L'agression américaine n'a pas d'équivalent dans l'histoire moderne. Elle a été comparée à l'agression de Hitler contre la Pologne ou contre d'autres petits pays; toutefois, parce que la brutalité des Yankees au Vietnam dépasse celle des Nazis allemands ou celle des fascistes italiens parce que leurs méthodes guerrières sont telles, parce que leur potentiel de destruction est de très loin sans précédent, il ne peut être fait de comparaison.

Castro fit des éolges au peuple Vietnamien pour sa détermination de mener à son terme la résistance et le combat contre l'agression américaine. Ensuite il aborda la question de ce que pouvait signifier l'offre d'envoyer des volontaires pour aider les Vietnamiens: C'est très simple. Si le Vietnam nous demande de l'aide et nous dit de quelles catégories de techniciens il a besoin, pour les chars, la défense anti-aérienne, l'artillerie ou l'infanterie spécialisée nous nous addresserons à nos unités militaires et nous leur demanderons d'aller au Vietnam. Si grande est la haine inspirée par les impérialistes, si grande est l'indignation qu'ils ont soulevé de

LUTTE ARMEE REVOLUTIONNAIRE

par le monde,..que nous sommes certains que chaque unité de nos forces armées sera prête, voulant être parmi les premières à combattre l'impérialisme Yankee".

Castro centra tout particulièrement à un moment donné son attaque contre ceux qu'il nomme les défaitistes et les "pseudos révolutionnaires" qui inévitablement tentent d'expliquer leur incapacité à faire la révolution par la non-existence de "facteurs objectifs".

"En face des échecs," affirma-t- il "les pseudos-révolutionnaires hurlent que les véritables chemins de la révolution ne sont plus les bons. Il en est qui cherchent à nous faire passer pour des fanatiques de la guerre, pour des maniaques de la rebellion armée. Il en est aussi qui se font passer pour des personnes sensées, comme tous ceux que nous avons bien connus ici, et qui prêchent la voie de l'électoralisme et des grands discours creux."

"Nous ne disons pas que tous les pays ont les mêmes conditions que Cuba," continua le premier ministre, "et en fait, dans ce continent même il y a des exceptions, mais très peu d'exceptions, où les conditions sont différentes, où les possibilités sont plus entourées de difficultées. Mais nous sommes convaincus que dans l'immense majorité des pays de l'Amérique Latine il y a de meilleures conditions pour faire la révolution que celles qui existaient à Cuba. Et s'il n'y a pas de révolutions dans ces pays, c'est parce que beaucoup de ceux qui se nomment eux-mêmes révolutionnaires manquent de conviction."

Castro affirma alors que la conscience subjective nécessaire pour un combat victorieux ne pourrait se développer qu' au cours de combat lui-même." Il n'y a pas de meilleur professeur pour les

masses que la révolution," dit-il. "Il n'y a pas de meilleur moteur pour les révolutions que la lutte des classes, la lutte des masses contre leurs exploiteurs."

"Et ce fut la révolution elle-même, " continua-t-il "qui créa une conscience révolutionnaire. Croire que la conscience est venue d'abord et le combat plus tard est une erreur. Le combat doit venir d'abord et, inévitablement, derrière le combat, avec une force croissante, viendra la conscience révolutionnaire."

A un moment du discours Castro a expliqué qu'il avait été récemment interviewé par un reporter britannique, lui demandant notamment où se trouvaient, selon lui, les possibilités révolutionnaires en Amérique Latine. Castro choisit le Brésil parce que selon lui les

mesures extrèmes de Castello Branco devraient précipiter la révolution.

Juste après celà, Castro poursuivit citant Castello Branco lui-même, lorsque ce dernier le mit au défit de faire la révolution au Brésil: "Ce n'est pas moi qu'il faudrait défier ainsi", s'écria alors Castro, "parce que je ne suis pas un citoyen du Brésil. Ce n'est pas moi qui doit faire la révolution là-bas. En tout état de cause, je puis néanmoins dire que je regrette de ne pas être Brésilien en la circonstance. D'ailleurs, je serai bien heureux de changer mon poste de premier ministre, mon fardeau si vous préférez contre l'humble condition d'un citoyen brésilien".

Le premier mmnistre cubain passa aussi beaucoup de temps à réfuter les allégations de "l'ignorant du Texas" à propos d'une soi-disant détérioration de la situation au sein de la révolution cubaine. Il cita la sécurité acquise par chaque citoyen, qu'il s'agisse de "la sécurité de l'emploi, l'assurance vieillesse, la sécurité du fermier concernant son materiel et la propriété de son domaine, la sécurité des jeunes quant à leur avenir, la sécurité des femmes également, comme composants essentiels des acquis de la révolution cubaine.

—

Il mentionna l'Indonésie comme un réel recul: "Le problème Indonésien est des plus lamentables: mais ce qui est arrivé là est caractéristique de ce qui arrive lorsque les révolutions sont arrêtées à mi-chemin. C'est également caractéristique des révolutions où les choses sont faites par quelques uns; mais celà n'arriverait pas là où tout le monde participe à la tâche révolutionnaire. Celà n'a aucune chance d'arriver lorsque vous faites une révolution et demie."

Castro prît également une nouvelle position dans sa polémique contre le président de Chili Eduardo Frei Montalva. "Frei représente un courant réformiste et anti-révolutionnaire en Amérique Latine," déclara Castro; "Frei représente ce que les impérialistes veulent... et ce serait une politique erronnée que de ne pas comprendre cela."

Le premier ministre cubain attaqua alors le bloc des pays socialistes pour l'aide qu'il apporte au régime de Frei. "C'est notre devoir que de mettre en garde les pays socialistes contre l'hypocrisie de Frei, contre les flirts de Frei, dans la mesure où ce n'est pas parce que certaines de ses flirts sont marqués de succès que la prostituée devient une femme vertueuse." a poirsuivi Castro.

En conclusion de ce discours du 26 juillet Castro dit: "Crime, terreur et assassinat ne pourront vaincre notre peuple. Crime et sauvagerie éléveront au contraire son niveau de conscience et renforceront son esprit. La même chose se déroule actuellement au Vietnam et le Vietnam est un exemple pour tous les peuples; "Loin de se dérober, ils avancent; loin de reculer, sans cesse ils progressent. Ils sont déterminés dans leur décision de combattre. Et le résultat sera toujours le même. Le crime, la sauvagerie et la force brutale ne prévaudront jamais sur l'amour du pays, la dignité de l'homme, l'amour de la liberté, l'indépendance et la justice."

"Nous dédions ce 26 juillet à la solidarité avec le peuple du Vietnam. Nous dédions ce 26 juillet aux héroiques combattants du Nord et du Sud-Vietnam, à ceux qui sont morts au Nord -Vietnam. Nos pensées et nos mémoires vont à eux. Nous leur transmettons notre plus fervente solidarité, nos applaudissements, et notre parole d'honneur que toujours nous serons à leurs côtés en paroles et en actions, que nos pensées et nos coeurs sont avec eux."

"Leurs frères cubains n'oublieront pas le peuple du Vietnam quelle que soit l'aide dont il pourrait avoir besoin. Nous dédions aussi au peuple du Vietnam en hommage à ses héroiques combattants notre propre mot d'ordre qui coincide avec le but pour lequel ils luttent si splendidement, le mot d'ordre do:- LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS!

Marx & Engels

Sur le parti ouvrier

N.D.L.R.--

Dans ce numéro nous publions la première partie d'une série d'écrits de Marx et Engels sur la question du parti ouvrier. Il ne s'agit pas seulement là d'une marque d'intérêt pour les commentaires érudits des fondateurs du socialisme scientifique, mais aussi parce que de tels textes, et tel était sans doute le but de leurs auteurs, sont un guide d'action, particulièrement dans la situation du Québec aujourd'hui, où la question ici traitée est d'une brulante actualité.

Au Canada Anglais, les principales forces se réclamant du socialisme se trouvent groupées autour du Nouveau Parti Démocratique, parti de masse, avec une solide base syndicale et de larges couches de sympathisants parmi les travailleurs du secteur industriel.

Au Québec, les socialistes demeurent fragmentés en un certain nombre de petites sectes. Leurs activités, leurs publications, leurs points de vue demeurent ignorés des masses laborieuses, regroupées dans les syndicats, et ceci en dépit de la nécessité aigüe d'atteindre ces travailleurs militants avec les vues socialistes. En résumé le Québec manque d'un parti ouvrier.

L'établissement d'un tel parti demeure aujourd'hui la tâche première du combat pour le socialisme. Une compréhension de la conception marxiste d'un parti ouvrier et la nécessité de réaliser cette tâche est vital pour la gauche si elle ne veut pas rester isolée des larges couches de travailleurs au Québec.

La seconde partie de ces écrits sera publiée dans notre prochain numéro. Nous projetons également de publier séparément ces textes dans un pamphlet spécial afin de leur assurer la diffusion la plus large possible.

Extrait d'un article
de
Frédérick Engels
publié dans le Labour Standard
du 4 avril, 1881

Jusqu'à maintenant nous n'avons traité de la fonction des syndicats ouvriers que dans la mesure où ils contribuent à la régulation du taux des salaires et où ils assurent au travailleur des moyens d'action dans sa lutte contre le capitalisme. Mais ceci n'épuise pas notre sujet.

La lutte des travailleurs contre le capitalisme, disions-nous. Cette lutte existe bel et bien quoiqu'en disent les apologistes du capitalisme et elle existera aussi longtemps que la réduction des salaires sera le moyen le plus simple et le plus sur d'augmenter les profits; plus même, aussi longtemps que le salariat existera. L'existence même des syndicats constitue une preuve suffisante de ce fait; s'ils ne sont pas faits

pour combattre les empiètements du capitalisme, pour quelle raison existent-ils? Il ne sert à rien de minauder, aucune phrase creuse ne peut cacher le fait que la société actuelle est divisée en deux grandes classes antagonistes -- d'un coté les capitalistes, propriétaires des moyens de production, donc contrôlant l'emploi des travailleurs; et de l'autre les travailleurs, ne possédant que leur force de travail. Le produit du travail de cette dernière devant être devisé entre les deux classes,c'est autour de cette division que la lutte se fait. Chaque classe tente d'accaparer une partie aussi grande que possible de la production; et l'aspect le plus curieux de cette lutte est probablement que la classe ouvrière, alors qu'elle ne lutte que pour obtenir une partie de sa propre production, est souvent accusée de vouloir piller les capitalistes!

Mais une lutte entre deux grandes classes sociales devient nécessairement une lutte politique. Ainsi en fut-il de la lutte entre la classe moyenne ou capitaliste et l'aristocratie terrienne; ainsi en est-il de même de la lutte entre la classe ouvrière et ces mêmes capitalistes. Au cours de chaque lutte d'une classe contre une autre le but est toujours le pouvoir politique; la classe dominante défend sa suprematie politique, c'est-à-dire sa majorité à l'Assemblée législative; la classe inférieure elle lutte tout d'abord pour une partie, et ensuite pour l'ensemble de ce pouvoir afin d'être en mesure de changer les lois existantes de façon à ce qu'elles correspondent à leurs propres intérêts et besoins. Ainsi la classe ouvrière de Grande-Bretagne mena durant des années une lutte acharnée pour la Charte Populaire qui lui aurait donné le pouvoir politique. Bien qu'elle fut défaite, la lutte fit une telle impression sur les classes moyennes victorieuses que depuis ce temps cette classe fut très contente d'acheter une armistice prolongée au prix d'une série de concessions à l'avantage des travailleurs.

Donc,dans la lutte politique d'une classe contre une autre, l'organisation est l'arme la plus importante. Et tout comme l'organisation purement politique ou Chartiste tomba en pièces, l'organisation syndicale devint de plus en plus forte jusqu'au point où elle atteignit, à l'heure actuelle, un degré de puissance sans égal à l'étranger. Quelques grands syndicats, comprenant entre un et deux millions de travailleurs, appuyés par les plus petits syndicats, représentent une force dont chaque gouvernements, qu'il soit Whig ou Tory, doit tenir compte.

Suivant les traditions de leurs origines et de leur développement dans ce pays,ilsse sont jusqu'ici limités à leur fonction de participer à la régulation des heures de travail et des salaires, et de forcer l'abrogation des lois ouvertement hostiles aux travailleurs. Ainsi qu'il est dit plus haut, ils ont les résultats qu'ils étaient en mesure d'attendre. Mais ils ont atteint plus que cela: la classe dominante qui connait leur force plus qu'eux-mêmes leur a accordé des concessions plus grossesde conséquences. Le suffrage domestique de Disraeli accorda le droit de vote à la plus grande partie de la classe ouvrière organisée. L'aurait-il proposé sans qu'il supposât que ces nouveaux électeurs démontreraient leur propre volonté, cesseraient d'être dirigés par des politiciens libéraux de la classe moyenne? Aurait-il été capable de le faire accepter si les travailleurs, dans la gérance de leurs gigantesques syndicats, n'avaient fait preuve de leurs capacités administratives et politiques?

Cette mesure offrit une nouvelle perspective à la classe ouvrière. Elle leur donna la majorité à Londres et dans tous les centres industriels, et ainsi leur permit de poursuivre la lutte contre le capitalisme avec de nouvelles armes, en envoyant des membres de la classe ouvrière au parlement. Mais ici, nous regrettons de devoir le dire, les syndicats oublièrent leur devoir d'avant-garde de la classe ouvrière. La nouvelle arme est entre leurs mains depuis plus de dix ans, mais ils ne s'en sont encore que peu servi. Ils ne devraient pas oublier qu'ils ne peuvent conserver la position qu'ils occupent à l'heure actuelle s'ils ne marchent vraiment dans l'avant-garde de la classe ouvrière. Il n'est guère naturel que la classe ouvrière d'Angleterre, qui possède le pouvoir d'envoyer quarante ou cinquante travailleurs au parlement, se contente d'être représentée par des capitalistes ou leurs commis, tels des avocats, rédacteurs,

etc...

D'ailleurs, il existe de nombreux symptômes prouvant que la classe ouvrière de ce pays prend conscience que depuis quelque temps elle était sur la mauvaise piste; que les mouvements actuels portant exclusivement sur de meilleurs salaires et des heures de travail plus courtes la tiennent dans un cercle vicieux sans issues; que ce ne sont pas les bas salaires mais le salariat lui-même qui constitue le mal fondamental du système. Cette conscience, une fois répandue dans la classe ouvrière, doit faire changer considérablement la position des syndicats. Ils ne jouiront plus du privilége d'être les seules organisations de la classe ouvrière. A côté, ou au-dessus des syndicats, il faut que surgisse un syndicat général, une organisation politique de la classe ouvrière.

Il y a donc deux points que les syndicats feraient bien de considérer: premièrement, que le temps n'est pas éloigné où la classe ouvrière de ce pays réclamera d'une voix qui ne permettra aucun doute sa pleine représentation au parlement; deuxièmement, que l'heure approche où la classe ouvrière, ayant compris que la lutte pour de meilleurs salaires et des heures de travail plus courtes, ainsi que l'ensemble des actions actuelles des syndicats, n'est pas un but en-soi mais un moyen, un moyen nécessaire et efficace, mais seulement un parmi bien d'autres pour atteindre un but plus élevé: l'abolition du salariat lui-même.

Pour parvenir à la pleine représentation des travailleurs au parlement, aussi bien que pour préparer l'abolition du salariat, des organisations seront nécessaires; non pas des organisations de métiers séparées, mais de l'ensemble de la classe ouvrière. Le plus tôt ceci sera fait le mieux ce sera; il n'existe aucune force au monde qui pourrait résister un jour à la classe ouvrière britannique organisée en une seule organisation.

De Salaire, Prix et Plus-Value
par
Karl Marx,
septembre, 1865

Au reste, et tout à fait en dehors de la servitude générale qu'implique le système des salaires, les travailleurs ne doivent pas s'exagérer le résultat final de ces luttes quotidiennes. Qu'ils ne l'oublient pas: ils combattent les effets, non pas les causes; ils retardent la descente, ils n'en changent point la direction; ils appliquent des palliatifs, mais ne guérissent pas la maladie. Qu'ils aient garde de se laisser prendre tout entiers à ces escarmouches inévitables que provoque chaque nouvel empiétement du capital, chaque variation du marché. Ils doivent comprendre que le système présent avec toutes les misères qu'il leur inflige, engendre dans le même temps les condition matérielles et les formes sociales nécessaires pour reconstruire l'économie et la société. Sur leur bannière, il leur faut effacer cette devise conservatrice: "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", et inscrire le mot d'ordre révolutionnaire: "Abolition du salariat!"

Du Manifeste Communiste
par
Karl Marx et Frédérick Engels

Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute difference dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Par suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire, les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collision entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour la défense de leur salaires. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes, pour être prêt en vue de rébellions éventuelles. Çà et là, la lutte

éclate en émeute.

Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par la grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revètent le même caractère en une lutte nationale, en une lutte de classe. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante.

Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général. Ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Extrait d'une adresse
de l'Autorité centrale à la Ligue communiste
avril 1850
par
Karl Marx

A l'heure actuelle, lorsque la petite bourgeoisie démocratique se trouve partout opprimée, elle exhorte le prolétariat à l'untié et à la conciliation commune, elle tend la main au prolétariat et s'efforce d'établir un grand parti d'opposition, qui incluera toutes les tendances, qu'il est possible de trouver parmi les membres du parti démocratique. C'est-à-dire, qu'elle s'efforce d'impliquer les ouvriers avec elle dans une organisation unique où ces phrases sociales-démocratiques générales, derrière lesquelles sont cachés ses intérêts speciaux, prédomineront, et où, au nom de la paix, les revendications spécifiques du prolétariat ne seront pas avancées. Une telle fusion ne profitera qu'à elle et se fera au détriment du prolétariat. Le prolétariat perdrait sa position indépendante si chèrement acquise, et retournerait encore une fois en la situation d'appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Il faut donc rejeter le plus résolument cette fusion. Au lieu de se faire le choeur applaudissant des démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue,

Karl Marx

devraient s'efforcer d'établir, à côté des démocrates officiels, une organisation indépendante, à la fois secrète et publique, du parti ouvrier et de faire de chaque municipalité le point central et le noyau d'associations de travailleurs au sein desquelles l'attitude et les intérêts du prolétariat seront discutés indépendamment des influences bourgeoises....

Dans le cas d'une lutte contre un ennemi commun, il n'y a guère besoin d'une fusion spéciale. Aussitôt qu'il faudra lutter directement contre un tel ennemi, les intérêts

dos deux partis coincideront momentanément, et comme dans le passé ainsi que dans l'avenir, cette union, qui n'existera que le temps de cette situation specifique, se fera de son propre mouvement. Il va sans dire que dans les conflits sanglants à venir comme dans ceux du passé, les ouvriers, par leur courage leur résolution et leurs sacrifices, joueront le rôle principal en gagnant la victoire. Tout comme jadis, dans cette lutte la masse de la petite bourgeoisie gardera une attitude de tatonnement, d'irrésolution et d'inactivité et ensuite, aussitôt la victoire gagnée, elle en prendra le contrôle et sommera les ouvriers d'être calmes et de rentrer au travail afin d'éviter les soi-disant excès, et ainsi privera-t-elle le prolétariat des fruits de la victoire.....A ce point le prolétariat doit s'assurer:

1. Qu'aucun ouvrier ne sera exclu, quelque soit le prétexte, quelque soit la chicanerie des autorités locales ou des commissaires gouvernementaux.

2. Que partout, à côté des candidats bourgeois démocratiques, des candidats ouvriers, de préférence membres de la Ligue, seront avancés et leurs campagnes menées par tous les moyens disponibles. Même là où il n'y a aucune possibilité de les faire élire, il faut que les ouvriers avancent leurs propres candidats afin de conserver leur indépendance, de compter leurs forces et de placer devant le public leur position révolutionnaire et le point de vue de leur parti. Ici, il ne faut pas qu'ils se laissent duper par les paroles faciles des démocrates - par exemple, qu'une telle attitude diviserait le camp démocratique et donnerait à la réaction une chance de triompher. Toutes ces phrases ne sont, en dernière analyse, qu'une escroquerie envers le prolétariat. Les progrès que le parti prolétaire réalisera par le moyen d'une telle action indépendante sont infiniment plus importantes que le désavantage que pourrait causer la présence de quelques réactionnaires dans la Représentation..

Si les ouvriers allemands s'avéraient incapables d'acceder au pouvoir et à l'accomplissement de leurs intérêts sans subir tout un long développement révolutionnaire, ils ont au moins cette fois la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coincidera avec la victoire directe de leur propre classe en France et que de ce fait tout sera très accéléré.

Mais ils doivent par eux-mêmes faire le plus possible pour leur propre victoire, en s'éclairant sur leurs intérêts de classe, en adoptant aussitôt que possible une position de parti indépendante et en refusant d'être détournés par les belles paroles hypocrites de la petite bourgeoisie démocratique de l'organisation indépendante du parti du prolétariat. Il faut que leur cri de guerre soit: La Révolution Permanente.

Les traductions qui apparaissent ici sont tirées de publications françaises approuvées. L'Extrait d'une article de Engels tiré du Labour Standard et l'Extrait d'une adresse de l'Autorité central à la Ligue communiste furent traduits par M. Mill.

Le Forum Socialiste

vous présente (en anglais)
UN COMMENTAIRE MARXISTE SUR

vendredi, le 14 oct.
8 hres. p.m.

"Le F L Q"

66 e. rue Guilbault,
(St-Urbain-avenue des Pins)

--Qu'est-ce que les socialistes québécois doivent faire pour la défense des membres du FLQ qui ont été récemment arrêtés?
—Les méthodes du FLQ, sont-elles efficaces?

(A venir: vendredi le 28 octobre - La révolution hongroise)

KARL MARX

Manifeste de Parti communiste, et La lutte des classes en France

Capital (8 tomes)

FREDERICK ENGELS

L'origine de la famille, l'etat et la propriété privée

Le rôle de la violence dans l'histoire

LEON TROTSKY

Ecrits 1928-1940

Tome I: L'exile, Staline théoricien, le ler plan quinquennal

Tome II: Où va la France?

Tome III: La tragédie de l'allemagne en 1933, la révolution espagnole

La révolution trahie (réédition de 1961)

De la révolution (La révolution trahie et La révolution permanente)

Terrorisme et communisme

HEGEL: La raison dans l'histoire

BOUKHARIN & PREOBRAZENSKI: L'ABC du communisme

ROSA LUXEMBOURG: La révolution russe

PAUL LAFARGE: Le droit à la paresse

ERNEST MANDEL

Traité d'économie marxiste (3 tomes)

Vive Cuba

QUATRIEME INTERNATIONALE

Numéro spécial: contenant les documents adoptées au 2ième Congrès Mondial depuis la Réunification - situation mondiale, révolution africaine, l'Europe occidentale, conflit sino-soviétique

La Rapport Khrouchtchev sur Staline commenté par la IVième Internationale

ISAAC DEUTSCHER

(Sur Trotsky) Le prophet armé, Le prophet desarmé, Le prophet hors la loi

FIDEL CASTRO

Etapes de la révolution cubaine

"La division face à l'ennemi n'a jamais été une stratégie ni révolutionnaire ni intelligente"

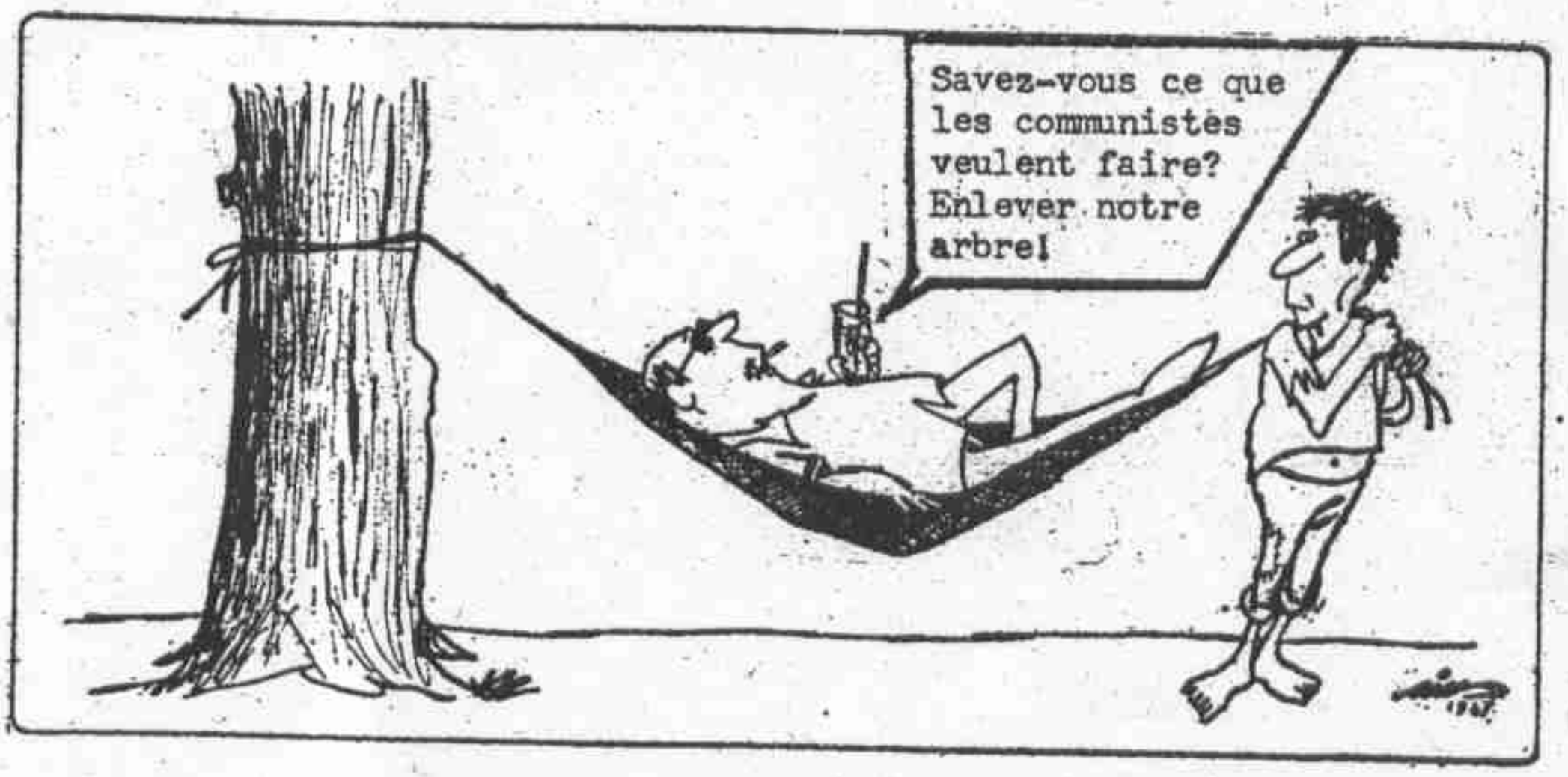
2ième Déclaration de La Havane

Appliquer la théorie aux conditions concretes de chaque pays (2 janv. 1965)

ERNESTO GUEVARA

La guerre de guerilla

Une commune aspiration: la défaite de l'impérialisme, unit Cuba, à l'Afrique et à l'Asie

Réne Dumont: Cuba

FRANTZ FANON: Pour la révolution africaine